

Revue du **MARCHÉ COMMUN**

Un New Deal en politique agricole ? Le plan Mansholt de réforme de l'agriculture dans la C.E.E. — En commencer avec une politique européenne de l'énergie nucléaire ?, M. CARPENTIER. — Politique commune des transports et union économique, J. DOUSSET. — La Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale, Pr. Dr. A. BULOW. — Ce qui a été accompli et ce qui reste à faire pour le fonctionnement harmonieux de l'union douanière, A. DUBOIS.

Chaque semaine lisez :

ENTREPRISE

- parce que
- Entreprise est une revue d'information
 - Entreprise est un hebdomadaire économique
 - Entreprise est l'organe des Affaires

Chaque semaine, Entreprise vous apporte des atouts de choix dans le domaine des :

L'INFORMATION

« *Demain* » rubrique de politique intérieure et extérieure considérée mondialement comme l'une des meilleures.

« *La question du jour* » commentée par Michel Drancourt à partir d'informations transmises par un réseau mondial de correspondants.

« *Le livre de la semaine* », les bonnes feuilles d'un ouvrage à paraître.

10 articles qui coiffent la totalité des informations politiques et économiques de la semaine.

L'ÉCONOMIE

Une *INTERVIEW* d'une personnalité d'importance internationale vue sous l'angle économique.

Une *étude d'un problème économique majeur* : traitée selon les critères du grand journalisme : prise de position et objectivité.

LES AFFAIRES

3 à 7 articles traitant des Affaires Françaises et étrangères du marketing, du management, des problèmes des cadres. Ces articles réalisés sous la direction de Guy Arnoux sont illustrés de cas concrets.

L'Etude d'une Profession : ses techniques et ses hommes.

Ses Nouvelles précises : intéressant les affaires : « carnet », problème de l'emploi, techniques nouvelles, salaires, Bourse, Journal Officiel, etc...

Chaque semaine lisez **ENTREPRISE** l'hebdomadaire du vendredi. Vous le trouvez partout - 3 F. 50

BONS du TRÉSOR

1 an, 2 ans, 5 ans

je sais toujours
quoi faire
de mon argent...



photo Jean-Louis Guégan

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

LA BANQUE
A VOTRE SERVICE
PARTOUT EN FRANCE



1 700 GUICHETS



Filiales et Correspondants dans le monde entier

LE DROIT SANS FRONTIÈRE

Vous qui cherchez un ouvrage de synthèse, conçu pour répondre aux besoins de tous les dirigeants et cadres d'entreprise, dans le secteur public ou privé, abonnez-vous au

DICTIONNAIRE DU MARCHÉ COMMUN

Préface de M. Jean REY,
Président de la Commission des Communautés Européennes
avec la collaboration du Cabinet
GIDE - LOYRETTE - NOUËL

du Professeur CARTOU et d'une vingtaine de fonctionnaires des Communautés

Ses dix-neuf rubriques traitent chacune d'un secteur essentiel du Marché commun, et comportent : un commentaire très détaillé des dispositions en vigueur, la publication intégrale des textes fondamentaux ; des références nombreuses aux textes moins importants, des index facilitant les recherches.

- Trois volumes, 18 x 26, constituant un ensemble de plus de 4.000 pages.
- Un système de reliure mobile efficace et robuste sous couverture toilée.
- Mises à jour trimestrielles.

Prix : **350 F** les 3 volumes
Prix d'abonnement annuel aux 4 mises à jour : **160 F**
(Première mise à jour gratuite)

Documentation gratuite sur demande : **DICTIONNAIRES JOLY, 21, avenue George-V, Paris-8^e**

Revue du
MARCHÉ
COMMUN

3, RUE SOUFFLOT, PARIS-V^e — Tél. 033-23-42

SOMMAIRE

PROBLEMES DU JOUR

- Un New Deal en Politique agricole ? Le plan Mansholt de réforme de l'agriculture dans la C.E.E.** 995
- « En commencer avec une politique européenne de l'énergie nucléaire ? », par M. CARPENTIER, Chef de division à la Commission des Communautés Européennes** 1000
- Politique commune des transports et union économique, par Jacques DOUSSET, Chef de la division « Objectifs et programme » de la Direction Générale des Transports de la Commission des Communautés Européennes** 1003

BILANS INSTITUTIONNELS ET PROBLEMES JURIDIQUES

- La Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale, par le Professeur Dr A. BULOW, Ancien Secrétaire d'Etat au Ministère Fédéral de la Justice (R.F.A.)** 1007

L'ECONOMIQUE ET LE SOCIAL DANS LE MARCHÉ COMMUN

- Ce qui a été accompli et ce qui reste à faire pour le fonctionnement harmonieux de l'union douanière, par Alex DUBOIS, Directeur Général Honoraire à la Commission des Communautés Européennes** 1017
- Jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes, par le Professeur René-Jean DUPUY, Directeur du Centre d'Etudes des Communautés Européennes de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Nice, Joël RIDEAU, Maître-Assistant à la Faculté et Chercheur au Centre d'Etudes des Communautés Européennes de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Nice, et Maurice TORRELLI, Professeur-Assistant au Département de Science Politique de l'Université de Montréal, Chercheur au Centre d'Etudes des Communautés Européennes de la Faculté de Droit de Nice** 1026

ACTUALITES ET DOCUMENTS

- La vie du Marché Commun et des autres institutions européennes** 1028
- Colloque de la Fédération des Juristes Européens sur les concentrations internationales d'entreprises dans le cadre du Marché Commun (Rome, 10, 11, 12 octobre 1968), par Colette MEGRET** 1033
- Vers une politique industrielle européenne, par C. DELEPIERE et M. LISEIN** 1036
- Au Journal Officiel des Communautés** 1038
- Bibliographie** 1040
- La vie des Entreprises**

*Les études publiées dans la Revue n'engagent
que les auteurs, non les organismes, les services
ou les entreprises auxquels ils appartiennent.*

© 1968 REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Voir en page IV les conditions d'abonnement ➔

Zusammenfassung der wichtigsten in der vorliegenden Nummer behandelten Fragen

TAGESPROBLEME :

Ein New Deal in der Agrarpolitik? Der Mansholt-Plan zur Reform der Landwirtschaft in der E.W.G. Seite 995

Mit einer europäischen Atomenergiepolitik beginnen?, von M. CARPENTIER, Abteilungsleiter bei der Kommission der Europäischen Gemeinschaften Seite 1000

Gemeinsame Verkehrspolitik und Wirtschaftsunion, von Jacques DOUSSET, Leiter der Abteilung « Objektive und Programm » der Generaldirektion für Verkehr bei der Kommission der Europäischen Gemeinschaften Seite 1003

RECHTS- UND INSTITUTIONSFRAGEN :

Die Konvention über die gerichtliche Kompetenz und die Durchführung zivil- und handelsrechtlicher Entscheidungen, von Professor D^r A. BÜLOW, ehemaliger Staatssekretär im Bundesjustizministerium Seite 1007

Der Verfasser berichtet über Entwicklung und Stand der vorbereitenden Arbeiten für diese Konvention und analysiert den Inhalt der Konvention, ihre Bedeutung sowie ihr Anwendungsgebiet.

WIRTSCHAFTS- UND SOZIALFRAGEN IM GEMEINSAMEN MARKT :

Die Zollunion heute und morgen, von Alex DUBOIS, Generaldirektor h. c. bei der Kommission der Europäischen Gemeinschaften Seite 1017

Der Verfasser des vorliegenden Artikels untersucht inwieweit die Zollunion « tatsächlich » verwirklicht ist oder mit anderen Worten, ob die Gemeinschaft über die erforderlichen Instrumente für eine einheitliche Anwendung des

gemeinsamen Zolltarifs und die Durchführung ihrer Handelspolitik gegenüber Drittländern verfügt.

Jurisprudenz des Gerichtshofs der Gemeinschaften, von Professor René-Jean DUPUY, Leiter des Studienzentrums der Europäischen Gemeinschaften an der juristischen und wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät der Universität Nizza, Joël RIDEAU, Oberassistent an der Fakultät und Forschungsbeauftragter im Studienzentrum der Europäischen Gemeinschaften an der juristischen und wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät der Universität Nizza, und Maurice TORRELLI, Dozent im Departement für Politische Wissenschaften der Universität Montreal, Forschungsbeauftragter im Europäischen Studienzentrum der juristischen Fakultät Nizza .. Seite 1026

AKTUALITÄT UND DOKUMENTIERUNG :

Das Leben des Gemeinsamen Marktes und der anderen europäischen Einrichtungen Seite 1028

Kolloquium des Europäischen Juristenverbandes über die internationalen Firmenkonzentrationen im Rahmen des Gemeinsamen Marktes (Rom, 10./11./12. Oktober 1968), von Colette MEGRET Seite 1033

Auf dem Werge zu einer europäischen Industriepolitik, von C. DELEPIERE und M. LISEIN Seite 1036

Aus dem Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften Seite 1038

Bibliographie Seite 1040

Aus der Firmenwelt.

Für die in dieser Zeitschrift veröffentlichten Studien sind nur deren Verfasser, nicht jedoch die Organismen, Dienste oder Unternehmungen, denen sie angehören, verantwortlich.

Summary of the main questions dealt with in the present number

PROBLEMS OF THE DAY :

A new deal in agricultural policy? The Mansholt plan for agricultural reform within E.E.C. page 995

A beginning for a European policy for nuclear power?, by M. CARPENTIER, Head of Division at the Commission of the European Communities page 1000

Common transport policy and economic union, by Jacques DOUSSET, Head of the « Objectives and Programme » division, of the General Transport Directorate, of the Commission of the European Communities page 1003

INSTITUTIONAL BALANCE SHEET AND LEGAL PROBLEMS :

The convention concerning legal competence and the carrying out of legal decisions in civil and commercial matters, by Professor Dr A. BULOW, former Secretary of State of the Federal Ministry of Justice (Federal German Republic) page 1007

Dr Bulow in this study retraces the work which went into preparing this Convention. He then examines the Convention itself, its implications and range.

ECONOMIC AND SOCIAL WELFARE QUESTION IN THE COMMON MARKET :

What has been achieved and what remains to be done to ensure harmonious operation of the Customs Union, by Alex DUBOIS, Honorary Director of the Commission of the European Communities page 1017

The author examines whether the customs union has really been achieved, or in other terms does the Community dispose of the customs instruments indispensable to a uniform application of a common customs tariff and the achievement of its commercial policy in respect of other countries.

Jurisprudence of the Communities Court of Justice, by Professor René-Jean DUPUY, Director of the Centre for Community Studies of the Faculty of Law and Economic Sciences of Nice University, Joël RIDEAU, Assistant to the Faculty and Researcher at the Study Centre of the European Communities at the Faculty of Law and Economic Sciences at Nice, and Maurice TORRELLI, Assistant Professor to the Department of Political Science at the University of Montreal, Researcher at the Study Centre of the European Communities at the Faculty of Law at Nice, page 1026

NEWS AND DOCUMENTS :

The Common Market and the other European Institutions day by day page 1028

Colloquy of the European Federation of Jurists on the international concentration of undertakings within the framework of the Common Market (Rome 10th, 11th, 12th October 1968), by Colette MEGRET page 1033

Towards a European industrial policy, by C. DELEPIERE and M. LISEIN page 1036

The Official Gazette of the European Communities page 1038

Bibliography page 1040

News of Undertakings.

COMITÉ DE PATRONAGE

M. Maurice BARRIER, Président du Conseil National du Commerce ;

M. René BLONDELLE, Président de l'Assemblée des Chambres d'Agriculture ;

M. Maurice BOULADOUX, Président de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens ;

M. Joseph COUREAU, Président de la Confédération Générale de l'Agriculture ;

M. Etienne HIRSCH, Ancien Président de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ;

M. Paul HUVELIN, Président du Conseil National du Patronat Français ;

M. André MALTERRE, Président de la Confédération Générale des Cadres ;

M. Jean MARCOU, Président honoraire de la Chambre de Commerce de Paris et de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce de France et de l'Union Française ;

M. Pierre MASSÉ, Président du Conseil d'Administration de l'Electricité de France ;

M. François-Xavier ORTOLI, Ministre de l'Economie et des Finances.

M. Maurice ROLLAND, Conseiller à la Cour de Cassation, Président de l'Association des Juristes Européens ;

M. Jacques RUEFF, Membre de l'Académie Française.

FONDATEUR : Edmond EPSTEIN

COMITÉ DE RÉDACTION

Georges BREART
Jean-Pierre BRUNET
Jean DENIAU
Jean DROMER
Pierre DROUIN
Mme Edmond EPSTEIN
Pierre ESTEVA

Renaud de la GENIERE
Claude HANNEZO
Bertrand HOMMEY
Jacques LASSIER
Michel LE GOC
Patrice LEROY-JAY
Jacques MAYOUX
Jacques MÉGRET

Paul REUTER
R. de SAINT-LEGIER
Jacques TESSIER
Robert TOULEMON
Daniel VIGNES
Jacques VIGNES
Jean WAHL
Armand WALLON

La revue paraît mensuellement

RÉDACTION, ABONNEMENTS ET PUBLICITÉS

REVUE DU MARCHÉ COMMUN

3, rue Soufflot, PARIS-5°. Tél. ODEon 23-42

Abonnement annuel

France 74 F

Etranger 81 F

Paiement par chèque de banque sur Paris, mandat-poste, virement postal au nom des « EDITIONS TECHNIQUES et ECONOMIQUES », compte courant postal, Paris 10737-10.

REPERTOIRE DES ANNONCES

Air France, p. IV couv. — Bons du Trésor, p. I. — Cahiers de l'Institut International d'Etudes Sociales, p. IV. — Dictionnaire du Marché Commun, p. II. — Entreprise, p. II couv. — Kompass, p. III couv. — Société Générale, p. II. — Vie des Entreprises, p. III.

PROBLÈMES DU JOUR

UN NEW DEAL EN POLITIQUE AGRICOLE ? LE PLAN MANSHOLT DE RÉFORME DE L'AGRICULTURE DANS LA C.E.E.

INTRODUCTION

LA Commission vient de présenter au Conseil sa conception au sujet de la réforme de l'agriculture dans la Communauté. Elle l'expose dans un memorandum qui constitue la pièce de résistance d'un ensemble de rapports et de propositions soumis simultanément au Conseil. Le but de cette avalanche de documents volumineux est de permettre au Conseil de prendre des décisions d'ensemble sur l'avenir de la politique agricole commune, dans le cadre d'un programme à long terme (Agriculture 1980).

Il y a un an déjà, en octobre 1967, la Commission avait fait savoir au Conseil qu'elle considérait que l'heure était venue de faire le point, de procéder à un véritable examen de conscience et de dégager les lignes de force futures de l'action de la Communauté dans le secteur agricole. La réflexion et l'effort d'imagination à laquelle ont procédé l'équipe du vice-président Mansholt d'abord, et la Commission par la suite ne s'est pas toujours déroulée dans le calme qui devrait présider à une entreprise d'une telle envergure. Les difficultés rencontrées lors de l'établissement de l'organisation commune des marchés du lait et de la viande bovine, la dégradation rapide de la situation sur certains marchés, et en particulier sur le marché laitier, l'inquiétude grandissante dans le milieu paysan, enfin la toute récente crise monétaire ont fortement marqué, voire même influencé les travaux.

L'initiative de la Commission, si elle a été attendue avec impatience s'inscrit aussi dans un vaste mouvement de réflexion sur l'avenir de l'agriculture, qui se déroule non seulement à l'intérieur de la Communauté mais encore sur un plan beaucoup

plus vaste et touchant à l'Europe tout entière. Elle va sans doute déclencher des discussions passionnées à la fois dans l'opinion publique, dans les milieux économiques intéressés — et d'abord dans les milieux agricoles — et dans les enceintes politiques nationales et communautaires.

A ce titre elle présente des analogies frappantes avec les propositions qu'aux termes de l'article 43 du Traité, la Commission a présentées au Conseil, en juin 1960, au sujet de l'élaboration progressive de la politique agricole commune. Mais, si la conception d'ensemble de 1960 constituait déjà un formidable pari sur l'avenir, celle de 1968 s'appuie en plus sur une expérience communautaire de près de huit années de politique commune. Elle peut, de ce fait, apparaître plus près de la réalité communautaire, plus imprégnée par les nécessités politiques, économiques et sociales, plus empreinte du souci d'achever et de perfectionner une construction déjà largement avancée.

La conception de la Commission est basée sur l'axe central d'une réforme de la structure de production assortie d'une adaptation de la structure des marchés. Il s'agit là d'une condition indispensable à la réalisation des objectifs de la politique agricole commune, en ce qui concerne à la fois le niveau et les conditions de vie de la population active agricole et la stabilité et l'équilibre des marchés agricoles. Très courageusement la Commission n'hésite pas à sortir des chemins battus pour expliciter les objectifs qu'elle poursuit, indiquer les moyens qui s'imposent, proposer les mesures concrètes à mettre en œuvre et insister

sur l'importance des efforts financiers à consentir. Elle affirme ainsi très nettement sa volonté de proposer une sorte de New Deal pour la politique agricole commune.

L'exposé des grandes lignes des propositions de la Commission sera conduit en deux parties, traitant successivement les objectifs poursuivis et les moyens préconisés.

LES OBJECTIFS

Depuis 1962, la politique agricole commune a été axée principalement sur l'organisation commune des marchés. Des progrès importants ont été enregistrés dans ce domaine, malgré des difficultés qui semblaient parfois insurmontables. A l'heure actuelle, plus de 90 % des produits agricoles sont couverts par l'organisation commune, qui a rendu possible leur intégration dans le Marché Commun. Il est normal dans ces conditions que 11 millions d'agriculteurs de la Communauté fondent leur espoir dans la réussite de cette entreprise, qui doit conditionner à l'avenir et le niveau de leur revenu et leur mode de vie.

Pourtant les difficultés ne s'amenuisent guère. Si depuis quelques années les excédents de produits agricoles s'amoncellent, entraînant des charges financières que les budgets publics supportent de plus en plus difficilement, il n'en est pas résulté pour autant une amélioration notable du revenu des producteurs agricoles. Quant à leurs conditions de vie et de travail, le glissement de la structure de production vers l'exploitation à un seul travailleur les a rendues plus précaires que jamais. Il semble bien que l'agriculteur, sa femme et ses enfants soient plus éloignés que jamais des conditions de travail (congés hebdomadaires et annuels, remplacement en cas de maladie, travail de la femme) et du niveau de vie (revenu, sécurité sociale) qu'ils seraient en droit d'exiger dans la société industrielle en expansion continue dans laquelle ils vivent.

Devant l'échec des méthodes utilisées jusqu'ici — sur le plan national et sur le plan communautaire — la Commission a considéré nécessaire, en premier lieu, d'assigner des objectifs clairs à l'action de la Communauté dans le secteur agricole. Les objectifs ne peuvent être évidemment que ceux déjà définis par le Traité, avec peut-être une certaine accentuation et aussi un calendrier de priorités. Ces objectifs peuvent être groupés en trois groupes suivant qu'ils concernent le court terme, le moyen terme et le long terme.

**

A court terme l'objectif principal de l'action communautaire semble être d'abord de créer le

choc psychologique nécessaire à la réussite de l'ensemble de la politique communautaire dans le domaine agricole. Si les premières réactions publiques aux propositions de la Commission tournent parfois à l'étonnement, à la surprise, voire même au scandale, c'est que l'opération n'a pas si mal réussi. Le cri d'alarme en lui-même doit galvaniser les responsables et les intéressés et susciter leur intérêt, leur volonté politique et leur action dans le sens d'une conception d'ensemble pour la solution des problèmes.

Un second objectif — très concret celui-là — est le rétablissement rapide de l'équilibre sur les marchés agricoles, marqués par un déséquilibre structurel grave et risquant de s'aggraver si des mesures immédiates ne sont pas prises. Il s'agit avant tout du secteur laitier, où les excédents de production s'accroissent avec une régularité de marée montante : 80 000 tonnes de beurre en 1966, 180 000 en 1967 et 300 000 en 1969. Accessoirement, et bien que la situation n'y soit pas encore aussi catastrophique, il s'agit aussi du marché du sucre et du secteur des céréales. Les implications financières de ces excédents sont telles que d'ores et déjà les ministres des finances ont décidé de procéder à une révision des conditions de financement de la politique agricole commune. Cette attitude est d'autant plus compréhensible que les dépenses publiques en faveur de l'agriculteur consenties par les Etats membres et par la Communauté s'accroissent au rythme de 13 % l'an ; elles sont passées en effet de 1,7 milliards de dollars en 1960 à près de 4 milliards en 1967.

**

L'objectif poursuivi à moyen terme revêt un caractère plus spectaculaire. Il s'agit de créer, au cours d'une période décennale, les conditions indispensables à une réforme profonde de la structure de production et à une adaptation de la structure des marchés. L'agriculture doit pouvoir s'affranchir des contraintes de tout ordre qui lui sont imposées par ses propres structures et par les conditions économiques et sociales dans lesquelles elle vit.

C'est pourquoi le programme vise à créer pour les agriculteurs un vaste éventail de choix afin qu'ils puissent déterminer eux-mêmes, en fonction de leurs propres aspirations, quelle voie ils entendent suivre. Cette liberté de choix doit pouvoir s'exercer dans des conditions optimales : si l'agriculteur décide de rester dans l'agriculture, il doit pouvoir espérer des conditions de revenu et de travail comparables à celles des autres secteurs économiques ; si par contre, il décide d'abandonner l'activité agricole, il doit se voir offrir une possibilité de reconversion professionnelle et celle d'un emploi non-agricole, si possible dans sa région d'origine. S'il est déjà âgé et se trouve par conséquent dans l'impossibilité objective et subjective d'occuper un emploi non agricole, il doit pouvoir compter sur des possibilités réelles de retraite.

L'objectif poursuivi à moyen terme constitue donc, en fait, un extraordinaire jour sur l'évolution des structures agricoles d'une part et sur l'industrialisation des régions agricoles d'autre part. Sa réalisation suppose une grande mobilité des hommes et des terres, le bouleversement des structures de production et la création massive d'emplois nouveaux dans les régions rurales.

**

A long terme, l'objectif de la Commission consiste dans une réforme fondamentale de l'agri-

culture européenne dans le sens de son intégration à part entière dans l'économie générale. Après l'année 1980, l'agriculture de la Communauté serait une agriculture à haute productivité, dont le comportement économique (investissements, production) se traduira par une rationalité plus grande.

Ainsi des entreprises modernisées seront en mesure de suivre les indications du marché ; la politique de prix pourra être agencée en conséquence et les mécanismes d'intervention pourront être adaptés. La consommation guidera et limitera le développement de la production, de sorte que la formation d'excédents structurels sera prévenue.

Grâce à l'équilibre des marchés d'une part et à la responsabilité accrue des producteurs agricoles eux-mêmes d'autre part, les dépenses publiques en faveur du soutien des marchés agricoles, pourront être maintenues dans des limites raisonnables.

A long terme, l'agriculture européenne présenterait ainsi un visage entièrement nouveau. Fortement structurée à l'intérieur, s'appuyant sur des entreprises modernes, orientant ses décisions d'investir et de produire sur les exigences du marché, elle ne serait conduite à faire appel à l'extérieur que dans des circonstances exceptionnelles. Ce serait aux agriculteurs eux-mêmes à prendre en main la responsabilité de leur sort et celle de leur avenir.

LES MOYENS

Devant l'ampleur des objectifs, la Commission n'a pas hésité à préconiser les moyens qui s'imposent. Ceux-ci se caractérisent à la fois par leur ampleur, leur diversité et leur aspect quelquefois révolutionnaire.

La réforme interne de l'agriculture s'appuie sur un ensemble d'action gravitant autour de deux pôles distincts : une nouvelle structure de production d'une part, une adaptation de la structure des marchés d'autre part.

La production agricole devra avoir son siège dans des entreprises gérées de façon efficace et ayant des dimensions suffisantes pour permettre la combinaison optimale des facteurs de production et pour procurer à ceux qui y travaillent un revenu et un mode de vie adéquat.

La Commission voit le développement de telles entreprises en deux stades. L'unité de production serait la cellule de base pour une production donnée, par exemple, la production laitière,

répondant à des seuils de dimension correspondant approximativement à l'optimum économique (par exemple : 40 à 60 vaches laitières) ; elle garantirait la rentabilité des investissements et la production aux moindres coûts.

L'entreprise agricole moderne par contre, qui va plus loin que l'unité de production, puisqu'elle concerne l'ensemble des spéculations d'une entreprise, — par exemple : les céréales, le lait, la viande porcine, — garantirait en plus l'utilisation optimale de la main-d'œuvre présente dans celle-ci. Dans l'exemple donné, elle serait constituée de trois unités de production, comportant respectivement 80 à 120 ha de céréales, une étable de 40 à 60 vaches laitières et une porcherie de 400 à 600 bêtes.

Les unités de production et les entreprises agricoles modernes peuvent résulter aussi bien de l'agrandissement d'une seule exploitation ou de la réunion de plusieurs exploitations existantes.

Dans tous les cas, il appartient aux agriculteurs eux-mêmes de prendre les décisions qui s'imposent. Ils seront soutenus par les pouvoirs publics qui mettront en œuvre un ensemble important de moyens :

- des aides de démarrage fourniront une partie du fonds de roulement nécessaire,
- des aides aux investissements de 30 % en moyenne permettront l'adaptation des constructions aux seuils dimensionnels,
- des fonds de garantie publics ouvriront des possibilités de crédit,
- une action concertée dans le domaine foncier permettra la location de longue durée des terres libérées par les agriculteurs qui abandonnent leur activité.

D'autre part, la structure des marchés devra être adaptée aux conditions nouvelles résultant de la réforme de la structure de production. Dans ce domaine, la Commission, tout en rappelant sa proposition concernant les groupements de producteurs et leurs unions, préconise un ensemble de mesures visant à augmenter la transparence des marchés, notamment par l'installation d'un niveau européen d'information des marchés. Elle insiste aussi sur la nécessité de créer une société commerciale de type européen afin de faciliter et d'encourager, au-delà des frontières nationales, l'implantation et la fusion d'entreprises de commercialisation et de transformation des produits agricoles.

La partie la plus originale de ce volet du memorandum est constituée par la proposition de créer des groupements professionnels et interprofessionnels européens. Ces groupements, instaurés à l'échelon européen par produit ou par groupe de produits, recevraient une plus large responsabilité dans la mise en œuvre de la politique agricole commune. Ils seraient en quelque sorte appelés à prendre progressivement le relais des pouvoirs publics dans ce domaine.

**

La réalisation de cette réforme interne de l'agriculture présuppose la mise en œuvre d'un vaste arsenal de moyens, destiné d'une part à mobiliser les surfaces nécessaires et d'autre part à résorber progressivement l'excédent de main-d'œuvre agricole. Les mesures préconisées peuvent être réunies en trois groupes selon l'âge des bénéficiaires.

Pour l'ensemble des personnes qui désirent quitter l'agriculture et qui sont d'accord pour apporter leurs terres à la réalisation des pro-

grammes, il est proposé qu'elles peuvent bénéficier d'une prime d'apport structurel égale à neuf fois la valeur locative de ces terres, de bourses d'étude pour l'éducation de leurs enfants et de la possibilité de se faire payer en une fois la totalité des fermages des neufs premières années d'un bail de longue durée conclu avec une unité de production ou une entreprise agricole moderne.

Les personnes âgées de 55 ans et plus, peuvent bénéficier en outre d'une indemnité annuelle complémentaire de revenu, dont le montant serait de 3 300 F à 55 ans et passerait ensuite progressivement à 5 000 F à 60 ans pour se maintenir à ce niveau au cours des années suivantes.

Les personnes en âge de se reconvertir à une autre activité enfin bénéficient de possibilités de formation et d'orientation ainsi que d'une aide à l'installation. Il va de soi que leur reconversion présuppose la création massive d'emplois nouveaux en particulier dans les régions essentiellement agricoles de la Communauté.

**

L'objectif plus précis de l'établissement de l'équilibre du marché exige en outre la réalisation de certaines mesures particulières.

A long terme, la Commission préconise la diminution de la surface agricole utilisée, grâce à une action massive de reboisement et de création de parcs naturels et de centres de détente. Des aides au boisement sont prévues destinées à couvrir les frais de boisement et à assurer une plus grande rentabilité aux surfaces boisées.

A court et à moyen termes, il est proposé un ensemble de mesures pour les secteurs du lait, du sucre, des fruits et légumes et des matières grasses.

Dans le secteur laitier, la Commission propose un ensemble de mesures concertées conduisant d'abord à réduire fortement les excédents de beurre qui se sont accumulés dans le passé. Elle propose d'entreprendre en même temps des actions pouvant conduire ultérieurement à l'établissement d'un équilibre structurel sur ce marché.

Les mesures proposées sont les suivantes :

- une série d'actions ayant pour but de permettre des ventes supplémentaires de beurre,
- une baisse générale et sensible du prix du beurre, avec, simultanément, une révision de la valeur des composants du lait autres que les matières grasses,
- l'abattage supplémentaire de 250 000 vaches laitières par an en 1969 et 1970, pour accélérer

la reconversion, actuellement en cours, de la structure de la production laitière,

— l'octroi d'une aide en 1969 et 1970 pour la production de qualités particulières de viande bovine.

Comme ces actions ne permettront pas à elles seules de réaliser l'équilibre du marché du lait, il est suggéré d'octroyer des aides supplémentaires, à la condition que leur montant soit calculé en

fonction du nombre de vaches laitières qui disparaissent lors de la cessation de l'exploitation agricole. D'autres aides sont prévues lorsque les unités de production nouvellement créées ou les entreprises agricoles modernes productrices de viande bovine remplacent une production laitière. Ces mesures devraient être appliquées tant que l'équilibre n'aura pas été rétabli durablement sur le marché des produits laitiers.

CONCLUSIONS

Grâce à la mise en œuvre du programme esquissé, l'agriculture de l'année 1980 devrait présenter une image profondément modifiée par rapport à celle d'aujourd'hui.

La population active agricole, qui comptait encore 15 millions de personnes en 1960 et 11 millions en 1967, ne dépasserait plus guère 5 millions de personnes en 1980. Sa part dans la population active totale de la Communauté serait ainsi ramenée à 6 %. Cette forte réduction irait de pair avec le rétablissement d'un meilleur équilibre de la pyramide des âges de la population agricole en 1980, puisque les mesures prévues pour les personnes âgées laissent supposer une diminution très forte dans cette catégorie.

La surface agricole utilisée de la Communauté diminuerait de plus de 5 millions d'ha ; elle s'établirait à 65 millions d'ha en 1980 contre 71 millions en 1967. Plus de 4 millions d'ha seraient boisés de sorte que la surface boisée actuelle s'étendrait fortement.

Enfin la structure de production aurait reçu une toute nouvelle allure, grâce à la création d'unités de production et d'entreprises agricoles modernes. Celles-ci seraient caractérisées soit par des dimensions importantes, répondant aux exigences du progrès technique soit par un haut degré de spécialisation. Dans tous les cas, elles produiraient en fonction du marché, réaliseraient, grâce aux groupements de producteurs, la mise en marché de leur production, et assureraient à travers les groupements professionnels ou inter-professionnels, une large part de responsabilité dans la mise en œuvre de la politique agricole.

L'équilibre des marchés ainsi retrouvé, il deviendrait possible de réduire fortement les dépenses publiques en faveur de l'agriculture.

**

En déposant ses propositions, la Commission a

fait preuve indéniablement d'un grand courage et d'une vue de l'avenir qu'on pourrait pour le moins qualifier d'originale.

Il est très tôt encore pour soumettre ces propositions à une critique approfondie. Un certain recul de réflexion et d'étude est nécessaire. Les problèmes évoqués sont vastes et les solutions préconisées doivent nécessairement donner lieu à des doutes, voire même à de fortes oppositions. La Commission s'en est rendue compte elle-même, à en juger par le commentaire qu'a fait le Vice-Président Mansholt et qu'il convient de citer :

« La Commission se rend bien compte que ces propositions soulèveront bien des problèmes et même des réactions négatives. Elle estime qu'il est de son devoir de ne pas se borner à souligner l'extrême gravité de la situation dans laquelle se trouve une grande partie des agriculteurs européens et qu'il lui faut aussi présenter des remèdes à ces difficultés.

Elle ferait preuve d'une négligence impardonnable en ne voyant pas plus loin que les prochaines années.

Notre société est en mutation rapide. Le rythme de l'évolution industrielle et technique est extrêmement rapide. Nos agriculteurs ont à rattraper un retard considérable.

Nous souhaitons que cette croissance de la société de demain entraîne pour nos familles d'agriculteurs le moins de tensions et d'ennuis possibles.

La Commission est d'avis que l'ensemble de notre collectivité doit assumer à cet égard une large co-responsabilité.

Aussi espère-t-elle qu'après une féconde discussion avec le Conseil, le Parlement, le Comité économique et social et les organisations le plus directement concernées, elle pourra en venir à faire des propositions concrètes dans l'esprit du Traité.

Il n'y a plus guère de temps à perdre ! »

« EN COMMENCER AVEC UNE POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ? »

M. CARPENTIER

Chef de division

à la Commission des Communautés Européennes

L'EXPLOITATION à des fins pacifiques de l'énergie produite par la fission de noyaux d'atomes lourds (uranium et plutonium), dite « énergie nucléaire », présente certaines caractéristiques dont la réunion explique l'importance toute particulière qu'elle revêt pour la croissance économique de la Communauté européenne.

En premier lieu, elle a entre autres objets la production, au moyen de réacteurs, d'énergie électrique à des prix capables de concurrencer celle produite par d'autres procédés. On sait que les besoins en énergie électrique des pays industriels doublent environ tous les dix ans. C'est ainsi que la Communauté des Six a consommé en 1967 près de 440 milliards de kWh d'électricité. En extrapolant le taux d'accroissement de la consommation européenne au cours de la dernière décennie, on peut prévoir que les besoins de l'Europe seront de l'ordre de 1 100 milliards de kWh en 1980. On conçoit donc que l'utilisation d'une nouvelle source d'énergie électrique qui permette à la fois un ajustement de la production d'énergie aux besoins et une baisse possible du coût de cette énergie apparaisse non seulement comme un avantage mais comme une nécessité pour l'économie de la Communauté.

En deuxième lieu, l'exploitation de l'énergie nucléaire nécessite l'emploi de technologies nouvelles qui comporte des risques tels que seules des industries puissantes s'appuyant sur un vaste marché peuvent supporter. La maîtrise de telles technologies confère aux productions des industries qui les possèdent une « qualité » transposable à d'autres réalisations industrielles nouvelles. Elle permet en outre à de telles industries de bénéficier d'un marché impressionnant. Sur la base d'un coût

moyen de 150 dollars par kW installé, les dernières estimations des investissements dans les centrales nucléaires à construire aux U.S.A. au cours des douze prochaines années s'élèvent à un montant cumulé de 25 milliards de dollars, tandis que le chiffre d'affaires correspondant du cycle de combustible pour la même période est estimé à quelque 14 milliards de dollars. Dans la Communauté, l'estimation prudente d'une puissance de 40 000 MWe à installer d'ici 1980 correspond à un investissement de plus de 6 milliards de dollars.

En troisième lieu, la mise au point de techniques et fabrications nécessaires pour obtenir la « qualité » nucléaire, elle-même indispensable pour le fonctionnement rentable des centrales, exige un très gros effort de recherche et, plus encore de développement. C'est ainsi que les pouvoirs publics américains prévoient de consacrer un montant de deux milliards de dollars dans les années à venir au développement des réacteurs à neutrons rapides. Les efforts dans la Communauté pour ce même domaine dans les cinq ou six prochaines années sont estimés à 1,3 milliard de dollars. Plus généralement, il est admis que, dans nos six pays, les dépenses de recherche et de développement atteignent l'énorme proportion de 20 % de la valeur au départ des centrales de toute l'électricité produite, quelle qu'en soit l'origine.

Enfin, dans ce domaine comme dans d'autres secteurs de technologie avancée, on constate l'existence d'une forte industrie américaine concentrée en 4 ou 5 grandes entreprises qui, après avoir bénéficié de très importants contrats publics de recherche, se voit aujourd'hui confier la commande de plus de 80 centrales.

Approvisionnement énergétique à bon marché,

possibilité de développer une puissante industrie nouvelle, mise en œuvre de travaux de recherche et de mise au point exigeant des crédits publics et privés d'un montant considérable, existence d'une puissante industrie américaine concurrente qui pourra, d'ici dix ans, s'appuyer sur une expérience sans égale, voilà bien un « challenge » à la mesure de l'Europe. Pourtant la situation actuelle, tant du point de vue de la recherche que du développement industriel, dans le domaine industriel, est telle qu'il est permis de se poser les questions suivantes :

L'Europe des six veut-elle ou non tirer profit de l'effort considérable qu'elle a investi depuis dix ans dans la recherche nucléaire ?

La Communauté va-t-elle accepter de s'engager dans de mauvaises conditions dans la grande aventure industrielle que constitue la compétition internationale pour la production et la vente des centrales électro-nucléaires géantes ?

**

Ces questions sont posées avec une certaine brutalité par la Commission des Communautés européennes dans son « Rapport d'ensemble sur la politique nucléaire de la Communauté » transmis au Conseil au mois d'octobre et sur lesquelles les responsables des politiques scientifiques et industrielles de l'Europe sont appelés à réfléchir au moment où doit être arrêté le prochain programme de recherches et d'enseignement d'Euratom.

Le Livre blanc rappelle d'abord un certain nombre de faits :

— Les Etats-Unis et l'Europe des Six ont en ce moment, à peu de choses près, la même puissance électrique installée d'origine nucléaire, quelques milliers de megawatts électriques (MWe). Mais, depuis trois ans, on a enregistré aux Etats-Unis plus de 60 000 MWe de commandes, répartis entre quatre constructeurs, tandis qu'en Europe, des constructeurs au moins trois fois plus nombreux se disputent des commandes atteignant le dixième des commandes passées aux Etats-Unis.

Les commandes passées par les producteurs d'électricité européens ont toujours bénéficié soit aux seuls constructeurs nationaux, soit, paradoxalement, à des constructeurs étrangers à la Communauté. Ainsi, le développement des industries nucléaires dans la Communauté n'a pu tirer profit de la suppression des droits de douane et contingents réalisés dès la mise en vigueur du Traité d'Euratom.

— Pourtant, l'effort financier public, national et communautaire que l'Europe des Six consacre à la recherche nucléaire civile est important : plus de 700 millions de dollars par an, soit un peu moins de 20 % des dépenses totales de recherches et de développement de cette même Europe.

Mais cet effort se manifeste de façon dispersée en faveur de programmes nationaux conçus et réalisés isolément les uns des autres. D'où des répétitions, des concurrences en argent, en temps et en structures. Les duplications sont si nombreuses qu'elles perdent leur valeur d'incitation ou d'assurance et deviennent synonymes de gaspillage.

Le programme d'Euratom lui-même, faute d'une confrontation, d'une organisation et d'une répartition des recherches entre les Six, qui lui permettraient d'être un programme véritablement complémentaire, c'est-à-dire une partie choisie à bon escient du programme de la Communauté toute entière, a tendance à devenir soit un septième programme qu'on a beau jeu de reprocher à l'Institution, soit le plus petit commun dénominateur des recherches jugées d'un intérêt secondaire par les Etats membres.

— Du point de vue industriel, l'ensemble des commandes passées dans la Communauté représente un montant inférieur à celui dont dispose chacune des firmes américaines.

Malgré la faiblesse de ce marché, trois types de réacteurs éprouvés ont été construits dans la Communauté, dont deux sous licence américaine. Ne bénéficiant que de faibles carnets de commande, les industries de la Communauté n'ont été incitées ni à procéder à des investissements importants ni à s'unir entre elles (à l'exception d'un cas récent) autrement que par des liens d'associations momentanées. Elles ont pris une attitude faite d'expectative plus que d'esprit d'offensive, ce qui a eu, à son tour, pour conséquence de renforcer les positions des industries extérieures concurrentes.

— La mise au point des filières de réacteurs jusqu'à leur aboutissement commercial a été et reste encore, en raison des investissements considérables qu'elle exige, supportée par les pouvoirs publics. Cet effort financier considérable (*) s'est effectué pour sa plus grande part dans les seuls cadres nationaux. Il a été souvent utilisé à développer des types de réacteurs trop nombreux (c'est ainsi que huit types de réacteurs avancés sont actuel-

(*) Dans l'évolution du laboratoire à la production, les dépenses de recherche appliquée directe, de développement et de mise en place industrielle sont entre elles en gros comme 1, 10 et 100.

lement développés dans la Communauté), de technologie souvent différente. Cette situation a pour conséquence de morceler davantage le marché, de créer des doubles emplois et des concurrences inutiles, et de rendre très douteuse la rentabilité des crédits mis en œuvre.

— Enfin, les industries européennes morcelées possèdent trop rarement l'assise technique et financière suffisante qui leur permettrait de prendre le risque de présenter aux producteurs d'électricité des offres avantageuses et des garanties de fonctionnement du type de celles que les constructeurs américains offrent aux producteurs américains.

On est donc en présence d'un cercle vicieux caractérisé. D'une part, les producteurs d'électricité n'ayant pas la garantie d'un fonctionnement satisfaisant des centrales nucléaires, hésitent à en commander. D'autre part, les industriels se concurrençant sur un marché étroit et non structuré ne peuvent, faute de commandes suffisantes, étaler d'éventuelles dépenses d'investissements et d'études sur de longues années, hésitent à prendre des risques et se disputent les subventions.

Et le livre blanc de conclure :

« Il ne paraît pas possible pour la Communauté de différer plus longtemps l'aboutissement industriel de la politique de recherche très onéreuse qu'elle a poursuivie jusqu'ici. Compte tenu de l'avance américaine, la retarder davantage lui enlèverait toute chance de succès et annulerait pour une large part les bénéfices de l'effort de recherche. Un effort de redressement s'impose ».

**

Dans le nucléaire comme dans d'autres domaines, la mesure de l'effort que les pays européens doivent mener pour s'assurer une croissance adéquate et une position compétitive à l'égard des pays technologiquement les plus avancés, peut se déduire d'une double analyse : celle des facteurs qui ont permis aux U.S.A. de progresser et celle des conditions de développement des économies modernes.

L'exemple américain illustre de façon frappante la condition principale qui s'impose au développement des économies modernes : l'exigence d'une échelle suffisante en ce qui concerne les marchés et les structures industriels appelés à y écouler leur production. Pour les états, comme pour les entreprises, la recherche, l'innovation, le développement ne sont rentables qu'à partir d'un certain seuil qui, du fait de l'évolution générale, est de plus en plus élevé. Il n'est plus possible pour les pays européens et pour les entreprises de continuer

à concevoir et à appliquer isolément leur politique en matière de recherche et de développement industriel.

Il faut s'orienter vers la concentration des moyens, la conjonction des efforts et l'organisation en commun.

Tel est le sens des mesures suggérées par la Commission pour remédier à la situation pour le moins mauvaise que fait apparaître l'analyse effectuée dans la première partie du Livre blanc :

— organisation d'une concertation des commandes de centrales au niveau communautaire,

— harmonisation des procédures d'intervention des pouvoirs publics nationaux en matière de développement et de promotion industrielle — coordination de ces interventions, création éventuelle de mécanismes communautaires d'intervention,

— détermination d'une stratégie commune du développement des réacteurs avancés,

— adaptation des structures industrielles, y compris les mesures de nature à encourager la constitution de groupements multinationaux au niveau communautaire,

— conjonction des efforts dans le domaine de l'approvisionnement en matières fissiles,

— regroupement des efforts en matière de recherche.

Dans ce dernier domaine, il conviendrait sans doute d'élaborer des solutions communes aux problèmes analogues que posent l'existence et le développement d'organismes tels qu'Euratom, le CERN et les organismes européens de l'espace.

Définition des programmes qui implique une organisation de la recherche au niveau européen, choix et répartition des moyens d'exécution, compte tenu des infrastructures et compétences existantes, reconversion des infrastructures excessives, telles sont les tâches à effectuer au niveau de la Communauté tout entière pour l'ensemble des grands domaines scientifiques.

La disparition d'Euratom ne signifierait pas seulement le licenciement de près de deux mille chercheurs et la mise à l'encan d'une infrastructure scientifique coûteuse. Elle serait aussi le constat de l'échec de l'Europe des Six à élaborer une politique scientifique et technologique commune.

S'il devait en être ainsi, il est à craindre que nos pays entrent inexorablement dans la voie du sous-développement technique et, selon le mot d'un homme d'Etat britannique, doivent se contenter d'être le porteur d'eau et le coupeur de bois de l'économie mondiale.

POLITIQUE COMMUNE DES TRANSPORTS ET UNION ÉCONOMIQUE

Jacques DOUSSET

Chef de la division « Objectifs et programme »
de la Direction Générale des Transports
de la Commission des Communautés Européennes

DANS le numéro que la Revue du Marché Commun a consacré au 10^e anniversaire du Traité de Rome, nous nous étions interrogés sur les chances de succès de la politique commune des transports. L'examen des vicissitudes auxquelles l'élaboration de cette politique commune a donné lieu nous avait conduits à cette conclusion d'un optimisme prudent : « rien ne devrait donc s'opposer à ce que les règlements qui feront entrer dans les faits la politique commune des transports soient pris avant la date fatidique du 1^{er} juillet 1968 » (1).

Cette conclusion s'est trouvée confirmée par les faits. Avec quelques jours de retard sur le délai prévu, le Conseil a donné le départ à la politique commune des transports. Les mesures qu'il a prises le 18 juillet 1968 constituent un ensemble cohérent et équilibré intéressant les domaines essentiels de l'économie des transports, à savoir l'harmonisation des conditions de concurrence, la libre circulation des services de transport et l'organisation du marché des transports. Ces mesures portent, en effet, sur :

- l'application des règles de concurrence aux transports (2) ;
- la constitution d'un contingent communau-

taire pour les transports de marchandises par route effectués entre les Etats membres (3) ,

- l'uniformisation des dispositions relatives à l'admission en franchise du carburant contenu dans les réservoirs des véhicules automobiles utilitaires (4) ;
- l'instauration d'un système de tarification à fourchette applicable aux transports de marchandises par route entre les Etats membres (5) ;
- l'harmonisation des conditions de travail dans les transports routiers.

En outre, le Conseil a examiné la question des aides accordées dans le domaine des transports ainsi que celle de la suppression des doubles impositions en matière de taxes sur les véhicules pour le transport international, et il s'est fixé des délais précis pour leur solution.

Les résultats de cette session du 18 juillet doivent être appréciés de deux points de vue :

- celui du développement intrinsèque de la politique commune des transports ;
- celui des rapports de cette politique commune par rapport à l'ensemble de l'entreprise communautaire.

(1) cf. Revue du Marché Commun n° 100 de mars 1967 : « Bilan et perspectives de la politique commune des transports » p. 174 à 180.

(2) J. O. n° L 175 du 23-7-1968, p. 1.

(3) J. O. n° L 175 du 23-7-1968, p. 13.

(4) J. O. n° L 175 du 23-7-1968, p. 15.

(5) J. O. n° L 194 du 6-8-1968, p. 1.

Par rapport à la situation d'expectative dans laquelle on se trouvait au mois de mars 1967, un pas décisif a été franchi. Jusqu'alors le Conseil n'était pas resté inactif en matière de transport. Il avait notamment adopté un règlement pour supprimer les discriminations (6) et une décision imposant aux Etats membres de communiquer à la Commission tous leurs projets de mesures de politique nationale des transports susceptibles d'avoir une incidence sur la future politique commune (7). Il avait surtout étudié avec beaucoup d'attention les idées émises par la Commission sur l'orientation et le contenu de cette politique commune. Mais il n'était pas parvenu à se mettre d'accord sur une définition, ni à prendre fermement position à l'égard des propositions de mesures concrètes que lui avait présentées la Commission. Une exception cependant, celle de l'harmonisation des conditions de concurrence en faveur de laquelle le Conseil avait pris une décision dès 1965 (8). Mais ces quelques mesures, pour importantes qu'elles fussent, n'étaient pas suffisantes pour pouvoir être considérées comme constituant à elles seules un commencement de la politique commune des transports prescrite par le Traité de Rome.

Cependant, le Conseil était conscient des graves inconvénients psychologiques et économiques qu'aurait présentés l'absence de toute mesure effective dans le domaine des transports au moment où allaient être réalisés complètement l'union douanière et le marché commun agricole.

Cette prise de conscience s'est affirmée dans une décision prise le 14 décembre 1967 (9). Par cette décision, le Conseil a établi un calendrier de mesures qu'il est engagé à prendre par étapes successives à partir du 1^{er} juillet 1968.

La première étape était constituée par les mesures qui ont été effectivement adoptées le 18 juillet 1968.

La deuxième étape est fixée au 31 décembre de cette année. Elle comporte notamment :

- un règlement relatif à l'action des Etats membres en matière d'obligations inhérentes à la notion de service public ;
- un règlement concernant la normalisation des comptes des chemins de fer.

Une troisième étape est prévue dont la date limite n'est pas indiquée mais pourrait être celle du 1^{er} juillet 1969. Elle vise :

- l'harmonisation des structures des taxes sur les véhicules utilitaires ;
- la mise en place d'une comptabilité uniforme et permanente des dépenses relatives aux infrastructures de chacun des modes de transport.

L'analyse de cet ensemble de mesures fait ressortir deux dominantes : d'une part l'importance donnée à l'harmonisation des conditions de concurrence, d'autre part la priorité accordée aux transports routiers, en particulier de marchandises. Certains s'en sont étonnés et ont même critiqué ces choix. D'autres ont estimé qu'ainsi délimité, le départ de la politique commune des transports s'avérerait bien timide.

Ces observations sont pertinentes mais, à notre avis, ne tiennent pas suffisamment compte des réalités. Même si elle ne doit pas constituer un préalable, l'harmonisation des conditions de concurrence est une condition indispensable de la libre circulation des services de transport et de l'intégration communautaire. C'est dans la mesure où ces conditions seront rapprochées, tant entre les Etats membres qu'entre modes de transport, qu'un véritable marché commun pourra s'instaurer dans ce domaine à l'échelon de la Communauté. En décidant de commencer par les transports routiers, le Conseil n'a pas fait preuve de facilité mais s'est attaqué au contraire au secteur le plus névralgique. Si le début d'intégration qui est ici tenté réussit, il ne fait pas de doute qu'on pourra en tirer d'utiles enseignements pour son élargissement et pour l'intégration des autres activités de transport. En fait, si l'on considère la complexité et la portée des problèmes à résoudre, on peut dire au contraire que le programme arrêté par le Conseil le 14 décembre 1967 était très ambitieux.

Or, le 18 juillet, le Conseil a tenu ses engagements en ce qui concerne la première étape de ce programme. C'est ici que se situe la signification politique et psychologique de l'événement. La volonté de réaliser la politique commune des transports qui s'était manifestée à la fin de 1967 s'est retrouvée intacte six mois plus tard. Ainsi, le 18 juillet n'a pas seulement marqué le départ effectif de la politique commune des transports, mais encore la confirmation, chez les Etats membres, d'une volonté politique sans laquelle aucun développement de la politique commune des transports n'est concevable.

(6) Règlement n° 11.

(7) Décision du 21 mars 1962.

(8) Décision du 13 mai 1965.

(9) Décision du Conseil 67/790/CEE du 14 décembre 1967 concernant certaines mesures dans le domaine de la politique commune des transports (J. O./CEE n° 322 du 30.12.67).

**

La date choisie pour le démarrage de la politique commune des transports souligne les liens qui existent entre les transports et l'union douanière. Il est clair que la réalisation de l'union douanière aurait pu être sérieusement contrariée et handicapée si rien n'avait été fait dans le domaine des transports. Les discriminations en matières de prix et conditions de transport, les tarifs de soutien, les taxes et redevances injustifiées au passage des frontières peuvent constituer des obstacles moins apparents mais aussi efficaces que les droits de douane ou les restrictions quantitatives et freiner les échanges entre les Etats membres. Leur élimination ne suffit d'ailleurs pas car des dispositions nationales telles que les réglementations tarifaires, les contingentements, les restrictions de toutes sortes apportées à l'importation des services de transport peuvent provoquer des distorsions de concurrence gravement préjudiciables à l'établissement du Marché Commun.

Mais, comme la Commission l'a souligné dans sa déclaration du 1^{er} juillet 1968, la réalisation de l'union douanière et du marché commun agricole ne constitue que le premier volet de la Communauté Economique Européenne. Le deuxième volet, le plus important, est celui de l'union économique. Dans cette perspective, le démarrage de la politique commune des transports décidé par le Conseil le 18 juillet 1968 prend sa véritable dimension : il signifie que la politique commune des transports est un élément fondamental de l'union économique et que les mesures prises le 18 juillet

doivent être rangées parmi les premières dispositions de cette union économique.

Telle était bien, en effet, la conception des auteurs du Traité de Rome. Constatant que les transports interviennent à tous les stades de l'activité économique, ils ont considéré qu'un des objectifs de l'action communautaire devait être la mise sur pied d'une organisation des transports efficace et apte à répondre, dans les meilleures conditions pour la collectivité, aux besoins nouveaux, au progrès technique et aux exigences d'une économie moderne. Pour atteindre cet objectif il ne suffisait pas de s'en remettre aux mécanismes prévus par le Traité pour la plupart des autres activités. Il fallait aller plus loin et instaurer, comme pour l'agriculture, une véritable politique commune dans laquelle viendraient progressivement se fondre les six politiques nationales.

Cette interprétation « maximaliste » des dispositions du Traité de Rome en matière de transport, qui dès l'origine a été soutenue par la Commission, n'a jamais été sérieusement contestée au sein du Conseil. C'est sans doute d'ailleurs parce qu'il avait conscience de la portée et du caractère irrévocable des mesures qu'il allait être ainsi appelé à prendre que le Conseil a jusqu'à ces derniers mois marqué tant de prudence et d'hésitation.

Premier pas important en matière de politique commune des transports, l'ensemble des mesures prises le 18 juillet peut donc être également considéré comme un premier pas sur la voie de l'union économique.

**

Même si l'union douanière et le marché commun agricole ont été acquis avec un an et demi d'avance sur l'échéance prévue par le Traité de Rome, la Communauté Européenne ne s'édifie que lentement : dans beaucoup de domaines essentiels, les obstacles sont tels qu'on peut se demander avec inquiétude si on parviendra à les franchir à temps.

Cette situation ne fait que rendre plus remarquable ce qui se passe depuis un an dans le secteur des transports. Sans doute ne s'agit-il encore que d'un commencement. Mais nous l'avons déjà dit, il ne faut pas sous-estimer les mesures déjà prises. Et surtout les conditions qui ont permis ce démarrage ne se sont pas modifiées : le Conseil s'est fixé un programme, il a toujours la volonté

politique de le respecter. Bien plus, on peut dire qu'une mesure en entraîne une autre : c'est ainsi que le fait d'avoir décidé un début d'intégration dans le domaine des transports routiers rend nécessaire des mesures analogues pour les deux autres modes de transport ; de même l'harmonisation des conditions de concurrence ne peut pas en rester là, elle doit obligatoirement être amplifiée et atteindre tous les objectifs que le Conseil avait assignés à cette harmonisation dans sa décision du 13 mai 1965.

L'instauration de la politique commune des transports est donc en bonne voie et, sauf accident imprévisible, elle devrait se poursuivre normalement. Sans doute sa réalisation exigera-t-elle encore

plusieurs années d'efforts patients et tenaces. Mais si le Conseil parvient à remplir le programme qu'il a arrêté le 14 décembre 1967 puis à prendre les autres mesures pour lesquelles la Commission lui a déjà fait des propositions, notre Communauté sera dotée d'ici quelques années des bases nécessaires pour l'organisation d'un système de

transport répondant aux objectifs du Traité de Rome.

Or, les progrès qui seront ainsi accomplis dans le domaine des transports seront en même temps des progrès pour l'union économique tout entière, et, par là même, pour l'édification de la Communauté économique européenne.

LA CONVENTION CONCERNANT LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE ET L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE (*)

Professeur Dr. A. BULOW
Ancien Secrétaire d'Etat
au ministère fédéral de la Justice (R.F.A.)

Le 27 septembre 1968, en lever de rideau de la 47^e Session du Conseil des Communautés européennes, les Ministres des Six signaient la Convention concernant la compétence judiciaire

et l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale. Celle-ci résultait d'un avant-projet soumis au cours de l'hiver 1964-1965 aux Gouvernements des Etats membres.

I. — BASES ET HISTORIQUE DES TRAVAUX PREPARATOIRES

La base juridique de ces travaux est constituée par l'article 220 du Traité de Rome du 25 mars 1957 souvent mentionné, et qui comporte les dispositions suivantes :

« Les Etats membres engageront entre eux, en tant que de besoin, des négociations en vue d'assurer en faveur de leurs ressortissants :

— la simplification des formalités auxquelles sont subordonnées la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires ainsi que des sentences arbitrales ».

Ce faisant, les auteurs du Traité de Rome avaient reconnu l'importance de ce problème, parmi beaucoup d'autres, et la nécessité de lui apporter d'urgence une solution conforme aux tendances de base du Traité ; ils en avaient donc fait, comme il ne pouvait en être autrement, un point du programme qui demandait à être réalisé.

Dès que les discussions eurent été engagées sur

les problèmes économiques qui se situaient au premier plan, la Commission a attiré l'attention des Etats membres, par une note en date du 22 octobre 1959, sur le problème particulier consistant à régler les conditions d'exécution des décisions judiciaires. A la suite de délibérations au sein du Comité des Représentants Permanents, celui-ci a décidé le 18 février 1960 de convoquer des représentants des gouvernements des Etats membres à une réunion *ad hoc* à Bruxelles. Cette première et mémorable session, tenue du 11 au 13 juillet 1960, a donné le signal et a été le point de départ des travaux dont le résultat vient d'aboutir. Il a été constitué à l'époque un Comité d'experts composé de fonctionnaires et d'experts représentant les gouvernements des Etats membres. Ce Comité a mis au point le projet au cours de 12 sessions qu'il a tenues et d'au moins autant de réunions d'un sous-comité. Ce travail n'a pu être mené à bien que grâce à la compétence professionnelle exceptionnelle des membres dudit Comité et grâce à l'ardeur infatigable avec laquelle ils ont poursuivi ce travail de détail de

(*) Cet article a été adapté d'un des rapports présentés par l'auteur lors des derniers travaux ayant précédé la signature de la convention.

rapprochement des législations. En l'absence de ces études d'une haute valeur scientifique tendant à comparer les dispositions législatives nationales, travail dont on trouvera l'expression très nette dans le rapport détaillé et approfondi rédigé pour le compte du Comité par M. Jenard, directeur au Ministère belge des Affaires étrangères, le Comité ne serait jamais parvenu à accomplir la tâche qui lui avait été impartie.

Il était clair dès le départ que la convention envisagée à l'article 220 du traité de Rome ne pouvait être qu'une véritable convention de droit public, devant être négociée à l'échelon gouvernemental entre les Etats membres. C'est bien ce caractère qui lui a été maintenu, ainsi qu'on peut en juger par le document signé en septembre. Cela ne dégage pas du devoir de remercier ici la Commission de l'appui qu'elle a toujours accordé à ce Comité, dont elle a sur le plan technique favorisé en tous points les travaux.

Il y a lieu de faire encore une remarque d'ordre général, avant d'aborder l'examen de la convention elle-même. Il serait peut-être possible de prétendre que le comité des experts n'avait pas été tout à fait respectueux, sur deux points, du programme fixé à l'article 220 du traité de Rome. Celui-ci ne parle, en effet, que de mesures au bénéfice des ressortissants des Etats membres ; la *nationalité* est donc mise en avant comme élément de référence. Or, en parcourant le document en question, on ne trouve pas en principe de référence à cet élément. Le comité des experts n'a pas estimé justifié un lien avec la question de la nationalité. Ce dont il s'agit, en effet, est bien d'assurer, dans l'intérêt des Communautés, sur tout leur territoire, l'exécution des décisions judiciaires. Mais, ce faisant, il n'est guère possible de se baser sur la nationalité des parties en cause, car sinon on risque de tomber dans le danger d'une discrimination qui doit à tout prix être évitée, si l'on veut respecter l'esprit du traité de Rome. Il semble bien plus indiqué, lorsqu'il s'agit d'exécution de jugements, de prendre en considération la nationalité de ces derniers, si l'on peut se permettre cette expression qui fait image, c'est-à-dire de prendre comme base

le fait que ce jugement ait été prononcé dans tel ou tel Etat membre. Ce point étant posé, il en résulte nécessairement l'obligation de régler toutes les questions afférentes au stade antérieur à celui du jugement, à savoir, en particulier, celle de la situation des parties et celle de la compétence, et de veiller, en outre, à une application effective et rapide des jugements. Si on l'envisage ainsi, cette tâche se situe absolument dans le cadre du programme esquissé à l'article 220 du traité de Rome.

En ce qui concerne le deuxième point, à savoir les *sentences arbitrales*, il faut reconnaître honnêtement que le programme n'a pas encore été réalisé. On peut en trouver une explication historique. Lorsqu'en 1957 l'exécution des sentences arbitrales a été incluse à l'article 220 du traité de Rome en vue de faire l'objet d'une réglementation future, il n'était pas encore possible de prévoir l'évolution que prendraient les travaux dans le domaine des arbitrages internationaux. Or, postérieurement à 1957, les accords nouveaux suivants ont été conclus dans ce domaine :

1. la convention des Nations Unies du 10 juin 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, qui est déjà en vigueur, notamment dans les relations entre la France, les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne ;
2. la convention européenne du 21 avril 1961, également entrée en vigueur, et relative à l'arbitrage commercial international ;
3. la convention élaborée par le Conseil de l'Europe et soumise à ratification en 1966, tendant à l'introduction de règles uniformes en matière de compétence arbitrale.

Le Comité a estimé judicieux d'attendre dans ce domaine une évolution future. C'est pourquoi il a suggéré de ne pas inclure cette matière dans la convention (article 1, paragraphe 2, point 4). Au surplus, il serait en tout cas nécessaire d'en faire l'objet d'une convention particulière, ainsi qu'on peut le déduire des tendances qui se sont manifestées jusqu'à ce jour.

II. — IMPORTANCE DE LA CONVENTION

D'où provient l'importance de cette Convention ?

La Convention représente un progrès considérable pour les rapports de droit sur le plan inter-

national au sein des Communautés. Grâce à une détermination nouvelle des compétences, l'exécution sans entraves des jugements a été obtenue. Jusqu'à présent, on se demandait avec quelque anxiété si

un arrêt rendu dans un Etat serait reconnu et appliqué dans un autre Etat, même lorsqu'il existait un accord d'exécution. A l'avenir, l'assurance est donnée en principe *qu'il sera* reconnu et exécuté. Ce changement radical représente un gain inestimable pour la sécurité juridique et cela au profit de tous les plaideurs, non seulement de ceux qui sont ressortissants des Etats membres mais également de toutes les parties ayant une affaire pendante devant un tribunal de l'un des Etats membres.

En outre, cette Convention réalise une harmonisation et même, en partie, une uniformisation. Lorsqu'elle entrera en vigueur, neuf conventions, de moindre portée dans leur ensemble, comme il ressort de l'article 55, seront remplacées par cette nouvelle réglementation d'une portée plus vaste. D'autre part, de très importantes lacunes seront ainsi comblées dans les relations contractuelles, qui continuaient d'exister malgré le grand nombre de conventions conclues, par exemple, entre la France, la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg, entre la République fédérale d'Allemagne et le Luxembourg, et, enfin, entre l'Italie et le Luxembourg.

Outre ces répercussions favorables sur le plan des relations internationales, des progrès seront réalisés, au sein de chaque Etat, sur le plan national. Jusqu'à présent, trancher en matière de compétence internationale était, pour les tribunaux, une question difficile et complexe.

La Convention apporte ici une simplification notable étant donné qu'elle résout de façon uniforme le problème de la compétence juridictionnelle pour les tribunaux des Etats contractants. Pour la première fois, une tentative est faite pour régler par le moyen d'une énumération et, par conséquent, d'une manière claire (*article 16*) le domaine particulièrement difficile des compétences exclusives.

En rapport immédiat avec le règlement du problème de la compétence, se pose celui de l'uniformisation

de la procédure d'exequatur (articles 31 et suivants). Le tableau récapitulatif reproduit dans le rapport de M. Jenard (pages 3-7) montre combien les réglementations actuellement en vigueur dans les différentes législations nationales peuvent être divergentes. Précédemment, une clause terminale des accords bilatéraux renvoyait la plupart du temps à ces droits nationaux. Cette méthode ne permettait pas aux parties d'avoir une vue d'ensemble exacte du droit d'autres Etats. Le Comité s'est efforcé ici de trouver une solution uniforme et de la fixer directement dans la Convention. Que ces efforts aient été couronnés de succès, c'est ce qu'il doit en premier lieu au travail de deux savants, le Professeur Batiffol et le Commissaire royal, Professeur van Reepingen, malheureusement disparu prématurément.

Cette Convention ne réforme certes pas le droit national dans son ensemble et de façon abstraite ; il n'a pas été possible d'envisager une intervention aussi radicale. Mais il est créé un instrument qui permet aux demandeurs d'utiliser facilement cette Convention. La simplification vient s'ajouter à l'uniformisation et à la codification. Elle permettra d'accélérer la procédure d'exécution dont la longueur a souvent fait l'objet de plaintes.

La réglementation établie par la Convention forme un tout. Elle ne contient aucune des réserves qui apparaissent souvent dans les accords internationaux et qui aboutissent après coup, précisément dans le cas d'accords multilatéraux, à un morcellement du droit et à une vue d'ensemble insuffisante. Cet heureux résultat, qui préserve l'unité, a pu être obtenu du fait que les quelques modifications que requéraient certaines questions partielles ont été reprises dans la Convention elle-même. On se référera ici notamment aux articles 37, 41 et 58 et au Protocole annexé à la Convention. Ces dispositions concernent la France, le Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne ; elles s'expliquent par des situations juridiques particulières dont il a pu être tenu compte directement.

III. — CONTENU DE LA CONVENTION

La thèse suivant laquelle la Convention représente un progrès est renforcée par la teneur de cette Convention. Dans le cadre d'un aperçu général et systématique, étudier tous les détails entraînerait trop loin. C'est pourquoi, ce sont surtout les principes sur lesquels repose la Convention qui seront ci-après exposés.

1. — La première question qui se pose lors de l'analyse d'une Convention est celle de son *champ d'application*. Le caractère international d'une Convention entraîne logiquement qu'elle ait pour objet des procès internationaux c'est-à-dire des procès ayant un caractère international (preamble, quatrième alinéa). Exprimé sous une forme

négative, cela signifie que des procès qui n'ont aucune répercussion à l'étranger ne sont pas affectés par cette Convention ; de ce fait, des interventions dans le droit purement national sont évitées. Toutefois, il n'est pas si facile de répondre à la question de savoir, lorsqu'on entend s'exprimer dans le sens positif, à quoi l'on peut reconnaître le caractère international. Dans le cadre d'un procès, ce caractère international est déterminé — comme il est logique — en premier lieu par les parties, par exemple par le fait que le défendeur habite à l'étranger (voir article 3). D'autre part, ce caractère international peut résulter de l'objet du procès, lorsque, par exemple, un recours est introduit en vue de l'exécution d'un contrat à l'étranger, au sujet de la réparation de dommages à la suite d'un acte délictuel commis à l'étranger ou par suite de la nullité d'un brevet. Mais le lien international peut aussi n'apparaître qu'au moment où un arrêt reposant sur une procédure purement nationale doit être produit ultérieurement, pour des raisons quelconques, dans un autre Etat contractant pour y être reconnu et exécuté. Dans cette dernière éventualité, il apparaît que c'est d'abord le titre III de la Convention avec les articles 25 et suivants, qui est d'application alors que les articles relatifs à la compétence (titre II, articles 2 et suivants) n'ont pas d'effet. Dans la pratique, aucune difficulté ne se présentera lors de l'inclusion et de la détermination du critère international.

A côté de cette limitation générale, découlant de la nature de la Convention, il convient de tenir compte également d'une limitation *ratione materiae*, qui est prévue à l'article premier. Du domaine général des affaires civiles et commerciales auxquelles doit s'appliquer, de façon générale, la Convention, il a fallu exclure quelques matières spéciales : il s'agit en premier lieu des questions d'état et de capacité des personnes physiques, des successions ainsi que des faillites et des concordats. Les raisons pour lesquelles la Convention n'aborde pas ces matières sont de différentes natures : pour les questions d'état et de successions, il existe de telles différences quant au fond dans les législations en matière de droit régissant les conflits qu'en cas de reconnaissance et d'exécution de décisions dans ce domaine il aurait fallu craindre que l'on se heurte fréquemment à la clause d'ordre public, étant donné que les règles spécifiques sont ici la plupart du temps des règles de droit de caractère impératif. Cela aurait risqué

d'avoir une gravité particulière lorsque, par exemple, la question d'état aurait formé l'objet principal du procès. Si cette question ne se présente que de façon incidente, elle revêt une importance moins grande. Etant donné, d'autre part, qu'il convient de compter plus fréquemment avec de telles décisions incidentes, la Convention réduit, pour ainsi dire, la portée de l'exception qu'elle prévoit pour de telles décisions, dans son *article premier deuxième alinéa* au point 1 et dans son *article 27 au point 4*.

En ce qui concerne les affaires de faillites et de concordats, leur non-inclusion s'explique déjà par le fait qu'une *convention particulière* est en préparation pour ces matières dans le cadre de la Communauté. C'est pourquoi le tact et la logique voulaient que l'on s'abstienne de régler ces questions ici. Cela s'applique également aux litiges relevant du domaine de la sécurité sociale, sans parler du fait que cette matière ne relève pas, dans le système juridique de certains Etats contractants, du domaine civil ou commercial. Du reste, il a été également tenu compte de projets en préparation au sein des Communautés à propos de deux autres questions : le droit du travail, pour lequel on a pensé tout d'abord à prévoir une compétence particulière, et le droit en matière de sociétés pour autant qu'il entre en ligne de compte, en matière de détermination du siège social (*article 53*).

Il a déjà été mentionné que l'arbitrage n'est pas réglementé par la Convention. Par souci de clarté, ce fait a également été mentionné de façon particulière à l'article premier, deuxième alinéa, point 4. Que l'on pardonne si cette disposition, du fait de sa position, fait l'effet d'une *lex fugitiva*.

Après cette liste négative, il convient de souligner parmi les options positives que les décisions concernant ce que l'on est convenu d'appeler les « *Adhäsionsverfahren* » (constitution de partie civile), qui prennent de plus en plus d'importance dans quelques Etats membres, notamment en matière de circulation routière, ont été incluses expressément dans le champ d'application de la Convention. Les dispositions des articles 5, point 4 et de l'article II du Protocole leur sont consacrées.

2. — La Convention porte essentiellement sur la réglementation de deux groupes de problèmes, celui de la *compétence* qui est traité au titre II (articles 2 à 24) et celui de la *reconnaissance* et de l'*exécution* qui fait l'objet du titre III (articles 25 à 49).

Lorsqu'il s'est agi de régler le problème de la *compétence*, le comité des experts s'est trouvé devant la question délicate de savoir pour lequel des deux systèmes envisageables il devait se décider, celui de la *compétence directe*, c'est-à-dire celle du juge de l'Etat où le jugement est prononcé, ou celui de la *compétence indirecte* qui pose seulement certaines limites au juge de l'Etat à qui est demandée la reconnaissance. Si l'on avait voulu se fonder sur le résultat d'une étude des neuf accords conclus jusqu'ici en la matière entre les Etats membres, la balance aurait penché en faveur de la compétence indirecte, car la majorité de ces accords — cinq sur neuf — sont basés sur ce système ; dans la doctrine on parle, dans ce cas, de traités simples, parce qu'ils ne règlent la compétence qu'en matière d'exequatur. Seuls quatre accords sont basés sur le système de la compétence directe et correspondent donc à ce que la doctrine appelle des traités doubles, parce qu'ils règlent la compétence tant du juge de l'Etat où est prononcé le jugement que celle du juge de l'Etat qui accorde l'exequatur. Cependant il est apparu nettement que les accords fondés sur le système de la compétence indirecte présentaient des inconvénients notables, parce que l'application du jugement risquait de se heurter ultérieurement à des difficultés au stade de la procédure d'exequatur, auquel la réglementation en matière de compétence acquiert seulement toute sa portée. Il est fâcheux, tant du point de vue de la sécurité juridique que dans l'intérêt des parties en cause, et finalement aussi pour le prestige du fonctionnement de la justice, qu'un jugement ne soit pas reconnu pour des motifs de compétence bien qu'il soit indiscutablement inattaquable sur le fond. On a, il est vrai, essayé dans la nouvelle pratique internationale d'écarter dans les traités cette source de danger en liant le juge en matière d'exequatur aux constatations faites en matière de compétence par le juge de l'Etat où a été prononcé le jugement. Mais cette solution s'est révélée insuffisante. D'autre part, le système de la compétence directe apparaissait comme séduisant, car il permet justement d'écarter cette source de difficultés. Toutefois les accords les plus anciens, qui sont fondés sur ce système, ont l'inconvénient indiscutable que les règles en matière de compétence ne sont valables qu'à l'égard des ressortissants des Etats contractants. Or, le principe de la nationalité ne devait en aucun cas dominer la nouvelle convention, car cela aurait signifié un recul par rapport à l'évolution récente. De plus, une différenciation quant

à la portée des jugements basée sur la nationalité des parties aurait signifié que la reconnaissance et l'exécution des jugements n'aurait pas été assurée d'une manière absolue, alors que tel était précisément l'objectif qui se présentait à l'esprit des experts comme constituant la solution idéale. A la suite de débats prolongés et approfondis, une solution tout à fait nouvelle a été trouvée : le système de la *compétence directe* a été lavé du soupçon de nationalisme qui lui semblait obligatoirement attaché sur la base de la doctrine généralement admise jusqu'ici. Désormais, le domicile du défendeur doit constituer en la matière une base rigoureusement neutre. C'est pourquoi on trouve toujours à nouveau, dans les articles 2 et suivants qui règlent les questions de compétence, une référence au domicile de la partie défenderesse. Cette solution générale, de caractère abstrait, a, en outre, l'avantage de donner la préférence parmi les compétences possibles à celle du juge de l'Etat où est situé ce domicile, selon le principe généralement admis « *actor sequitur forum rei* » (article 2). Le Comité a été nettement d'avis qu'il s'agissait uniquement de déterminer la juridiction d'un Etat en tant que tel — appelée souvent compétence internationale ou bien compétence générale — et non la compétence territoriale. Sur ce point les dispositions internes des Etats membres restent d'application, ainsi qu'il résulte de l'article 2, paragraphe 2.

Lorsqu'il a été donc posé en principe que, pour un défendeur ayant son domicile dans un Etat membre donné, la compétence juridictionnelle de cet Etat membre devait être respectée, il n'y avait pas loin à admettre que l'intérêt que pouvait avoir un plaignant, domicilié dans un autre Etat signataire, à ce que le procès se déroule dans ce dernier Etat ne pouvait être protégé de ce seul point de vue. On se trouve confronté de ce fait avec le délicat problème des compétences juridictionnelles dites *exorbitantes*, dont il est question à l'article 3 du projet de convention. Ainsi qu'on peut le constater, les systèmes juridiques de tous les Etats membres comportent de telles compétences juridictionnelles nationales, et on ne saurait d'ailleurs leur en faire grief. Toutes ces normes ont en commun le fait qu'elles envisagent la situation suivante :

Le défendeur est domicilié dans l'Etat A. Son débiteur, par contre, est domicilié dans l'Etat B, et nous admettrons, en outre, comme une condition préalable évidente que ce débiteur possède des biens dans l'Etat A.

Dans un tel cas les Etats ont permis au demandeur de porter l'affaire devant les tribunaux de l'Etat A auquel l'attache soit sa nationalité (cf. article 14 du Code civil français), soit son domicile ou sa résidence, soit simplement la situation des biens pouvant servir de gage.

A cet égard, on a seulement pris en considération jusqu'à présent l'opposition entre territoire national et pays étrangers. Cette image devait se modifier dès lors que le territoire national n'était plus, du fait de certaines relations juridiques, isolé dans ses limites étroites, comme il l'était jusqu'à présent, et notamment parce que désormais la reconnaissance de l'arrêt sur le territoire des Communautés sans aucune restriction autorise une intervention directe non seulement sur le territoire national mais également sur celui des autres Etats membres. Ainsi s'explique qu'une juridiction dite exorbitante d'un Etat membre doive céder le pas lorsque le défendeur est domicilié dans un autre Etat membre, étant donné que les intérêts du requérant n'exigent plus le privilège d'une juridiction particulière. Dans ce cas, comme il découle de l'article 3, c'est la juridiction du dernier de ces Etats membres qui prime.

En conséquence, les dispositions citées à l'article 3 sont modifiées dans le sens de la Convention sans être totalement écartées.

Le problème de ces compétences juridictionnelles dites exorbitantes, qui suscite bien des discussions, surtout à la Conférence de La Haye sur le droit privé international, revient encore par deux fois. Ces deux cas seront examinés immédiatement afin de maintenir l'ordre logique de l'exposé.

La modification partielle qui vient d'être mentionnée, et qui suppose la condition que le défendeur soit domicilié dans un Etat contractant, ne se justifie plus dans le cadre de la présente réglementation si cette condition n'est pas remplie. C'est pourquoi l'article 4, premier alinéa, prévoit que le requérant peut alors invoquer des dispositions qui jusqu'à un certain point sont critiquées de différents côtés. Il convient de laisser au législateur national le soin de modifier ou de supprimer, s'il le veut, ces dispositions. Le Comité des experts n'a pas considéré que sa tâche consistait à préparer une réforme sur le plan *national*, de quelque nature qu'elle soit.

Les juridictions dites exorbitantes apparaissent une troisième fois à l'article 4, deuxième alinéa. On suppose également ici que le défendeur n'est pas domicilié dans un Etat contractant. Dans ce

cas particulier, un requérant domicilié quant à lui dans un Etat contractant est autorisé à en appeler à une compétence subsidiaire de cet Etat contractant, même si cela n'était possible, selon le droit interne en vigueur jusqu'alors, que pour un ressortissant de cet Etat contractant. Cela signifie en pratique que pour l'application de l'article 14, le privilège de la nationalité du requérant ne joue pas *dans ce cas*. On ne peut nullement prétendre que, de cette façon, les juridictions exorbitantes soient pour ainsi dire renforcées en général et étendues dans une mesure excessive.

En effet, l'article 4, deuxième alinéa, n'a de l'importance que pour les dispositions dans lesquelles il est fait particulièrement référence à la nationalité du requérant, c'est-à-dire pour l'article 14 du Code Civil français et Luxembourgeois. Si ces deux pays sont disposés à renoncer, dans l'esprit de la Convention, à cette restriction, on pourrait voir là, si l'on apprécie la chose avec un préjugé favorable et sans prévention, le début d'une réforme. Il est permis d'y voir également une contribution notable à la réalisation de l'objectif consistant à garantir aux habitants de la Communauté une protection juridique sans faille toutes les fois que cela est nécessaire. Mais cette disposition n'est nullement dirigée contre les pays étrangers. C'est ainsi, par exemple, qu'elle s'applique également à un ressortissant allemand domicilié à New York qui serait attiré devant un tribunal, pour une raison quelconque, par un ressortissant belge domicilié à Paris. Certes, cela ne se produira en fait que pour un motif raisonnable. Par ailleurs, il peut très bien se faire qu'un arrêt rendu par un tribunal français, dont la compétence découle conjointement des dispositions des articles 14 et suivants de ces Codes civils et de l'article 4, deuxième alinéa de la Convention, doive être exécuté en République fédérale d'Allemagne à l'encontre d'un défendeur américain domicilié à New York. Un tel cas est à peine concevable sans l'existence de relations étroites avec le pays où l'arrêt a été rendu et celui où l'arrêt doit être exécuté ; il est par contre véritablement exorbitant de se représenter des relations aussi complexes. Toutefois, pour montrer que l'article 4 de la Convention ne comporte aucune orientation tendancieuse *vers l'extérieur*, l'article 59 laisse à un Etat membre toute latitude de s'engager par convention vis-à-vis d'un pays tiers à ne pas reconnaître l'arrêt rendu par un tribunal d'un

autre Etat membre si le défendeur est domicilié dans ce pays tiers et que le tribunal ne s'est déclaré compétent qu'en invoquant, d'une part, l'article 4 de la Convention, et tant son premier que son deuxième alinéa, et, d'autre part, l'une des dispositions citées à l'article 3 deuxième alinéa.

En pratique cela signifie que si, par exemple, après avoir signé cette Convention la République fédérale d'Allemagne s'engageait par un traité international vis-à-vis des Etats-Unis, à ne pas reconnaître un arrêt dans le cadre précité, la reconnaissance et l'exécution pourront être refusées par dérogation au principe de base de la Convention (*article 28, premier alinéa*). Il y a là une large possibilité d'accommodement qu'il convient de ne pas sous-estimer.

En matière de détermination de la compétence en ce qui concerne le juge du pays où l'arrêt a été prononcé, il existe, à côté de la *disposition générale qui prend pour base le domicile* du défendeur, d'autres dispositions *particulières*, dans les *articles 5 et 6*, dont on n'examinera que les principes. Ici, la juridiction et la compétence territoriales coïncident. D'autre part, le requérant peut choisir d'introduire son recours dans le cadre de l'une de ces compétences juridictionnelles particulières ou dans le cadre de la compétence générale. Parmi ces compétences juridictionnelles particulières, il faut mentionner celles ayant trait :

- au lieu d'exécution,
- à l'ayant-droit à pension alimentaire dans les recours en prestations d'aliments,
- à la règle du forum delicti commissi, à la constitution de partie civile,
- aux succursales,
- au cas de défendeurs multiples,
- au recours en intervention ou en garantie et
- aux demandes reconventionnelles.

Ces compétences, qui déterminent en même temps la juridiction, ont été définies dans leur ensemble grâce à des études de droit comparé. Pour autant que l'une ou l'autre de ces compétences juridictionnelles n'existe pas encore dans un Etat membre, elle sera introduite sur le plan national (ainsi, en République fédérale d'Allemagne, la compétence judiciaire au cas où il y a multiplicité de défendeurs) ou bien la Convention elle-même prévoit une assimilation, comme c'est le cas pour la compétence judiciaire en matière de demande en intervention ou en garantie (*arti-*

cle 6 point 2 de la Convention, article V du Protocole).

Toujours en matière de compétence deux questions ont exigé une solution particulière : *celle des assurances* (articles 7 - 12) et *celle des ventes à tempérament* (articles 13 - 15). Pour ces dispositions, on se limitera à faire quelques remarques essentielles de principe, d'autant plus que ces sections ont été élaborées après consultation des milieux économiques intéressés ainsi que des directions générales compétentes de la Commission et avec leur accord. Les règles particulières en matière de compétence, arrêtées ici par dérogation à l'article 2, découlent de considérations *sociales*. Il s'agit d'opérations commerciales types, dans lesquelles sont confrontés deux partenaires dont la position économique est inégale. C'est pourquoi il est compréhensible et nécessaire que l'on insiste particulièrement dans ce domaine sur la protection de l'individu qui entre en relations contractuelles avec une entreprise. C'est ainsi que s'explique une détermination des compétences, établie surtout en fonction du preneur d'assurance ou de l'acheteur à tempérament, sans toutefois que les intérêts des entreprises n'en soient pour autant entièrement négligés. La solution est bien équilibrée dans les deux sens.

D'ailleurs, pour ces deux matières et comme suite logique à l'idée de protection, *une solution particulière* a été retenue pour l'appréciation des compétences à un stade ultérieur, dans le cadre de la procédure d'exequatur, en ce sens qu'à titre exceptionnel le *juge chargé de l'exequatur* (*article 28*) peut exercer un contrôle.

Parmi les compétences considérées comme des normes juridictionnelles, les compétences exclusives (*article 16*) prennent une importance particulière. Une énumération de ces cas a été faite dans l'intérêt de la sécurité juridique et par souci de clarté. Le Comité des experts a dû procéder à cet effet, à des études très poussées de droit comparé. Etant donné qu'il fallait déterminer ici l'Etat qui devait exercer la juridiction, il convenait d'écarter les compétences qui, pour des raisons de concentration, sont, sur le plan national, exclusives du point de vue *territorial*. Il s'agissait ici d'un niveau plus élevé, celui qui touche au pouvoir judiciaire de chaque Etat membre ou des Etats en général, c'est-à-dire de l'authentique pouvoir de juridiction. Le résultat de ces enquêtes a trouvé son expression dans l'article 16 précité. Récemment, on a loué, en Suisse, le fait

que, pour la première fois, on soit parvenu dans cette Convention à établir une *codification de ces questions extrêmement complexes*. On terminera cette analyse de cet ensemble de questions en faisant remarquer qu'en ce qui concerne les compétences exclusives on se trouve pour le moins dans une zone qui touche de près à la notion d'*ordre public*, comme il résulte de l'article 18. C'est ce qui justifie également le fait que le respect de ces règles relève du contrôle du juge d'exécution (article 28). C'est la deuxième exception, très restrictive, au principe suivant lequel les questions de compétence ne sont pas contrôlées dans le cadre de la procédure d'exequatur.

Enfin il y a lieu de mentionner dans le domaine des compétences le système de la *prorogation* de compétence, sous les deux formes qu'elle peut revêtir, à savoir la prorogation expresse et la prorogation tacite (articles 17 et 18). Ces deux formes juridiques font partie intégrante du droit contractuel aussi bien que du droit national, de sorte qu'il est superflu de les examiner en détail.

Si le régime abstrait de la compétence directe en tant que tel permet déjà d'assurer d'une manière générale la sécurité juridique, et en particulier la protection juridique du défendeur, les articles 19 et 20 contiennent encore des dispositions supplémentaires qui obligent le juge à vérifier sa compétence dans le cas concret de l'affaire dont il est saisi. La protection ainsi assurée s'avère particulièrement efficace lorsque le défendeur ne comparait pas à la première audience. On peut se dispenser d'examiner dans le détail la manière dont cette protection est assurée. Du reste, jusqu'à présent, des objections n'ont été élevées d'aucune part à l'encontre de cette disposition mûrement réfléchie.

De même, la solution d'un litige pouvant résulter du régime de la compétence, dans le cas où, pour une même affaire et entre les mêmes parties ou dans des affaires connexes, les demandes sont formées simultanément dans plusieurs Etats membres, revêt dans les articles 21 et 22 un caractère plus technique. Toutefois, il n'y a pas lieu d'en faire un examen approfondi dans le cadre de ce rapport de caractère général.

Dans le régime de la compétence directe qui concerne en premier lieu la procédure *quant au fond*, mais qui peut également revêtir une importance en ce qui concerne les mesures provisoires, il convenait de laisser ouverte la possibilité de demander également des mesures provisoires aux

autorités judiciaires d'un autre Etat membre, même si elles ne sont pas compétentes pour connaître du fond. Ces mesures provisoires jouissent en outre du privilège de la reconnaissance et de l'exécution en vertu de la Convention. Un auteur néerlandais a déclaré récemment que cette dernière circonstance constituait un progrès remarquable réalisé par la Convention.

3. — Ce régime des compétences, bien étayé à tous points de vue, qui régit tout d'abord la procédure devant le juge de l'Etat d'origine, ainsi que les mesures de protection qui sont prévues en faveur du défendeur, a permis de régler ensuite d'une manière particulièrement libérale et empreinte d'un esprit de progrès, dans le titre II de la Convention, la question de la *reconnaissance et de l'exécution* (articles 25 - 49). Cette appréciation vise d'abord le contenu de la réglementation en elle-même. A cela s'ajoute un deuxième aspect qui souligne davantage encore la portée de la Convention, à savoir la codification uniforme du droit d'exequatur. A l'avenir, les parties pourront en consultant la Convention elle-même obtenir toute la certitude voulue quant à la procédure.

La réglementation détaillée de la compétence du juge de l'Etat d'origine permet à l'Etat où le jugement est reconnu de renoncer à contrôler si les règles de compétence ont été respectées. Etant donné que dans les accords d'exécution — tout comme dans la présente Convention (article 29, article 34, troisième alinéa) — il est ordinairement renoncé, comme il se doit, à la révision au fond en ce qui concerne la situation juridique *matérielle*, il n'en coûte plus guère d'exclure également le contrôle de la compétence. Cette possibilité n'existe pas pour les accords d'exécution fondés sur la *compétence indirecte*, étant donné que les questions de compétence ne sont alors abordées que dans le deuxième Etat. Mais dans une convention fondée sur la *compétence directe*, les questions de compétence font déjà partie de la procédure de constatation devant le juge de l'Etat d'origine. Le fait de les remettre en question devant le juge de l'Etat dans lequel est sollicitée la reconnaissance serait nettement l'expression d'un doute quant au bien-fondé des actes du juge du pays d'origine, d'autant plus qu'il s'agirait d'une question préjudicielle de procédure. La Convention ne saurait refléter un tel doute. Au contraire, les deux titres de la Convention relatifs à la réglementation des compétences et à

la procédure d'exequatur doivent refléter une confiance réciproque dans la manière dont est administrée la justice. Si, en vertu de cette confiance, on s'en remet au juge de l'Etat d'origine pour trancher les questions de compétence, on ne peut pas manifester de la défiance à son égard à l'occasion de la procédure d'exequatur. Ainsi, le progrès réalisé par la Convention consiste en ce que l'on renonce à soumettre les décisions à un contrôle en ce qui concerne la question de compétence. Les quelques rares dérogations qui ont été prévues en la matière ont déjà été mentionnées (articles 28 et 34, deuxième alinéa). Cette renonciation a pour effet satisfaisant que les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution peuvent en substance être réduits à deux, à savoir l'incompatibilité avec les dispositions d'ordre public (article 27 sous 1^o) et la méconnaissance du droit du défendeur à être entendu et défendu en justice (article 27 sous 2^o). Les deux autres faits mentionnés à l'article 27 sous 3^o et 4^o se rapprochent du motif de l'ordre public.

La reconnaissance d'une décision intervient de plein droit. La contestation de la reconnaissance peut exceptionnellement donner lieu à une procédure distincte, tout comme pour l'exequatur au sens restreint du terme, mais seulement lorsqu'il s'agit de la reconnaissance proprement dite, sans aucun rapport donc avec l'exécution et seulement aussi lorsque la reconnaissance est invoquée à titre principal (article 26 deuxième alinéa).

Un coup d'œil d'ensemble jeté sur cette section montre en outre que, du fait qu'elle est fondée sur le principe de la compétence directe, la Convention présente du point de vue de la doctrine une structure plus cohérente que celle qui résulterait du système de la compétence indirecte. Les accords de reconnaissance et d'exécution fondés sur la compétence indirecte contiennent, il est vrai, régulièrement la formule « la reconnaissance ne peut être refusée que si... ». En réalité il s'agit essentiellement de conditions indispensables à la reconnaissance. Dans la présente Convention, le principe selon lequel les décisions sont reconnues de plein droit a une portée véritable et est profondément justifié. Les faits qui peuvent motiver une dérogation à ce principe sont de véritables exceptions et non pas en quelque sorte des conditions indispensables à la reconnaissance.

La réglementation des compétences et les garanties dont elle est assortie dans l'intérêt du défen-

deur permettent de simplifier notablement la *procédure d'exequatur* par rapport au droit actuellement en vigueur dans les Etats membres.

En tout état de cause, il y a lieu de s'en tenir au principe selon lequel une décision rendue par le tribunal d'un Etat membre ne peut être mise à exécution dans un autre Etat membre que lorsque le juge de l'Etat requis en a autorisé l'exécution à ce titre. C'est de cette manière seulement qu'il est possible d'excéder les limites naturelles du pouvoir judiciaire. Mais tout dépend de la forme donnée à cet acte. On s'est fréquemment plaint de la longueur et du caractère compliqué de la procédure d'exequatur. La solution apportée par la Convention ne se trouvera pas exposée à une telle critique. A l'avenir la demande introduite par le créancier en vue de rendre la décision exécutoire ne donnera plus lieu à une procédure formelle contradictoire, impliquant l'intervention de plusieurs instances, mais le juge pourra prendre rapidement une décision sans formalités particulières et il ne sera plus autorisé qu'une seule voie de recours (le pourvoi en cassation et son équivalent en droit allemand la « Rechtsbeschwerde » — article 37 deuxième alinéa — n'entre pas en ligne de compte). Le cours des affaires se trouvera notablement accéléré du fait qu'aucune procédure formelle n'est prévue à ce premier stade, auquel on peut se dispenser de procéder à l'audition du débiteur. Ou bien il a déjà été entendu au cours de la procédure préliminaire devant le juge qui a statué dans le pays d'origine, ainsi, par exemple, lorsque la procédure a été contradictoire. En cas de jugement par défaut on peut supposer que les garanties prévues par le droit national ou par la Convention (article 20) en ce qui concerne la procédure, ont été respectées, même en l'absence du débiteur. Le droit à protection du débiteur ne peut plus désormais prendre le pas sur l'intérêt du créancier à faire exécuter la décision. L'autorisation d'exécution ne peut du reste être refusée, en ordre principal, que pour un motif d'ordre public qui ne concerne pas *directement* le débiteur et qu'en outre le juge est tenu d'office de respecter. Si le jugement par défaut compromet le droit de défense du débiteur, celui-ci pourra le faire valoir par voie de recours dans la suite de la procédure d'exequatur (articles 37 et suivants). En effet, l'autorisation d'exécution ne crée pas une situation immuable, qui serait de nature à causer au débiteur un préjudice éco-

nomique non réparable. Après l'autorisation d'exécution, il dispose encore de deux garanties : il peut former un recours contre la décision d'exécution (article 37) ; pendant le délai du recours et jusqu'à ce qu'il ait statué sur celui-ci, il ne peut être procédé qu'à des *mesures conservatoires* (article 39). Toutes les dispositions sont prises pour que la décision d'exécution ne soit

pas *définitivement* appliquée aussi longtemps qu'une objection pourra être formulée et valablement défendue. On a évité également d'accélérer la procédure d'exequatur dans le cas où un recours a été formé ou peut encore être formé dans l'Etat d'origine contre la décision qui doit être exécutée (article 38). Il est inutile d'entrer dans les détails.

IV. — ADHESION

La Convention n'est au sens strict ni une convention fermée ni une convention ouverte. La possibilité d'adhérer à la Convention, qui devrait en déterminer le caractère, est prévue à l'article 63. Toutefois, conformément à la structure et aux objectifs des Communautés, cette adhésion est subordonnée à l'*adhésion à la Communauté*.

Cet aperçu aura montré quelques-uns des problèmes dont les relations des Etats membres sont dans le présent embarrassés, mais par ailleurs, il aura expliqué les solutions principales contenues dans la nouvelle Convention, convention qui constitue, répétons-le, un très large progrès. Il reste à espérer que la ratification de la Convention interviendra aussitôt que possible.

L'ÉCONOMIQUE ET LE SOCIAL DANS LE MARCHÉ COMMUN

CE QUI A ÉTÉ ACCOMPLI ET CE QUI RESTE A FAIRE POUR LE FONCTIONNEMENT HARMONIEUX DE L'UNION DOUANIÈRE

Alex DUBOIS

Directeur général honoraire
à la Commission des Communautés Européennes

Le 1^{er} juillet 1968 les Etats membres de la Communauté Economique Européenne ont éliminé les derniers droits de douane intracommunautaires et appliqué intégralement les droits du tarif douanier commun (1).

L'union douanière conçue par le Traité de Rome comme le fondement de l'union économique était ainsi mise en place avec 18 mois d'avance sur le calendrier prévu.

Mais cette union douanière est-elle *effectivement* réalisée ou, en d'autres termes, la Communauté dispose-t-elle des instruments douaniers indispensables à une application uniforme du tarif douanier commun et à la réalisation de sa politique commerciale envers les pays tiers ?

C'est ce que nous allons nous efforcer d'analyser ci-après.

Avant tout il convient de rappeler qu'une union douanière vise toujours à la substitution d'un territoire douanier à plusieurs, de telle sorte que les barrières tarifaires, commerciales et autres entre les pays membres soient supprimées et qu'une frontière douanière commune confère à cette union le caractère d'une entité dans ses relations commerciales avec les pays tiers.

L'adoption d'un tarif douanier commun et l'abolition des droits de douane entre les partenaires n'aboutit qu'à l'établissement d'une communauté tarifaire, laquelle ne constitue que la première étape dans la voie de la construction

de l'union douanière. Pour être achevée et fonctionner correctement l'union douanière doit encore s'étayer sur un ensemble de dispositions communes ou à tout le moins harmonisées, relatives à l'importation, à l'exportation et au séjour des marchandises « tierces » sur le territoire douanier, c'est-à-dire sur des règles communes ou harmonisées qui donnent notamment son sens et sa portée au tarif douanier en déterminant quand et comment celui-ci s'applique ou ne s'applique pas.

Les dispositions du Traité relatives à l'élimination des droits de douane entre les Etats membres et à l'établissement du tarif douanier commun étaient suffisamment précises et impératives de sorte que ces deux objectifs ont pu être réalisés sans trop de difficultés.

En matière de tarif, il subsiste encore de rares droits de douane non complètement supprimés ou alignés. Ils concernent surtout des produits agricoles n'ayant pas encore fait l'objet d'une organisation commune de marché. Ces cas sont en voie de disparition.

Il ne suffit pas, cependant, de disposer d'un tarif douanier commun. Il faut encore faire en sorte que ce tarif soit appliqué uniformément dans tous les Etats membres sous peine de voir se produire des détournements de trafic et par voie de conséquence des pertes de recettes pour l'Etat membre concerné, ce qui peut remettre en cause la suppression des barrières douanières et par là même l'existence de l'union tarifaire.

(1) Sauf pour quelques produits.

Nous entrons ici plus avant dans le domaine de la législation douanière. En l'occurrence l'article 27 du Traité C.E.E. faisait une obligation aux Etats membres de procéder avant la fin de la 1^{re} étape au rapprochement, dans la mesure nécessaire, de leurs dispositions législatives, réglementaires et administratives en matière douanière et la Commission pouvait leur adresser toutes recommandations à cette fin. Toutefois, comme les recommandations n'ont pas de force contraignante il a fallu baser les mesures à prendre sur d'autres dispositions du Traité ce qui explique le retard accusé pour la mise en place d'une partie de la législation douanière communautaire.

Usant de la faculté qui lui était donnée, la Commission a formulé un certain nombre de recommandations qui ont été acceptées par tous les Etats membres. Elles concernent notamment les restitutions de droits, la date à prendre en considération pour la détermination du taux applicable aux marchandises mises à la consommation, le trafic de perfectionnement passif, le régime applicable aux matériels importés temporairement pour être utilisés à l'exécution de travaux, l'admission en franchise des petits envois sans caractère commercial effectués par des particuliers.

Toutefois, ceci ne constituait qu'un premier pas. Une solution communautaire devait encore être apportée aux principaux et plus délicats problèmes en matière de législation douanière.

Au risque de nous répéter nous placerons en premier lieu les mesures indispensables à l'application uniforme du tarif douanier commun.

Pour assurer cette uniformité, il importe qu'une même marchandise soit classée dans la même ligne tarifaire, quel que soit l'Etat membre dans lequel elle est déclarée pour la consommation, et que la valeur qui servira de base à sa taxation soit déterminée de la même manière.

Il faut aussi veiller à ce que les règles générales de dédouanement y compris les modalités d'acquittement des droits ne divergent pas trop, sous peine de voir se produire des détournements de trafic.

Classement tarifaire.

Comme on le sait, le tarif douanier commun est basé sur la Nomenclature de Bruxelles dont l'interprétation est assurée par le Conseil de Coopération Douanière (C.C.D.). Pour faciliter cette interprétation, le C.C.D. a édité des notes explicatives à sa Nomenclature. Mais si celles-ci permettent dans la plupart des cas de déterminer la

position principale dans laquelle une marchandise donnée doit être rangée, elles ne suffisent pas toujours à établir avec suffisamment de certitude la sous-position applicable. D'où la nécessité de notes explicatives complémentaires à celles du C.C.D. Il a été reconnu que pour 11 des 99 chapitres que comporte le tarif douanier commun ce travail n'était pas nécessaire. Pour les 88 chapitres restants des textes ont été mis au point pour 43 chapitres et des avants-projets pour les 45 autres. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui se poursuit activement avec l'aide d'experts des Etats membres mais il ne pourra être achevé avant de nombreux mois.

Cependant comme les administrations douanières nationales appliqueront ces notes explicatives complémentaires au fur et à mesure de leur mise au point, on peut escompter que le classement tarifaire des marchandises importées s'effectuera progressivement d'une manière aussi uniforme que possible. En cas de doute ou de contestation il reste toujours aux Six la possibilité de se concerter entre eux et avec la Commission pour se mettre d'accord sur le classement à appliquer. A cet égard, il est regrettable que le Conseil n'ait pas encore cru devoir retenir la proposition faite par la Commission, d'instaurer un Comité de la Nomenclature auquel auraient été soumis, notamment, les problèmes de classement tarifaire.

Valeur en douane.

Avec le classement tarifaire la valeur en douane est le deuxième élément indispensable à une application uniforme du tarif douanier commun car elle conditionne, en définitive, la charge qu'ont à supporter les marchandises importées.

Les six Etats membres sont Parties Contractantes à la Convention de Bruxelles sur la valeur en douane des marchandises.

Cette Convention fait une obligation aux Parties Contractantes d'insérer la définition de la valeur dans leur législation nationale. Toutefois, elle leur permet d'adapter le texte de la définition en y insérant telles dispositions des notes interprétatives qu'elles jugent nécessaires et en donnant à ce texte la forme juridique indispensable pour qu'il puisse prendre effet au regard de leur législation nationale, par l'addition, le cas échéant, de dispositions explicatives complémentaires précisant la portée de la définition.

Cette possibilité d'adaptation a conduit à des transpositions différentes de la définition et de ses notes interprétatives dans les législations des

Etats membres. En outre, les notes interprétatives contiennent des dispositions de nature facultative qui n'ont pas été retenues par tous les Etats membres ou qui y ont été appliquées de façon différente.

Il importait donc de mettre fin aux divergences constatées sous peine de voir chaque Etat membre déterminer à sa façon l'assiette des droits avec les conséquences que cela implique.

Par ailleurs, l'établissement de l'union douanière exigeait l'adaptation de certaines dispositions de la définition et de ses notes interprétatives aux besoins de cette union, dans les limites permises par la Convention de Bruxelles.

Le « Règlement sur la valeur en douane des marchandises » (2) pris par le Conseil sur proposition de la Commission permet d'atteindre ces buts.

Quelques dispositions de ce Règlement méritent d'être soulignées.

La première reporte aux frontières extérieures de la Communauté les frais de transport à inclure dans la valeur imposable, exception faite pour les marchandises acheminées par voie postale. Ainsi disparaît l'élément le plus important susceptible de provoquer des détournements de trafic.

La seconde unifie les tolérances en matière de délais de livraison des marchandises importées en suite de contrats de vente prévoyant des délais de fourniture.

Une troisième prévoit la possibilité d'établir des valeurs moyennes forfaitaires pour la détermination de la valeur imposable de certaines marchandises (fruits et primeurs principalement).

La dernière et certainement la plus intéressante à nos yeux, institue un « Comité de la valeur en douane », compétent pour l'examen de tout problème que pose l'application du Règlement.

Point n'est besoin d'insister sur le rôle important dévolu à ce Comité en vue d'assurer une application correcte et uniforme de la notion de la valeur imposable dans tous les Etats membres.

Règles de dédouanement.

Bien que présentant de nombreux points communs les dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur dans les Etats membres ont fait apparaître des divergences dans l'importance des formalités afférentes au contrôle des marchandises arrivant de l'étranger, dont l'accomplissement est requis des importateurs ou

des transporteurs. Il en est de même pour la durée de la période qui s'écoule entre le moment où la marchandise pénètre sur le territoire douanier et celui où un régime douanier doit lui être assigné.

La Directive du Conseil (3) relative :

1. à la conduite en douane des marchandises arrivant sur le territoire douanier de la Communauté, et
2. au dépôt provisoire de ces marchandises remédie à ces inconvénients en harmonisant les dispositions en question et en les rendant obligatoires dans tous les Etats membres.

Modalités d'acquittement des droits.

En règle générale les droits de douane, les taxes d'effet équivalent, les prélèvements agricoles et les autres taxes perçues à l'importation, sont payables au comptant lors de la mise à la consommation des marchandises.

Dans la pratique, cependant, il existe dans tous les Etats membres des dispositions permettant aux importateurs de ne pas acquitter les droits dont il s'agit au moment où ceux-ci ont été déterminés par le service des douanes.

Les facilités ainsi accordées sont de deux sortes.

La première, ne donnant pas lieu à versement d'intérêts par les redevables, consiste en l'octroi d'un délai de paiement pouvant être très court (10 jours au maximum au Benelux), court (15 à 30 jours en France, 10 à 25 jours dans certains cas en Italie), plus long (1 1/2 mois à 2 1/2 mois en Allemagne). A ces facilités s'ajoutent, en pouvant se cumuler, celles de la deuxième catégorie d'un délai plus long donnant lieu directement au paiement d'intérêts, mais seulement dans certains Etats membres.

De telles dispositions ont une incidence directe ou indirecte sur la charge supportée par les importateurs et peuvent conduire à des détournements de trafic et de recettes douanières. Leur harmonisation s'imposait donc. A cet effet, la Commission a soumis au Conseil un projet de « Directive concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives au report du paiement des droits de douane, des taxes d'effet équivalent et des prélèvements agricoles » (4).

La Commission propose d'unifier à 30 jours le délai pour le paiement des susdits impôts sur les marchandises déclarées pour la consommation.

(3) J. O., n° L 194 du 6 août 1968.

(4) J. O., n° C 44 du 9 mai 1968,

(2) J. O., n° L 148 du 28 juin 1968,

Toutefois, lorsque dans un Etat membre le délai appliqué au 1^{er} juillet 1967 était supérieur ou inférieur à 30 jours, cet Etat membre dispose d'une période prenant fin le 31 décembre 1969 pour aligner progressivement le délai applicable antérieurement sur le délai prévu de 30 jours. Le délai maximum devra néanmoins être limité à 45 jours dès le 1^{er} juillet 1968. Cette facilité est évidemment subordonnée au dépôt d'une garantie appropriée pouvant entraîner certains frais mais n'ayant pas le caractère d'intérêts.

Si un Etat membre désire accorder des facilités de paiement complémentaires, celles-ci sont passibles d'un intérêt d'un montant équivalent à celui exigé sur le marché financier de cet Etat membre.

Cinq Etats membres se sont prononcés en faveur du délai de 30 jours prévu dans la proposition. Le sixième a réservé sa position de sorte qu'aucune décision n'est encore intervenue à ce jour. Il faut espérer qu'elle ne tardera plus.

Ajoutons enfin que le « Règlement du Conseil relatif au tarif douanier » (5), dont nous reparlerons plus loin, complète l'ensemble des dispositions destinées à assurer une application uniforme du tarif, notamment :

- a) en précisant ce qu'il faut entendre par « poids brut » et « poids net » ;
- b) en définissant le terme « emballages » et la valeur de l'unité de compte ;
- c) en instaurant un droit de douane forfaitaire de 10 % *ad valorem* applicable aux petites importations dépourvues de caractère commercial, dont la valeur globale n'est pas supérieure à 60 unités de compte ;
- d) en déterminant le régime applicable aux emballages importés pleins.

**

Après avoir passé en revue les mesures communautaires prises ou proposées afin d'assurer une application uniforme du tarif douanier voyons ce qui a été fait dans le domaine des régimes particuliers suspensifs des droits ou assimilés.

Franchises douanières.

Dans tous les Etats membres il existe des dispositions permettant l'importation en exemption des droits de douane de marchandises diverses.

Les unes consistent en simples tolérances (bagages de voyageurs, trousseaux de mariage, etc...) ; d'autres découlent d'engagements internationaux (privilèges et immunités diplomatiques, matériel didactique, etc...). Sensiblement les mêmes dans tous les Etats membres, leur portée économique est négligeable et elles ne peuvent contrarier l'application uniforme du tarif. Leur harmonisation peut sans inconvénient être temporairement différée.

Il n'en est pas de même pour les franchises ayant un caractère économique prononcé du fait qu'elles touchent des branches industrielles multiples.

Tel est le cas des matériels destinés aux constructions aéronautiques ou navales ou à l'équipement et à la réparation de ces constructions.

Aussi, diverses décisions du Conseil (6) ont-elles suspendu, pour une durée limitée mais renouvelable dans les conditions précisées, la perception des droits de douane :

- totalement pour les avions d'un poids à vide supérieur à 15 000 kg et sur une large catégorie de produits lorsqu'ils sont utilisés à des fins d'entretien ou de réparation sur lesdits avions.
- totalement ou partiellement pour de nombreux produits destinés à être incorporés dans la construction d'avions ou à être utilisés à des fins d'entretien ou de réparation sur des avions ou des hélicoptères d'un poids à vide de 2 000 kg inclus à 15 000 kg exclus.

Le Conseil a également décidé de suspendre totalement la perception des droits de douane en ce qui concerne les produits destinés à être incorporés dans les bateaux relevant des positions 89.01 A et B I, 89.02 et 89.03 A du tarif aux fins de leur construction, réparation, entretien ou transformation, ainsi que les produits destinés à l'armement ou à l'équipement de ces bateaux.

Ces mesures ne sont pas applicables aux bateaux pour la navigation fluviale ni aux bateaux-pousseurs.

Aucune solution n'a encore été apportée aux franchises appliquées, dans certains Etats membres, aux matériels destinés à la défense nationale ni aux régimes particuliers réservés à certaines régions. Les études entreprises se sont heurtées jusqu'à présent à des difficultés d'ordre politique ne

(5) J. O., n° L 172 du 22 juillet 1968.

(6) J. O., n° L 141 du 24 juin 1968.

paraissent cependant pas insurmontables. Il conviendrait que ces problèmes puissent être réglés dans des délais pas trop éloignés.

Entrepôts douaniers.

Dans chaque Etat membre il existe des entrepôts douaniers dans lesquels les marchandises importées peuvent être stockées sans devoir acquitter les droits de douane, les taxes d'effet équivalent ou les prélèvements agricoles, aussi longtemps qu'elles ne sont pas mises à la consommation.

Du fait de l'intérêt évident que ce régime douanier présente pour le commerce, il saute aux yeux que les disparités existant dans les dispositions nationales des Six auraient pour effet, si elles n'étaient pas éliminées, d'entraîner des détournements de trafic et de recettes.

En novembre 1967, la Commission a transmis au Conseil un projet de « Directive » (7) visant à réaliser les harmonisations indispensables en la matière. Celles-ci concernent notamment : les formalités à accomplir lors de l'entreposage ; la durée du séjour des marchandises en entrepôts et les manipulations autorisées ; le traitement tarifaire applicable aux marchandises mises à la consommation et la valeur imposable.

A ce jour aucune décision n'a été prise, l'unanimité n'ayant pu se faire sur la proposition de la Commission.

Elle ne devrait pourtant pas tarder.

Zones franches, ports francs, entrepôts francs.

La zone franche est une partie du territoire qui bénéficie d'un régime d'exterritorialité vis-à-vis de la douane. Les marchandises tierces peuvent y être introduites, stockées, transformées, voire consommées en dérogation totale ou partielle aux règles communément applicables aux marchandises importées.

La plupart du temps, les zones franches sont installées dans des ports et prennent alors la dénomination de ports francs. Elles peuvent également être situées à l'intérieur de terres et dans ce cas selon la nature (magasins ou enclos) et l'étendue de la zone (enclave assez vaste) elles constituent des entrepôts francs ou des zones franches proprement dites.

La législation de tous les Etats membres prévoit la création de zones franches sur leur territoire.

Les pays du Benelux n'ont pas utilisé à ce jour cette faculté. En France il existe les zones franches du Pays de Gex et de Haute-Savoie, nées de consi-

dérations historiques et instaurées par les Traités de Paris (20 novembre 1815) et de Turin (16 mars 1860).

En Italie il y a des points (ou ports) francs à Gènes, Naples, Messine, Brindisi, Venise et Trieste, ce dernier instauré par un Traité international.

L'Allemagne dispose des ports francs de Hambourg, Brême, Emden, Bremerhaven, Kiel et Cuxhaven. D'autre part, l'île d'Héligoland constitue un « Zollfreigebiete » et ne fait pas partie du territoire douanier allemand.

Les dispositions légales existant dans les Etats membres ainsi que l'application qui en a été faite dans certains d'entre eux justifient la nécessité de maintenir pour des raisons économiques de telles zones d'exterritorialité douanière. Mais en tenant compte du fait que les règles en la matière varient selon les Etats, une harmonisation s'imposait. Elle obligera, une fois mise en place dans l'union douanière, les Etats membres à respecter un certain nombre de dispositions communes nécessaires au bon fonctionnement de cette union.

Le projet de « Directive relative aux zones franches » (8) soumis au Conseil, tend à réaliser l'harmonisation nécessaire. Il exclut l'île d'Héligoland du champ d'application de la Directive compte tenu du fait qu'aucune industrie n'y est installée et que les produits importés sont destinés uniquement à être consommés à l'intérieur de cette île de dimension et de population réduites qui, par ailleurs, n'a pas de port. Un régime particulier applicable au vieux port franc de Hambourg n'est pas exclu.

La Commission est consciente que l'application des mesures communautaires proposées aux zones franches résultant de traités internationaux ne pourra avoir éventuellement lieu qu'après révision des traités en cause. Tel est le cas notamment pour Trieste, le pays de Gex et la Haute-Savoie.

A ce jour, le Conseil ne s'est pas encore prononcé.

Trafic de perfectionnement actif.

Les régimes de trafic de perfectionnement actif permettent l'importation en exonération des droits de douane et des taxes normalement exigibles à leur égard, de produits étrangers destinés à être ré-exportés après transformation.

Les conditions économiques différentes selon les Etats membres ont fait que certains se sont montrés plus libéraux que d'autres dans l'octroi de ce régime. C'est ainsi que certains Etats membres

(7) J. O., n° C 44 du 9 mai 1968.

(8) J. O., n° C 44 du 9 mai 1968.

subordonnent l'octroi du régime à un examen préalable soit global, soit cas par cas, des intérêts des producteurs nationaux des marchandises identiques ou similaires à celles pour lesquelles l'octroi du régime est demandé, alors que d'autres Etats membres se contentent d'examiner si les opérations de perfectionnement envisagées sont susceptibles d'être contrôlées sur le plan douanier.

La réalisation de l'union douanière et le bon fonctionnement du Marché commun impliquent l'élimination des différences existant en la matière et la suppression du régime pour les marchandises tierces importées dans un Etat membre afin d'y être travaillées et ensuite réexportées vers d'autres Etats membres.

La proposition de « Directive » (9) présentée par la Commission au Conseil vise à réaliser l'harmonisation indispensable qui porte notamment sur les points suivants :

- les traitements autorisés (ouvraison, transformation, réparation) ;
- les conditions d'ordre économique (les plus favorables à l'exportation sans porter atteinte aux intérêts essentiels des producteurs) et

technique (formalités, garanties, principes de taxation en cas de non réexportation) ;

- les cas particuliers dans lesquels les autorités nationales compétentes sont habilitées à délivrer les autorisations. Les éléments de fait qui ont amené ces autorités à accorder l'autorisation doivent être communiqués à la Commission qui en informe les autres Etats membres. Ces derniers peuvent faire connaître leurs objections qui seront examinées au sein du « Comité de trafic de perfectionnement actif » que la Commission propose au Conseil d'instituer.

Enfin, des règles particulières de perfectionnement actif peuvent être instaurées à l'égard des produits agricoles faisant l'objet d'une organisation commune de marché.

Le Conseil ne s'est pas encore prononcé sur les propositions ci-dessus, leur examen étant toujours en cours au sein du Groupe de travail des Représentants Permanents. Compte tenu de l'importance de ce problème il est souhaitable qu'une décision intervienne au plus tôt.

*
**

Afin de compléter l'énoncé des mesures prises, ou sur le point de l'être, en matière de législation douanière en tant qu'instrument indispensable au bon fonctionnement de l'union douanière, examinons rapidement l'apport de cette législation à la réalisation de la politique commerciale de la Communauté envers les pays tiers.

Droits autonomes et conventionnels.

Une des premières manifestations de la politique commerciale de la Communauté a été sa participation active aux négociations tarifaires du G.A.T.T. Aux termes de l'Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce, le bénéfice des nombreuses et importantes concessions consenties sur les droits du tarif douanier commun aurait pu être limité aux seules Parties Contractantes et aux pays avec lesquels la Communauté a conclu des accords, leur octroyant la clause de la nation la plus favorisée. Jusqu'à présent, toutefois, les réductions des droits résultant d'accords tarifaires ou opérées par voie autonome ont été appliquées à tous les pays indistinctement.

Cependant, des circonstances particulières ou la

mise en place de mesures de politique commerciale commune, pourraient amener les Six à reconsidérer cette situation.

A titre d'exemple, les droits conventionnels pourraient être limités aux produits originaires des seuls pays y ayant droit. D'où la nécessité d'un tarif à double colonne.

Le « Règlement du Conseil relatif au tarif douanier commun » (10) instaurant notamment des droits autonomes et des droits conventionnels répond à ce besoin.

Définition de l'origine des marchandises.

L'application de droits différents (droits consolidés ou non, droits préférentiels) à l'égard d'une même marchandise selon le pays dont elle est originaire implique qu'il faut en justifier l'origine au moment de son importation. Cette justification serait aussi requise dans le cas où des mesures de restrictions ou de rétorsion seraient instaurées à l'importation de marchandises originaires de certains pays tiers.

Enfin la certification de l'origine communau-

(9) J. O., n° C 44 du 9 mai 1968.

(10) J. O., n° L 172 du 22 juillet 1968.

taire des marchandises exportées peut également être exigée par les pays tiers.

Le « Règlement du Conseil relatif à la définition commune de la notion d'origine des marchandises » (11) rencontre ces préoccupations. Ce Règlement définit la notion d'origine applicable tant à l'importation qu'à l'exportation, détermine les conditions pour l'établissement et la délivrance des certificats d'origine, instaure un Comité compétent pour l'examen de toute question relative à son application.

La réglementation ne s'applique pas aux produits pétroliers qui restent soumis provisoirement aux dispositions nationales en vigueur.

Soulignons que dans le cadre de l'accord préférentiel conclu avec les pays africains et malgache associés, une notion de l'origine différente de celle mentionnée ci-dessus a été retenue par le Conseil.

Cette définition considère comme produits originaires de l'une ou l'autre des Parties, sous réserve d'avoir été transportés directement :

- a) les produits entièrement obtenus dans les Etats membres ou dans un Etat associé ;
- b) les produits obtenus dans les Etats membres ou dans un Etat associé dans la fabrication desquels sont entrés des produits autres que ceux visés à l'alinéa a), à condition que lesdits produits aient fait l'objet d'ouvrasons ou transformations. Sont considérées comme

suffisantes les ouvraisons ou transformations qui ont pour effet de ranger les marchandises obtenues sous une position tarifaire autre que celle afférente à chacun des produits mis en œuvre. Des exceptions à cette règle sont cependant prévues. Elles font l'objet de listes annexées à la décision.

Le bénéfice du régime préférentiel est subordonné à la présentation d'un certificat de circulation spécial. Les mêmes dispositions sont applicables aux pays et territoires d'outre mer associés.

Droits anti-dumping et compensateurs.

Enfin, le « Règlement du Conseil relatif à la défense contre les pratiques de dumping, primes ou subventions de la part des pays non membres de la C.E.E. » (12) dote la Communauté des moyens de défense uniformes, susceptibles de remédier efficacement à des difficultés suscitées par ces pratiques commerciales.

Ce Règlement :

- prévoit que tout produit faisant l'objet d'un dumping ou bénéficiant de primes ou de subventions, peut être soumis à un droit anti-dumping ou compensateur ;
- instaure une procédure de collaboration et de consultation entre les Etats membres et la Commission ;
- permet l'adoption de mesures de défense appropriées en cas de nécessité.

*
**

Formalités aux frontières intracommunautaires.

La réalisation de l'union douanière ne signifie pas encore que les marchandises pourront désormais circuler dans la Communauté dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux marchandises circulant à l'intérieur d'un Etat membre pris isolément.

En effet, en attendant l'harmonisation de toutes les mesures réglementant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises dans chacun des Etats membres, les mesures ayant conservé leur caractère national continueront à s'appliquer aux marchandises qui passent d'un Etat membre à l'autre.

Ces mesures ne se traduisent pas seulement par des servitudes d'ordre matériel telles que l'acquittement de taxes (accises et T.V.A., par exemple),

l'obligation de se conformer à des normes techniques, sanitaires, etc., mais également par l'application de procédures nationales aux fins de contrôle de l'observation des réglementations en cause.

Il s'est donc avéré indispensable de mettre en place une réglementation susceptible d'être utilisée aux fins de l'application de toutes les mesures à caractère national ou communautaire, qui sont à observer à l'occasion d'un mouvement de marchandises entre deux lieux situés dans la Communauté.

Tel est l'objet de la proposition de « Règlement sur le transit communautaire » (13) présentée au Conseil par la Commission.

Sur le plan de la procédure, ce régime utilise

(11) J. O., n° L 118 du 28 juin 1968.

(12) J. O., n° L 93 du 17 avril 1968.

(13) J. O., n° C 44 du 9 mai 1968.

un système de cautionnement et place sous surveillance chaque mouvement de marchandise du point de départ jusqu'au lieu de dédouanement par le truchement d'une étroite collaboration entre les douanes des Etats membres, le bureau de destination devant avertir le bureau de délivrance du document de l'arrivée de la marchandise. La prise en charge à l'entrée et la décharge à la sortie de chaque territoire national sera supprimée, un simple avis de passage à remettre au bureau frontière sera encore exigé afin de s'assurer la possibilité de recouvrer les droits et taxes afférents aux marchandises éventuellement disparues en cours de transport.

En prévoyant des procédures distinctes, selon qu'il s'agit de marchandises communautaires (originaires ou en libre pratique) ou de marchandises tierces (non dédouanées), le système préconisé devrait rendre possible la suppression des

certificats de circulation DD 1 et DD 4. Il fournira un instrument approprié permettant l'établissement des statistiques du transit et de l'exportation de chaque Etat membre et par là même le contrôle de l'origine des produits en vue de déceler les détournements de trafic et les pertes de recettes qui en découleraient.

Des dispositions particulières sont prévues à l'égard de certains modes de transports et il est suggéré d'instituer un Comité compétent pour l'examen de tout problème posé par l'application de la réglementation.

Il est évident que le système préconisé allégerait sensiblement les formalités à remplir lors du franchissement des frontières internes.

Aussi serait-il hautement souhaitable que le Conseil puisse se prononcer rapidement sur la proposition qui lui est soumise.

*
**

Nous avons limité volontairement notre analyse aux problèmes d'ordre douanier. Dans un souci de précision nous mentionnerons aussi ceux qui entravent encore la libre circulation des marchandises à l'intérieur de l'union douanière.

Parmi ces obstacles autres que tarifaires on peut notamment citer :

a) les taxes d'effet équivalent à des droits de douane entre les Etats membres ;

b) les mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives ;

c) les discriminations découlant de monopoles nationaux de caractère commercial ;

d) les entraves résultant de la diversité des réglementations techniques nationales.

Des progrès ont déjà été réalisés sur certains points et les études se poursuivent activement en vue d'éliminer les obstacles qui subsistent encore.

CONCLUSIONS

Il ressort de l'exposé ci-dessus que la presque totalité des mesures indispensables au bon fonctionnement de l'union douanière sont déjà mises en place ou font l'objet de propositions au Conseil.

Ces propositions ayant été élaborées après consultations des Etats membres, on peut espérer qu'elles ne soulèveront plus trop de difficultés au niveau du Conseil et que celui-ci pourra les adopter dans des délais pas trop éloignés.

Les instruments douaniers nécessaires à la réalisation de la politique commerciale *actuelle* de la Communauté existent.

C'est sur le plan de l'application uniforme du tarif douanier qu'un retard apparaît. Même si tous les projets actuellement soumis étaient adoptés par le Conseil, il restera encore à régler certaines franchises, à terminer les notes explica-

tives complémentaires et à harmoniser quelques autres points de moindre importance. En attendant, il ne semble pas que le bon fonctionnement de l'union douanière puisse en pâtir.

Mais si l'on veut que le tarif douanier garde son caractère communautaire, deux mesures devraient encore être sérieusement envisagées.

La première consisterait à assurer la coordination et la diffusion des décisions de classement prises par les administrations douanières nationales et ayant un caractère interprétatif des positions tarifaires. Le Comité de la Nomenclature, dont la création a été suggérée par la Commission, pourrait remplir ces tâches.

La seconde devrait tendre à harmoniser les procédures nationales pour le règlement des litiges

entre les importateurs et les administrations nationales en matière de valeur ou de tarif.

Dans l'état actuel des choses, ces procédures sont très différentes selon les Etats membres. Chez les uns ce sont les tribunaux civils qui sont compétents, chez les autres des juridictions spéciales ont été instituées qui peuvent même décider sans possibilité d'appel. On conçoit aisément les graves inconvénients pour l'application uni-

forme du tarif douanier pouvant résulter d'une absence d'harmonisation en la matière.

Nous croyons même qu'une simple harmonisation ne serait pas suffisante pour écarter tous les risques et qu'il faudra tôt ou tard, et le plus tôt sera le mieux, créer une juridiction communautaire pour trancher ces différends.

Les instances communautaires, en liaison avec la Cour de Justice, devraient se pencher sur cet important et délicat problème.

Le présent article était en cours d'impression lorsque le Conseil, dans sa session des 9 et 10 décembre 1968, a constaté qu'il existait un accord sur le contenu des propositions soumises par la Commission, concernant :

*Le report du paiement des droits,
Les entrepôts douaniers,
Les zones franches,
Le trafic de perfectionnement actif,
Le transit communautaire.*

Compte tenu toutefois de l'intérêt d'une adoption simultanée de ces textes et d'une réglementation satisfaisante en matière de préfinancement des restitutions à l'exportation pour les produits agricoles soumis à un régime de prix unique, le Conseil est convenu que l'approbation des textes aurait lieu ultérieurement. Les textes retenus ne s'écartent pratiquement pas de la description qui en est faite dans le présent article.

A signaler cependant que dans la directive concernant le « Report du paiement des droits », le Conseil a reporté au 31 décembre 1970 (au lieu du 31.12.1969) la date à laquelle le délai du report de 30 jours entrera en vigueur, le délai maximum de 45 jours prenant cours le 1.8.1969 (au lieu du 1.7.1968).

JURISPRUDENCE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

par René-Jean DUPUY

Directeur du Centre d'Etudes des Communautés Européennes
de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Nice

Joël RIDEAU

Maitre-Assistant à la Faculté et Chercheur au Centre d'Etudes
des Communautés Européennes de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Nice

et Maurice TORRELLI

Professeur-Assistant au Département de Science Politique de l'Université de Montréal,
Chercheur au Centre d'Etudes Européennes de la Faculté de Droit de Nice

RECOURS PREJUDICIEL. — ART. 177 C.E.E. — TRAVAILLEURS FRANÇAIS MIGRANTS ART. 48 A 51 C.E.E. REGLEMENT N° 3. ART. 28, PARAGRAPHE 1 F

Demande de décision préjudicielle au sens de l'article 177 du Traité C.E.E. présentée par la Cour de Cassation de France par arrêt du 27 avril 1967 dans l'affaire Caisse régionale de Sécurité sociale du Nord-Est et M. Robert Goffart. Affaire 22/67, arrêt du 30 novembre 1967. Conclusion Gand.

M. Robert Goffart a demandé le 11 mai 1962 à la Caisse régionale de Sécurité sociale du Nord-Est la liquidation de ses droits à pension de vieillesse. Il avait cotisé régulièrement et valablement à la Sécurité sociale française du premier avril 1931 au 31 mars 1962, soit 124 trimestres, l'équivalent de 31 ans. Auparavant il avait cotisé en Belgique du premier avril 1926 au 31 décembre 1931, soit 24 trimestres.

La Caisse a procédé au calcul de sa pension totale en fonction du maximum de 120 trimestres et de 40 % du salaire annuel moyen, c'est-à-dire 3 494,34 F de pension annuelle.

Sur cette pension la part de l'institution française s'élevait à 2 262,44 francs en vertu du paragraphe 1 de l'article 28 du Règlement 3. L'institution belge sur le fondement des mêmes principes calcula sa part à 8 899 francs belges, portée à 9 111 francs belges au premier août 1962. Le versement de la pension belge fut néanmoins suspendu en application de la loi belge qui s'oppose au versement d'une pension lorsque le bénéficiaire exerce encore une activité professionnelle autre que celle autorisée par le Roi.

M. Goffart estima que la pension française devait être calculée en fonction des seules périodes d'assurance accomplies en France sur la base du paragraphe 1 de l'article 28 du règlement 3. La Caisse refusa cette demande. La question fut alors portée devant la commission de première instance du contentieux de la Sécurité sociale de

Nancy, un arrêt du 11 mai 1964, confirmé par la suite par un arrêt de la Cour d'appel de Nancy, a fait droit à la demande de M. Goffart. La Caisse s'est alors pourvue en Cassation.

La Cour de cassation de France par arrêt du 27 avril 1967, a saisi la Cour de justice des Communautés Européennes de la demande de question préjudicielle suivante :

« L'interprétation à donner aux dispositions de l'article 28 paragraphes b et f du chapitre 3 du titre III du règlement n° 3 de la Communauté Economique Européenne concernant la Sécurité sociale des travailleurs migrants à l'effet de dire si un travailleur migrant dont les droits à une pension de vieillesse ont été liquidés suivant la législation propre à deux Etats membres conformément aux dispositions de l'article 27, parag. 1, a et b du règlement n° 3 susvisé mais dont le service de la fraction de pension mise à la charge d'un d'eux est suspendu est en droit d'obtenir de l'institution de prévoyance de l'autre Etat un montant de pension calculé suivant la seule législation de cet Etat et portant sur les périodes d'assurance accomplies en vertu de sa réglementation ».

Une rectification matérielle est immédiatement nécessaire. C'est en réalité à l'article 28 paragraphe 1 a et b que se réfère la question posée. La Cour des Communautés précise la portée de la question, il s'agit de déterminer la portée concrète du membre de phrase du paragraphe 1 f de l'article 28 « si l'intéressé ne remplit pas... les conditions exigées par toutes les législations qui lui sont applicables ».

La Caisse soutenait que ce membre de phrase visait les conditions d'ouverture des droits, alors que la Commission de la C.E.E. estimait qu'elle s'appliquait aussi aux conditions concernant le service des prestations.

La Cour constate le silence du texte à cet égard et, comme elle l'avait fait dans des affaires précédentes concernant les travailleurs migrants, recherche les objectifs énoncés aux articles 48 à 51.

L'article 51, dit la Cour, vise le cas où la législation d'un Etat membre n'ouvrirait pas à elle seule à l'intéressé un droit à prestation en raison du nombre insuffisant de périodes et prévoit la totalisation des périodes accomplies sous diverses législations. La proratisation et la totalisation préalable sont sans objet quand l'intéressé peut prétendre aux prestations en vertu de la législation d'un

seul Etat membre par les seules périodes d'assurances accomplies sous sa législation.

L'article 51 a pour objet d'accorder au travailleur migrant le bénéfice découlant des règlements communautaires et non pas de le priver de droits acquis dans un des pays membres. On doit donc interpréter le membre de phrase comme s'appliquant au cas où l'intéressé ne remplit pas les conditions exigées pour le service des prestations.

Joël RIDEAU.

**RECOURS PRÉJUDICIEL. — ART. 177 C.E.E. — TRAVAILLEURS FRANÇAIS MIGRANTS
ART. 48 A 51 C.E.E. REGLEMENT N° 3. ART. 28 ET ANNEXE G**

Demande de décision préjudicielle au sens de l'article 177 C.E.E. présentée par le Bundessozialgericht par décision du premier mars 1967 dans l'affaire Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz et M. Joseph Welchner. Affaire 14/67, arrêté du 5 décembre 1967. Conclusions Gand.

M. Joseph Welchner a, de 1942 à mai 1947, soit pendant 61 mois, servi dans l'armée allemande puis a été prisonnier de guerre. Pendant 45 mois, de mai 1947 à février 1951, il a travaillé en France et était assuré contre l'invalidité selon la législation française. En 1951, il est rentré en Allemagne où il a accompli une période d'assurance de 106 mois. A la suite d'une maladie, l'organisme allemand de Sécurité sociale lui a attribué une pension d'invalidité depuis juillet 1961 jusqu'à sa guérison; il a aussi touché une pension française.

Le litige qui est né entre M. Welchner et l'organisme allemand a eu pour origine le montant de la pension due en Allemagne. Selon la loi applicable relative à la Sécurité sociale, le montant de la pension d'invalidité peut être accru en tenant compte de périodes de remplacement : les périodes de service militaire et de captivité. Mais cette possibilité est assortie d'une condition par le texte législatif, pour être prises en considération il faut que dans les trois ans qui ont suivi l'expiration de ces périodes l'intéressé ait commencé à exercer un emploi ou une activité entrant dans le champ de l'assurance obligatoire.

L'organisme allemand estimait que Welchner ne pouvait bénéficier de cette augmentation car il avait laissé s'écouler le délai sans entreprendre une activité en Allemagne.

M. Welchner au contraire invoquait le droit communautaire, soutenant que le fait d'entreprendre une activité dans un autre Etat membre de la C.E.E. équivalait au début d'une activité en Allemagne. Welchner a été débouté par le Sozialgericht de Fribourg (juridiction sociale de première instance). Le Landessozialgericht (juridiction sociale d'appel) a accueilli sa demande en se fondant sur l'annexe G section 1 du règlement n° 3. L'institution de Sécurité sociale a attaqué cette décision devant le Bundessozialgericht qui, le premier mars 1967, a saisi la Cour de justice des Communautés Européennes de la demande de question préjudicielle suivante :

« Faut-il interpréter l'article 28 paragraphe 1 alinéa b du Règlement n° 3 du Conseil de la Communauté Economique Européenne concernant la Sécurité sociale des tra-

vailleurs migrants... ou l'annexe G, section 1, lettres B à D (de ce règlement), ou les dispositions combinées de ces deux textes, dans ce sens que, lorsqu'il s'agit de décider dans les termes du droit allemand si des périodes de remplacement doivent être prises en compte, les cotisations versées conformément au régime en vigueur dans un autre Etat membre de la Communauté Economique Européenne équivalent à celles que prévoit la législation allemande ?

La Cour des Communautés faisant une nouvelle fois la preuve de sa souplesse dans la manière d'aborder les questions préjudicielles constate que ni l'article 28 ni l'article 27 ne précisent la notion de périodes assimilées et se reporte à l'article 1 du Règlement n° 3. Elle montre qu'il renvoie aux législations internes pour la détermination de ces périodes à condition que ces législations respectent les dispositions des articles 48 à 51 du Traité C.E.E.

La Cour trouve une confirmation de cette interprétation dans la teneur de l'annexe G du Règlement n° 3 qui utilise des termes correspondant à ceux employés par la législation allemande. L'annexe G ne mentionne que les périodes d'interruption et les périodes complémentaires, elle ne se réfère pas aux périodes de remplacement.

A titre supplémentaire la Cour invoque le fait que le Conseil a examiné spécialement le problème des périodes assimilées par la législation allemande et qu'il n'a pas retenu les périodes de remplacement puisqu'elles ne se trouvent pas dans le texte et qu'il faut donc en conclure à une volonté délibérée des membres du Conseil. On trouve ici un exemple intéressant de l'utilisation de l'interprétation de la volonté des auteurs d'un texte pour confirmer l'interprétation textuelle.

Pour justifier cette jurisprudence défavorable à l'intéressé la Cour rappelle que cette disposition allemande sur les périodes de remplacement ne concerne que des situations antérieures à l'entrée en vigueur du Traité et n'a donc pas d'incidence défavorable sur la situation des travailleurs migrants que toute la jurisprudence antérieure de la Cour a voulu protéger.

En définitive, la République fédérale allemande n'est pas obligée de prendre en considération en tant que périodes de remplacement les périodes correspondant à des versements effectués dans d'autres Etats membres.

Maurice TORRELLI.

ACTUALITÉS ET DOCUMENTS

LA VIE DU MARCHÉ COMMUN ET DES AUTRES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

I. — LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

A la suite du Colloque « Coopérations, concentrations et fusions d'entreprises dans la C.E.E. » organisé à Paris, les 26, 27 et 28 octobre 1967 par le Centre Universitaire d'Etudes des Communautés Européennes de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, et dont la « Revue du Marché Commun » a publié les travaux dans son numéro de janvier-février 1968, nombre d'entreprises participantes ont demandé s'il ne serait pas possible de créer une organisation capable de développer les rapports fructueux qui avaient pu se nouer à cette occasion entre industriels, universitaires et hauts fonctionnaires des Communautés Européennes.

M. Teitgen, Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, organisateur de ce Colloque leur a alors proposé de fonder une Association réunissant dans son sein entreprises industrielles ou commerciales, universitaires et hauts fonctionnaires des Communautés.

Cette Association aurait pour but d'organiser chaque année :

1) trois sessions d'information et de recyclage pour les cadres supérieurs des entreprises adhérentes sur les derniers développements du droit communautaire susceptibles de les intéresser ;

2) trois tables rondes au niveau des chefs d'entreprises, des universitaires et des fonctionnaires au plus haut niveau des Communautés Européennes, voire des membres de la Commission, sur les grands problèmes à l'ordre du jour.

Vingt-deux entreprises ont déjà répondu à cet appel et se sont réunies le 21 octobre dernier en assemblée constitutive pour fonder l'Association « Europe-Université-Industrie ». Elles ont en outre choisi les thèmes des travaux pour l'année 1969.

Ces thèmes sont les suivants :

- 1°) Pour les séances d'information et de recyclage :
- politique de la Commission en matière d'entente et de concentration ;
 - harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires. Institution d'une T.V.A. de type communautaire ;
 - entente - propriété industrielle - brevet européen ;
 - problèmes posés par l'institution d'une société de type européen ;
 - la mise en œuvre de la libre circulation des capitaux dans la communauté ;
 - la mise en œuvre de la politique commune des transports ;
 - entraves techniques aux échanges ;
 - politique énergétique commune ;
 - droit d'établissement - équivalence des diplômes.

2°) Pour les tables rondes :

- les obstacles à la coopération entre entreprises dans le Marché commun : des contrats de représentation exclusive aux opérations de fusion ;
- aménagements fiscaux tendant à faciliter la modernisation et l'équipement des industries communautaires ;
- politique industrielle de la Communauté dans les secteurs de pointe ;
- politique commune du commerce extérieur ;
- rationalisation et harmonisation des investissements industriels dans la Communauté.

La première session d'information et de recyclage portant sur la politique de la Commission en matière d'entente et de concentration, aura lieu à Bruxelles en janvier 1969.

La première table ronde portant sur la politique industrielle de la Communauté dans les secteurs des industries de pointe, se déroulera également à Bruxelles en février 1969.

Liste des entreprises adhérentes à ce jour :

Sté Fiat - Schering A. G. - L.M.T. - Agfa-Gevaert - Cie Française des Pétroles - Société Formica - Laboratoires Labaz - Sté Nationale des Pétroles d'Aquitaine - Sté Roussel-Uclaf - Ugine-Kuhlmann - Sté Olivetti - Ciments Lafarge - Ets André Borie - Sté des Grands Moulins de Paris - Sté Rhône-Poulenc - L'Oréal - Linde A. G. - Banque Française du Commerce Extérieur - Bayer A. G. - Sté Clin-Byla - Cie Française des Matières Colorantes - Banque Lazard - Publicis.

— Des adhésions à cette association sont possibles.

Pour tous renseignements écrire à :

Madame Mégret, Secrétaire Générale de l'Association Europe-Université-Industrie, 61, rue des Belles-Feuilles, Paris-16°.

NOMINATIONS

COMITES CONSULTATIF ET TECHNIQUE
POUR LA LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS

Le Conseil des Communautés a procédé à la nomination des membres titulaires et des membres suppléants du Comité consultatif concernant la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, pour la période du 14 juillet 1968 au 13 juillet 1970, dans la catégorie des représentants des Gouvernements :

Belgique :

Membres titulaires : MM. MISSOTTEN, DEQUAN.
Membre suppléant : M. PEETERS.

Allemagne :**Membres titulaires :** MM. ERNST, HEUER.**Membre suppléant :** M. MILLER.**France :****Membres titulaires :** M. CANTAN, Mme VIOT.**Membre suppléant :** M. REZEAU.**Italie :****Membres titulaires :** MM. GUERRIERI, PAPINI.**Membre suppléant :** M. PURPURA.**Luxembourg :****Membres titulaires :** MM. EWEN, NIMAX.**Membre suppléant :** M. QUARING.**Pays-Bas :****Membres titulaires :** MM. VAN DER PEIJL, VAN DEN BERG.**Membre suppléant :** M. PABON.

Il procédera ultérieurement à la nomination des personnes appelées à occuper les sièges de représentants des organisations syndicales des travailleurs et des employeurs.

TRAVAUX

Lors de ses sessions de novembre et décembre 1968 consacrées à l'Agriculture le Conseil a, en ce qui concerne le F.E.O.G.A., retenu un montant de 160 millions UC pour le financement des projets d'amélioration de structures pendant l'année 1969 avec constitution d'une réserve d'environ 73 millions UC. Cette réserve est destinée au financement des mesures particulières à prendre à la suite des décisions qui seront arrêtées dans le domaine des structures agricoles après l'examen par le Conseil du mémorandum de la Commission concernant la réforme de l'agriculture dans la C.E.E. Il a été prévu en outre que le concours du Fonds puisse, dans certains cas, atteindre 45 % du montant de l'investissement.

En ce qui concerne les programmes relatifs à l'oléiculture italienne, le Conseil a prévu que, pour l'année 1969, les projets y relatifs s'insèrent dans le cadre du montant de 160 MUC, destiné au financement des projets structurels. La Commission, de sa part, accordera, lors de l'affectation du montant de 160 MUC prévue pour 1969, une attention particulière à ces projets et exprimera ce souci dans le cadre d'une répartition harmonieuse.

D'autre part, le Conseil prendra, en temps utile, les dispositions nécessaires pour que soit assuré le financement des investissements dans le secteur de l'oléiculture pour la période couverte par le F.E.O.G.A., section « orientation ».

PROPOSITIONS

★ Proposition d'une directive du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant l'extrait de viande, l'extrait de levure, l'extrait de protéines, l'arôme pour potages et autres mets, les bouillons, les potages et les sauces à base de viande (25 octobre 1968).

Ce projet définit les différents produits dont les réglementations doivent être harmonisées, fixe leur composition, détermine les substances qui peuvent être ajoutées au cours de leur fabrication, leurs conditions d'emploi, ainsi que les règles relatives à leur étiquetage.

★ Proposition d'un Règlement (C.E.E.) du Conseil modifiant la durée de validité du règlement n° 754/67/C.E.E. relatif à l'aide pour l'huile d'olive (25 octobre 1968).

Le Conseil a adopté ce règlement le 30 octobre 1968.

★ Proposition d'un règlement (C.E.E.) du Conseil portant ouverture, répartition et mode de gestion du contingent tarifaire communautaire de raisins secs, de la position 08.04 B du tarif douanier commun, présentés en emballages immédiats d'un contenu net inférieur ou égal à 15 kilogrammes (4 novembre 1968).

Il s'agit du contingent tarifaire que la Communauté ouvre annuellement dans le cadre de l'Accord commercial avec l'Iran et qui s'élèvera pour la période du 1^{er} décembre 1968 au 30 novembre 1969 à 3 908 tonnes.

Le Conseil a adopté ce règlement le 26 novembre 1968.

★ Propositions de règlement du Conseil fixant le prix de base et le prix d'achat pour les oranges douces et les mandarines (11 novembre 1968).

Le Conseil a adopté ce règlement le 26 novembre 1968.

★ Proposition d'un règlement (C.E.E.) du Conseil relatif à l'écoulement de produits du secteur de la viande de porc ayant fait l'objet de mesures d'intervention particulières (12 novembre 1968).

En vue de procéder à la vente des carcasses de porc de la classe C achetées en Italie, le règlement proposé vise à l'écoulement de celles-ci selon les modalités d'application de l'article 6 du règlement n° 121/67/C.E.E., portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande de porc.

Le Conseil a adopté ce règlement le 26 novembre 1968.

★ Proposition d'un règlement (C.E.E.) du Conseil complétant le règlement (C.E.E.) n° 1042/69 du Conseil relatif au prix de base et au prix d'achat pour les pommes (13 novembre 1968).

Le Conseil a adopté ce règlement le 26 novembre 1968.

★ Proposition d'une directive du Conseil portant troisième modification de la directive du Conseil relative au rapprochement des réglementations des Etats membres concernant les matières colorantes pouvant être employées dans les denrées destinées à l'alimentation humaine.

★ Proposition d'une directive du Conseil portant quatrième modification de la directive du Conseil, du 5 novembre 1963, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (13 novembre 1968).

En vertu de la première directive citée, les Etats membres devaient interdire au plus tard le 31 décembre 1967 l'utilisation de certaines matières colorantes et notamment l'orcéine sulfonée. Les recherches scientifiques entreprises au sujet de ce produit n'étant pas encore terminées, il est proposé de n'appliquer l'interdiction d'emploi du colorant considéré qu'à partir du 1^{er} janvier 1970.

La modification de la seconde directive citée vise l'acide formique, l'acide borique et leurs sels. L'acide borique et ses sels sont couramment employés pour la conservation du caviar non salé. Malgré les recherches effectuées à cet égard les utilisateurs n'ont pas encore de produit de substitution à leur disposition. Il est proposé de n'appliquer la directive qu'à partir du 1^{er} janvier 1970.

★ Proposition d'un règlement (C.E.E.) du Conseil modi-

fiant le règlement n° 172/67/C.E.E. relatif aux règles générales régissant la dénaturation du blé et du seigle panifiable (14 novembre 1968).

Le régime de subvention et de taxe destiné à rétablir l'équilibre entre le marché du froment tendre dénaturé et celui des autres céréales fourragères joue au cas où l'Italie fait usage de certaines possibilités qui lui sont données par le règlement n° 120/67/C.E.E. (organisation commune du marché des céréales. Il devrait — aux termes de cette proposition — être modifié de façon à donner la possibilité pour l'Etat membre de provenance de verser à l'expéditeur qui en fait la demande, la subvention qui doit être accordée par l'Italie pour les livraisons de froment tendre dénaturé, à charge pour l'Etat membre de provenance d'informer l'Italie de ce versement.

★ **Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement n° 120/67/C.E.E. en vue de la mobilisation des céréales destinées à l'aide alimentaire (20 novembre 1968).**

La mobilisation des céréales destinées à l'exécution des obligations découlant de la Convention relative à l'Aide Alimentaire, rend nécessaire de compléter le règlement n° 120/67/C.E.E. du Conseil, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales par un certain nombre de dispositions complémentaires, ce règlement étant intervenu antérieurement à l'adoption de l'Arrangement International sur les céréales de 1967 établi à la Conférence Internationale sur le blé tenue à Rome le 18 août 1967. Les dispositions complémentaires proposées seraient reprises dans un article 22 bis du règlement n° 120/67/C.E.E.

★ **Proposition de règlement du Conseil fixant les critères de mobilisation des céréales destinées à l'aide alimentaire (20 novembre 1968).**

Afin d'éviter que la gestion communautaire du marché des céréales soit perturbée par des actions aboutissant au retrait de ce marché de quantités importantes de céréales qui ne tiendraient pas compte des nécessités de ladite gestion, il est proposé que ces actions soient décidées au niveau communautaire. A cette fin, la Commission devrait — selon la présente proposition — être mise à même de prendre à cet égard, en coopération avec le Comité de Gestion des Céréales, toutes les dispositions nécessaires au sujet des conditions dans lesquelles les céréales seront mobilisées. Il est notamment proposé de prévoir que lorsque dans certaines régions de la Communauté, la situation du marché risque de conduire les organismes d'intervention à des achats importants, la mobilisation des céréales puisse être effectuée dans lesdites régions afin de soulager leur marché. De même, lorsque certains organismes d'intervention détiennent des quantités importantes de céréales, la mobilisation de tout ou partie des céréales qu'ils détiennent pourrait être de nature à assainir leur situation. Lorsque les produits destinés à l'aide alimentaire doivent être achetés sur le marché de la Communauté sans qu'une région connaisse une situation excédentaire particulièrement défavorable, il est proposé de procéder à la mobilisation des céréales sur l'ensemble du marché communautaire. L'adjudication apparaît dans chaque cas, comme la procédure qui permet le mieux d'obtenir la marchandise ou le chargement, le transport, la transformation ou la mise en FOB de celle-ci aux conditions les meilleures.

★ **Proposition de règlement du Conseil concernant la**

fabrication et la mise dans le commerce de la margarine (26 novembre 1968).

Le règlement proposé a pour but de définir la margarine de déterminer les substances qui peuvent être ajoutées au cours de sa fabrication (à l'exclusion de toutes autres) et de fixer les règles relatives à son conditionnement et à son étiquetage, et ceci sur un plan communautaire.

★ **Proposition d'un premier règlement du Conseil concernant la fixation de teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur et dans les fruits et les légumes.**

★ **Projet d'une décision du Conseil portant institution d'un Comité Permanent Phytosanitaire (27 novembre 1968).**

L'augmentation de la production végétale en quantité et en qualité qui est un but essentiel de la politique agricole de la Communauté n'est possible que si le règne végétal est suffisamment protégé contre les organismes nuisibles, c'est-à-dire contre les agents pathogènes et les déprédateurs dont la propagation constitue une source permanente de danger. Cette protection est largement assurée par l'usage de pesticides chimiques et de produits phytopharmaceutiques. Etant donné que les pesticides sont, en général, des substances et des préparations dangereuses, leur action ne se limite pas à des effets utiles, mais elle peut entraîner, en particulier, des dangers pour la santé humaine ou animale. Les mesures déjà arrêtées par les Etats membres en vue d'éviter ce danger ne semblent pas encore offrir suffisamment de protection, notamment vis-à-vis des produits importés.

Du fait que ces modes et méthodes ont un caractère essentiellement technique et que leur application doit être considérée comme une mesure d'exécution du règlement, il est proposé de confier à la Commission la tâche d'établir ceux-ci. Une collaboration étroite entre la Commission et les gouvernements des Etats membres serait assurée par la création et la mise en œuvre d'un Comité permanent phytosanitaire.

★ **Proposition d'un règlement (C.E.E.) du Conseil relatif aux mesures à appliquer afin de faciliter l'écoulement des sucres produits dans les départements français d'outre-mer (29 novembre 1968).**

En vertu des dispositions de l'organisation commune des marchés du sucre les prix d'intervention du sucre valables dans les départements français d'outre-mer sont dérivés du prix de marché élevé prévisible pour la zone déficitaire du sud de l'Italie. Il n'existe actuellement toutefois dans ladite zone que des possibilités restreintes de transformation et d'écoulement après raffinage du sucre brut en provenance de ces départements. Ce sucre ne peut trouver un débouché dans d'autres raffineries communautaires que dans la mesure où une subvention est accordée pour rendre possible son écoulement après raffinage dans ces régions où le prix d'intervention du sucre blanc a été fixé à un niveau inférieur à celui ayant servi de base pour la détermination des prix d'intervention valables dans les départements français d'outre-mer. Le montant de l'aide nécessaire pour pallier à cette situation doit être fixé en tenant compte du résultat à obtenir, d'une part, et du système de régionalisation des prix du sucre d'autre part. Dans le passé environ 250 000 tonnes de sucre brut ont été transportées traditionnellement vers les territoires européens des Etats membres pour y être raffinées. Pour inciter la recherche de nouveaux débouchés qui ne se présentent pas à l'heure

actuelle, une dégressivité des quantités susceptibles de bénéficier de l'aide est proposée. Par ailleurs est proposée une gestion communautaire des quantités à écouler.

★ Proposition de règlement relatif aux majorations mensuelles du prix indicatif de marché, du prix d'intervention et du prix de seuil de l'huile d'olive pour la campagne de commercialisation 1968/1969 (2 décembre 1968).

Le Conseil a adopté ce règlement le 9 décembre 1968.

★ Proposition d'un règlement (C.E.E.) du Conseil relatif à la fixation à l'avance du prélèvement à l'importation d'huile d'olive.

★ Proposition d'un règlement (C.E.E.) du Conseil modifiant le règlement n° 171/67/C.E.E. du Conseil, du 27 juin 1967, en vue de la fixation à l'avance de la restitution à l'exportation de l'huile d'olive (2 décembre 1968).

★ Projet d'un règlement (C.E.E.) du Conseil relatif à l'exécution de l'article 7 paragraphe 1 du règlement n° 25 relatif au financement de la politique agricole commune pour la période de comptabilisation 1964/1965 (4 décembre 1968).

Le Conseil a adopté ce règlement le 9 décembre 1968.

★ Proposition de règlement modifiant le règlement (C.E.E.) n° 823/68 en ce qui concerne le prélèvement à percevoir lors de l'importation des fromages Tilsit, Havarti et Esrom (5 décembre 1968).

★ Proposition d'un règlement (C.E.E.) du Conseil relatif au trafic de perfectionnement de certains produits laitiers (5 décembre 1968).

Aux termes des dispositions qui régissent l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers, le recours au régime de trafic de perfectionnement actif peut, dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement de l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers, être totalement ou partiellement exclu, dans des cas particuliers. La situation actuelle dans la Communauté étant caractérisée par l'existence de stocks de beurre excédentaires il a paru utile à la Commission d'explorer les possibilités d'écoulement existant sur le marché mondial non seulement pour le beurre naturel mais également pour celui exporté sous forme de produits ne relevant pas de l'annexe II du traité ainsi que pour le beurre incorporé dans d'autres produits laitiers. Toutefois les industries transformatrices de la Communauté s'approvisionnent à ce stade dans une large mesure, pour la fabrication desdits produits en beurre provenant des pays tiers et transformé sous le régime de trafic de perfectionnement. La situation excédentaire dans la Communauté permettant de mettre à la disposition de ces industries du beurre communautaire, il est proposé d'interdire temporairement le recours au trafic de perfectionnement actif pour ce produit.

TARIF DOUANIER COMMUN

★ Proposition d'un règlement du Conseil portant modification du droit conventionnel du tarif douanier commun sur les tissus de soie ou de bourre de soie (schappe) de la sous-position 50.09 C II (23 octobre 1968).

Le tarif douanier commun prévoit un droit conventionnel

de 15,4 % pour les tissus précités qui font par ailleurs l'objet d'une suspension temporaire du droit autonome à 14 % jusqu'au 31 octobre 1968.

Afin de permettre une mise en application uniforme de la mesure tarifaire prévue par un arrangement avec la Suisse, il est proposé de modifier formellement le tarif douanier commun pour ces produits.

★ Projet de règlement du Conseil portant augmentation du volume du contingent tarifaire communautaire de papier journal de la position 48.01 A du tarif douanier commun.

Il semble qu'au cours de l'année 1968 les besoins communautaires pourraient être couverts plus ou moins entièrement par le contingent tarifaire communautaire de 750 000 tonnes ouvert par le Conseil en février 1968. Toutefois, si l'on tient compte du pourcentage de croissance moyenne de la consommation, estimé généralement à 8 % il est à constater que ce volume de 750 000 tonnes devrait être augmenté de 30 000 tonnes pour couvrir la totalité des industries transformatrices de la Communauté jusqu'à la fin de l'année 1968.

La répartition définitive du contingent initial a — selon la Commission — conduit à une stérilisation ou à une faible utilisation dans certains Etats membres de leur quote-part alors que dans d'autres Etats membres les quote-parts de ces derniers étaient épuisées plus rapidement et qu'ainsi pouvaient se manifester des besoins supplémentaires d'importation. Il est en conséquence proposé de prévoir une réserve communautaire, constituée par l'apport du volume total de l'augmentation considérée. Pour satisfaire des besoins supplémentaires les Etats membres peuvent tirer automatiquement sur la réserve selon les proportions à définir dans le règlement proposé.

★ Projets de règlements du Conseil portant augmentation :

— du volume et de la réserve du contingent tarifaire communautaire de ferro-silico-manganèse de la position 73.02 D du tarif douanier commun ;

— du volume du contingent tarifaire communautaire de ferro-chrome contenant en poids jusqu'à 0,1 % de carbone et plus de 30 jusqu'à 90 % inclus de chrome (ferro-chrome suraffiné) de la position ex 73.02 E I du tarif douanier commun ;

— du volume et de la réserve du contingent tarifaire communautaire d'aluminium brut de la position 76.01 A du tarif douanier commun ;

— du volume du contingent tarifaire communautaire de magnésium brut de la position 77.01 A du tarif douanier commun (6 novembre 1968).

★ Projet de règlement (C.E.E.) du Conseil portant suspension temporaire des droits autonomes du tarif douanier commun sur un certain nombre de produits (27 novembre 1968).

La production de la Communauté d'un certain nombre (125) de produits (surtout chimiques) est actuellement soit nulle, soit insuffisante pour répondre aux besoins des industries utilisatrices et la Commission propose en conséquence de suspendre les droits (autonomes) du tarif douanier commun soit partiellement (dans le cas où une certaine production communautaire existe) soit totalement.

Etant donné toutefois qu'il est actuellement impossible d'apprécier de manière rigoureuse l'évolution dans le proche

avenir de la situation économique dans les secteurs intéressés il est proposé de limiter les suspensions dans le temps et selon les cas à six, douze ou vingt-quatre mois.

RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS

★ Proposition modifiée d'une directive du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la publicité des spécialités pharmaceutiques et à la notice (4 novembre 1968).

★ Proposition d'une directive du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les pâtes alimentaires (5 novembre 1968).

La directive proposée définissant de façon uniforme les différents types de pâtes alimentaires en fonction des matières premières utilisées pour leur fabrication, et fixe les règles communes relatives à leur conditionnement et à leur étiquetage.

TRANSPORTS

★ Proposition d'une directive du Conseil relative au relevé, dans le cadre d'une statistique régionale, des transports internationaux de marchandises par route (25 octobre 1968).

Partant de la considération que l'évolution du marché commun nécessite une connaissance plus poussée des

courants de trafic reliant les diverses régions de la Communauté entre elles et avec les pays tiers, en faisant ressortir notamment l'interpénétration des régions de production et de consommation, et étant donné que les renseignements statistiques déjà disponibles (notamment suite à la recommandation de la Commission du 26 juillet 1961 concernant l'introduction d'une nomenclature uniforme de marchandises pour les besoins de la statistique des transports par région de chargement et de déchargement pour l'ensemble des relations entre les Etats membres et avec les pays tiers dans le domaine des transports internationaux de marchandises par route) ne paraissent pas encore suffisantes, il est proposé que les Etats membres procèdent à l'établissement de certains relevés dans le cadre d'une statistique régionale, des transports internationaux de marchandises par route, à savoir notamment des tonnages transportés répartis par région de chargement et de déchargement suivant les 57 régions de la Communauté et pour chacun des 21 groupes de produits définis respectivement en annexes I et II de la directive proposée. Ces relevés seraient effectués séparément en ce qui concerne les transports pour le compte propre et les transports pour le compte d'autrui ainsi que sur la base des arrivées dans les régions. Seules les expéditions vers les pays tiers ne sont recensées qu'au départ. Les résultats recueillis seraient annuellement transmis à la Commission.

II. — RELATIONS EXTÉRIEURES

Missions des pays tiers

La Communauté Economique Européenne a donné l'agrément à MM. R. B. I. N. DJAJADININGRAT, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire désigné par le Gouvernement de l'Indonésie comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la C.E.E., Phairot JAYANAMA, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de Thaïlande comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la C.E.E., et Kenichi OTABE, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement du Japon comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la C.E.E. La république de Bolivie établira une mission auprès des Communautés Européennes.

Iran

L'accord commercial entre la Communauté Economique Européenne et l'Iran a été reconduit pour un an jusqu'au 30 novembre 1969.

Irlande

La Mission d'Irlande auprès des Communautés Européennes a fait parvenir à la Commission un aide-mémoire concernant les exportations irlandaises de bétail et de viande bovine.

Suisse

La Communauté et la Suisse ont conclu un arrangement en vue du maintien provisoire des droits de douane réduits actuels sur certains tissus.

Turquie

Le Conseil d'Association C.E.E.-Turquie a tenu sa 9^e session au niveau ministériel le lundi 9 décembre 1968 à Bruxelles sous la présidence de M. Giuseppe MEDICI, Ministre des Affaires Etrangères de la République italienne et président en exercice du Conseil des Communautés, qui présidait également la délégation de la Communauté. La délégation turque était conduite par M. Ihsan Sabri CAGLAYANGIL, Ministre des Affaires Etrangères de Turquie.

Le Conseil d'Association a décidé l'ouverture de négociations en vue du passage de l'actuelle phase préparatoire à la phase transitoire de l'Association prévue par l'Accord d'Ankara.

COLLOQUE DE LA FÉDÉRATION DES JURISTES EUROPÉENS SUR LES CONCENTRATIONS INTERNATIONALES D'ENTREPRISES DANS LE CADRE DU MARCHÉ COMMUN (ROME, 10-11-12 octobre 1968) (*)

Les jeudi 10, vendredi 11 et samedi 12 octobre derniers s'est tenu à Rome le 4^e Colloque organisé par la Fédération des Juristes européens. Les travaux de ce colloque étaient centrés sur le thème des concentrations internationales d'entreprises dans le cadre du Marché commun.

Avant d'aborder l'étude de cet aspect particulier des problèmes que pose la création d'une communauté économique, les organisateurs de ce colloque ont cru utile de placer le débat sur un plan plus doctrinal et d'étudier, tout au long de la première journée de travail en séance plénière, les rapports qui existent entre le droit international et le droit communautaire.

C'est à M. le Pr Riccardo Monaco, juge à la Cour de Justice des Communautés Européennes, qu'est revenu l'honneur de faire un exposé sur ce délicat problème.

Partant du principe de la pluralité des ordres juridiques, et de la constatation que l'ordre juridique international englobe n'importe quel autre système juridique et par conséquent l'ordre communautaire, M. Monaco n'en a pas déduit pour autant que l'ordre communautaire est subordonné à l'ordre international. Bien qu'il y ait une liaison très étroite entre l'ordre international et l'ordre communautaire dans la mesure où ce dernier tire son origine de traités internationaux de type classique, bien qu'on ne puisse considérer le droit communautaire comme un droit originaire mais bien comme un droit dérivé du Droit international, on peut parfaitement affirmer, selon M. Monaco, que l'ordre communautaire est un ordre juridique autonome. L'ordre communautaire possède des sujets, des institutions et des règles juridiques qui lui sont propres. Chaque communauté se présente comme une personnalité juridique que l'on peut examiner sous trois aspects différents.

Dans le cadre de l'ordre communautaire proprement dit, les Communautés expriment par leurs organes une volonté communautaire.

Dans l'ordre juridique des Etats membres, chacune des communautés possède la capacité juridique la plus large.

Sur le plan international, les communautés concluent des accords, tant avec des Etats tiers qu'avec d'autres organisations internationales et sont capables d'entretenir des « rapports para-diplomatiques actifs et passifs » selon l'expression même de M. Monaco.

Cette notion de l'autonomie communautaire, voire de sa spécificité, a été précisée au cours des débats par M. Pescatore, juge à la Cour de Justice des Communautés Européennes.

M. le Professeur Cartou, intervenant à son tour, accentua entre la différence qui existe selon lui entre le Droit Communautaire et le Droit International Public dans la mesure où il n'hésita pas à attribuer au droit communautaire certains caractères du droit interne.

Toutefois les tenants d'une assimilation pure et simple du Droit Communautaire au Droit International

n'étaient pas absents de cette discussion, ce qui prouve que le problème des rapports du Droit Communautaire et du Droit International Public n'est encore pas résolu d'une façon uniforme et que les organisateurs de ce Colloque avaient eu raison de faire porter l'attention des congressistes sur cet aspect toujours controversé de la construction communautaire.

Le sujet même du colloque « Concentrations internationales d'entreprises dans le cadre de la Communauté Européenne » fut abordé le deuxième jour. Il le fut sous trois angles différents ; celui du droit de la concurrence, celui du droit des sociétés et celui du droit fiscal. Ces trois aspects de la question firent l'objet d'une étude approfondie à partir de rapports nationaux et d'un rapport de synthèse, dans trois groupes de travail spécialisés qui se réunirent séparément pendant toute la journée du vendredi.

Le samedi matin, en session plénière, chaque groupe de travail exposa à quels résultats concrets il était arrivé. Ce sont ces conclusions qui vont être brièvement résumées dans les développements qui suivent :

1^o Les concentrations internationales d'entreprises dans le cadre de la Communauté Européenne et le droit de la concurrence (1).

Le préalable nécessaire à une approche de ce problème consiste à définir la notion de concentration. La définition retenue en général est celle adoptée par la Commission de la CEE dans le memorandum qu'elle a publié sur ce sujet en 1966. Il y a concentration d'entreprises lorsque plusieurs entreprises abandonnent leur autonomie économique pour réaliser une union en ce domaine. Cette union économique s'accompagne généralement d'une fusion juridique des entreprises mais cette dernière n'est pas indispensable : l'essentiel pour l'existence d'une concentration c'est que l'autonomie économique soit éliminée.

Cette définition, non seulement met en lumière la différence qui existe entre la notion de concentration et celle de cartel (un cartel, à la différence d'une concentration, respecte l'autonomie économique des entreprises qui le composent), mais aussi démontre combien les frontières entre cartel et concentration d'entreprises sont fluides et difficiles à cerner.

Ce premier point éclairci, la question qui se pose dès lors est de savoir dans quelle mesure les concentrations d'entreprise ainsi définies portent atteinte au jeu normal de la concurrence tant sur le plan national que sur le plan européen.

— Sur le plan national, cette question ne présente que peu d'intérêt. Les législations nationales réglant la concurrence en Belgique, en France, aux Pays-Bas et en République Fédérale d'Allemagne ne traitent pas expressément des concentrations d'entreprises sauf la législation allemande qui prévoit une déclaration obligatoire

(1) Les rapports nationaux ont été rédigés par M. Rittner, professeur à l'Université de Fribourg, pour l'Allemagne, par M. Léon Dabin, professeur à la Faculté de Droit de Liège, pour la Belgique, par M. Bernini, professeur à l'Université de Padoue, pour l'Italie, par M. Schumacher pour le Luxembourg, par M. Verloren Van Themaat, professeur à l'Université d'Utrecht, pour les Pays-Bas. Le rapport général est l'œuvre de M. Wolfgang Hefermehl, professeur à l'Université d'Heidelberg.

(*) Voir également le numéro 109 de la *Revue du Marché Commun* consacré au Colloque organisé par le Centre Universitaire d'Etudes des Communautés Européennes de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris sur le thème : « Coopération, concentrations, fusions d'entreprises dans la C.E.E. » (26, 27, 28 octobre 1967).

pour certaines concentrations particulièrement importantes. Par ailleurs, aucune législation anti-trust n'existe encore à l'heure actuelle en Italie et aux Pays-Bas. Devant le silence des textes en ce domaine, l'attitude bienveillante ou réticente des pouvoirs publics nationaux à l'égard des concentrations intracommunautaires d'entreprise s'explique plutôt par des considérations de politique économique.

— C'est sur le plan communautaire, au regard des articles 65 et 66 du Traité CECA et des articles 85 et 86 du Traité CEE que le problème prend toute son ampleur.

Le paragraphe 1 de l'article 66 du Traité CECA dispose que les concentrations d'entreprises sont soumises à une autorisation préalable, autorisation qui peut être refusée par la Haute Autorité dans la mesure où ces concentrations sont susceptibles d'entraîner des conséquences dangereuses sur le plan de la concurrence.

Le Traité CECA ne prévoit donc pas seulement de lutter contre les abus d'une certaine position dominante (art. 65) mais il organise un contrôle des structures sur le marché du charbon et de l'acier.

A la différence du Traité CECA, le Traité CEE dans ses articles 85 et 86 n'institutionnalise aucun contrôle préalable : l'article 85 du Traité instituant la CEE se limite à interdire les accords, décisions et pratiques concertées limitant la concurrence entre les Etats Membres et l'article 86 du Traité instituant la CEE, l'abus d'une position dominante sur le marché.

Dans son memorandum du 1^{er} décembre 1965 la Commission de la CEE a manifesté sa position sur le problème de la concentration et de l'interprétation des articles 85 et 86 du Traité CEE au regard de ce problème. Mais cet avis ne peut revêtir qu'un caractère indicatif car l'interprétation définitive de ces articles relève comme on le sait de la Cour de Justice des Communautés Européennes.

En ce qui concerne l'article 85 du Traité instituant la CEE, la Commission dans son memorandum estime que ses dispositions ne s'appliquent pas aux concentrations d'entreprises intracommunautaires.

L'article 85 du Traité instituant la CEE garde toutefois son importance pour l'analyse des formes transitoires qui présentent à la fois des éléments de concentration et des éléments de cartel.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où une concentration aurait pour but exclusif de camoufler un cartel, l'article 85 pourrait être invoqué.

En ce qui concerne l'article 86 du Traité instituant la CEE, il est unanimement admis que ses dispositions interdisent les concentrations dites obligatoires, c'est-à-dire celles qui ont été réalisées grâce à la pression que peuvent exercer des entreprises dominant le marché sur d'autres entreprises de moindre importance.

Les controverses se développent par contre sur le point de savoir si l'article 86 du Traité instituant la CEE n'a que ce seul effet et s'il n'interdit pas en outre certaines concentrations d'entreprises limitant abusivement la concurrence sur le marché. La Commission a illustré cette thèse dans son memorandum du 1^{er} décembre 1965 en affirmant que les concentrations d'entreprises tombent sous le coup de l'article 86 lorsqu'elles créent une situation de monopole qui élimine en fait la concurrence sur le marché. Toutefois cet élargissement de la portée de l'article 86 n'est pas admis par tous les juristes. M. Dabin, rédacteur du Rapport Belge et M. Hefermehl, rédacteur

du Rapport général, pensent que l'article 86 du Traité instituant la CEE vise uniquement l'interdiction des concentrations obligatoires. Il leur semble impossible que le texte ou le sens de l'article 86 puissent être interprétés comme un contrôle ou une interdiction des concentrations d'entreprises en raison des limitations de la concurrence qu'elles pourraient entraîner.

2°) Les concentrations internationales d'entreprises dans le cadre de la Communauté Européenne et le droit des Sociétés (2).

Sept questions avaient été posées aux rapporteurs des différents Etats participants : trois questions sur le point de savoir si le droit positif des Etats Membres en ce domaine permettait de réaliser des concentrations à l'échelon européen sous une forme quelconque (fusions - scissions - holdings - prises de participations - contrats d'entreprises) et quatre questions sur le point de définir l'action qui devrait être menée sur le plan communautaire pour résoudre le problème des concentrations internationales.

Sur le plan national :

— Les législations des Etats Membres contiennent actuellement peu de dispositions concernant directement la concentration internationale d'entreprises. Pour régler ce problème, il faut examiner si les procédés juridiques conçus pour des opérations de concentration interne peuvent être utilisés pour les concentrations intracommunautaires.

Sur le plan des concentrations internes, les législations des différents Etats Membres préconisent des solutions diverses, aussi bien pour les fusions d'entreprises que pour les prises de participations ou les contrats d'entreprises. Cette étude des différents droits nationaux permet de constater qu'en ce qui concerne la fusion internationale, les règles de la fusion interne (3) sont inadaptées et aboutissent pratiquement à une impossibilité de réaliser cette forme de concentration au plan communautaire. Seule en effet la législation italienne paraît admettre la fusion internationale, mais une partie de la doctrine estime qu'il faut accorder aux associés qui s'y sont opposés le droit de se retirer de la Société. A l'opposé, la législation allemande exclut la fusion internationale même si la société allemande est absorbante, faute que puissent être accomplies par la société étrangère les formalités de contrôle et de publicité en Allemagne.

Quant au droit belge et au droit français ils exigent une approbation unanime du changement de nationalité de la société. Or, pour les sociétés ayant un nombre important d'associés, notamment pour les sociétés anonymes dont les titres sont cotés en Bourse, il est pratiquement impossible de réunir, sur une décision de fusion l'unanimité des voix.

On doit d'ailleurs constater que jusqu'à présent aucune fusion proprement dite n'a été recensée à l'échelon européen, alors qu'il existe à ce niveau et en nombre sans cesse croissant, des prises de participations, des créations de filiales « simples » ou de filiales communes.

(2) Les rapports nationaux ont été rédigés par M. le Professeur Beitzke pour l'Allemagne, par M. Renauld, professeur à la Faculté de Droit de l'Université catholique de Louvain, pour la Belgique, par M. le Professeur Mario Jannuzzi pour l'Italie, par M. Loesch, avocat à la Cour pour le Grand Duché de Luxembourg, et par le Professeur Van der Grinten pour les Pays-Bas. Le rapport de synthèse est l'œuvre de M. Berthold Goldman, professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris.

(3) La législation néerlandaise ne connaît ni la fusion ni l'absorption.

En effet, en ce qui concerne les prises de participations et contrats d'entreprises par-dessus les frontières et à l'inverse de ce qui existe pour les fusions, aucune législation des sociétés, dans aucun Etat Membre, ne contient d'entraves sérieuses à l'utilisation de ces procédés. Ce n'est pas dire toutefois que ces mécanismes échappent complètement aux difficultés juridiques : ces prises de participations et contrats d'entreprises intracommunautaires soulèvent notamment des problèmes classiques mais difficiles à résoudre de conflits de lois.

On pourrait concevoir la solution de ces problèmes au niveau des législations nationales : n'existe-t-il pas actuellement en Belgique un avant-projet de loi sur les sociétés anonymes qui contient des dispositions relatives à la fusion internationale ?

En fait, il n'y a pas lieu de se réjouir d'initiatives nationales de cette sorte : des législations nationales récentes, réglant unilatéralement le problème, bien entendu dans des sens différents, risqueraient de cristalliser des positions divergentes et de nuire à la recherche d'une solution qui doit être uniforme pour être efficace. A la réflexion, il semble en effet indiscutable qu'une solution satisfaisante ne puisse être trouvée qu'au niveau communautaire.

Sur le plan communautaire :

L'action se situe sur trois plans différents :

a) Coordination des législations nationales.

Cette coordination concerne spécialement à l'heure actuelle le droit qui régit les fusions internes. Si cette coordination des législations des Etats Membres n'est pas suffisante à elle seule pour régler tous les problèmes, elle est cependant nécessaire, en particulier pour faciliter les négociations des conventions internationales qui constituent le deuxième volant de l'action communautaire.

b) Elaboration de conventions internationales.

Se fondant sur l'article 220 du Traité instituant la CEE, la Communauté prépare une convention sur la fusion internationale. La question se pose de savoir s'il conviendrait d'élaborer une autre convention concernant les procédés de concentration autres que la fusion.

c) Création d'une Société de type européen.

Il va de soi que l'existence d'une société de type européen faciliterait les concentrations d'entreprises qui auraient adopté ce statut, mais allant plus loin, certains voudraient limiter la fusion internationale au cas où la société absorbante ou nouvellement créée serait une société de type européen.

Pareille conception ne semble-t-elle pas injustement restrictive ?

3° Les concentrations internationales dans le cadre de la Communauté européenne et le droit fiscal (4).

Si les difficultés tenant au droit de la concurrence ou au droit des sociétés ne constituent pas à l'heure présente

un obstacle infranchissable à certaines formes au moins de concentrations intracommunautaires, il n'en est pas de même des difficultés tenant au droit fiscal.

Les rapports nationaux qui ont traité des différents régimes fiscaux applicables aux concentrations internes, ont tous souligné que des dispositions fiscales avantageuses avaient été adoptées dans les Etats Membres afin de les faciliter ou même les encourager. Aucune dispositions analogues n'ont été adoptées sur le plan international et les concentrations intracommunautaires se heurtent toujours à des obstacles majeurs.

En ce qui concerne les fusions intracommunautaires, l'obstacle principal réside dans l'imposition des plus-values dégagées à cette occasion. Dans l'état actuel du droit positif, la Société absorbante doit acquitter immédiatement et en totalité l'impôt sur les plus-values, charge parfois insupportable pour une entreprise, alors que la plupart des législations internes prévoient des reports d'échéances dans le cas de fusions internes.

En ce qui concerne les prises de participations au-delà des frontières, les modalités fiscales de transferts de dividendes constituent la difficulté essentielle dans la mesure où ces transferts de dividendes peuvent donner lieu à une double ou même à une triple imposition.

Il est vrai qu'il existe déjà en ce domaine des conventions de double imposition qui règlent bilatéralement ce problème entre les Etats Membres. Toutefois, les solutions préconisées par ces conventions sont fragmentaires, divergentes et instituent parfois des mécanismes compliqués. C'est au niveau communautaire qu'il convient ici aussi de trouver une solution. La Communauté s'est d'ailleurs penchée sur ces questions difficiles.

Par décisions du 5 avril 1960 la Commission de la CEE a créé un Comité fiscal et financier (dit Comité Neumark) qui, dans son rapport a fixé les grandes lignes de l'action communautaire à entreprendre dans ce domaine. En outre, la Communauté a mis sur pied un programme détaillé des harmonisations fiscales nécessaires. On peut enfin se demander si la création d'une société de type européen serait susceptible de constituer l'un des éléments d'une solution satisfaisante aux problèmes fiscaux que posent les concentrations d'entreprise intracommunautaires. Selon M. Van Hoorn, il semble bien que non : la création d'une société de type européen n'apporterait aucun allègement fiscal aux fusions intracommunautaires, dans la mesure où cette société tomberait automatiquement sous le coup de la législation fiscale de l'Etat Membre où elle aurait installé son siège. N'aurait-elle pas alors la tentation d'installer son siège social en fonction de considérations fiscales et non pas sur la base de considérations économiques ?

**

L'étude des difficultés qui s'opposent à l'heure actuelle aux concentrations intra-communautaires montre à suffisance combien l'intégration économique est encore loin de se réaliser. Toutefois, comme l'a souligné M. Gaudet, Directeur Général des services juridiques des Communautés Européennes, la solution à ces problèmes n'est pas juridique, elle est avant tout politique. Il faut que les Etats Membres choisissent au niveau des grandes options politiques si oui ou non ils acceptent de s'engager dans la voie des concentrations d'entreprises intracommunautaires, voie qui resserrerait inéluctablement les liens économiques entre les Etats Membres et ferait avancer l'intégration.

(4) Les rapports nationaux ont été rédigés par le Dr Rudolf Ihrl de Dusseldorf pour l'Allemagne, par M. Krings professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Bruxelles pour la Belgique, par M. Courtois, avocat à la Cour de Paris, pour la France, par M. Antonio Pedone pour l'Italie, par M. Van Soest, professeur à l'Université d'Amsterdam pour les Pays-Bas. Le rapport général est l'œuvre de M. Van Hoorn, directeur du Bureau International de Documentation Fiscale d'Amsterdam.

Lorsque la décision sera prise au niveau des gouvernements, alors les juristes se mettront à l'œuvre et trouveront les techniques adaptées à la volonté politique qui les guide.

Pour terminer ce compte rendu, on ne saurait trop féliciter les organisateurs de ce Congrès et tout spécialement

le Dr Selvaggi, président de la section italienne des Juristes Européens, pour la haute tenue intellectuelle de ce colloque, pour le cadre merveilleux où se sont déroulées les séances de travail ainsi que pour l'accueil chaleureux qui a été réservé aux congressistes.

Colette MEGRET.

VERS UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE EUROPÉENNE

L'Institut d'Etudes européennes de l'Université de Bruxelles a réuni les 24 et 25 octobre 1968 un groupe d'universitaires, d'hommes d'affaires et de fonctionnaires communautaires pour un échange d'idées sur la politique industrielle de la Communauté européenne.

Le but du colloque était de définir une politique industrielle européenne et de préciser les moyens nécessaires à sa réalisation ainsi que d'étudier les obstacles qui s'y opposent. L'accent a été mis sur la création de l'Europe à travers les entreprises dont les initiatives et agissements paraissent plus constructifs que l'attitude souvent passive des pouvoirs publics nationaux et communautaires.

Après le discours d'ouverture prononcé par M. W. J. GANSHOF Van Der MEERSCH, président de l'Institut, et un exposé introductif de M. P. DE GROOTE, professeur à l'Université de Bruxelles, président du colloque, on étudia le problème de « la création d'entreprises à l'échelle européenne ». M. P. Van OMMEFLAGHE, professeur à l'Université de Bruxelles, a fait l'inventaire des obstacles juridiques s'opposant à la concentration des entreprises et indiqué les solutions au niveau communautaire. Les divergences dans les législations nationales tant en ce qui concerne le principe même de la fusion internationale que les techniques relatives à cette opération constituent des entraves non négligeables. La solution serait d'harmoniser les droits internes des fusions et, sur la base du droit commun ainsi dégagé, de conclure une convention sur les fusions internationales. Avec ces instruments une politique de concentration pourrait être poursuivie sans attendre l'harmonisation des droits des sociétés en général ou la création d'une société de type européen, toutes deux souhaitables mais non réalisables dans l'immédiat. Ce sont les différences en droit fiscal, particulièrement en matière d'impôts sur les revenus, qui constituent l'obstacle majeur à la fusion des entreprises. La solution d'harmonisation s'impose mais elle est très délicate à réaliser. Enfin, bien que les instruments créés par le traité de Rome soient réduits, c'est sur le plan du droit de la concurrence que la Communauté est la mieux armée afin de contrôler la légitimité des fusions.

M. A. BEKEN, administrateur du groupe Gevaert-Agfa, dans un exposé très vivant, a illustré par un exemple concret les difficultés juridiques et psychologiques que rencontrent deux sociétés qui désirent unir leurs activités.

S'attaquant au mythe de gigantisme qui s'est développé en Europe après la seconde guerre mondiale, M. L. GINGEMBRE, délégué général de la Confédération des petites et moyennes entreprises, a fait l'apologie des entreprises qu'il représente, exposant, avec une série d'arguments à l'appui, qu'elles constituent des éléments de promotion indispensables au progrès économiques et à l'épanouissement de l'individu.

La matière traitée ensuite était celle de la recherche scientifique et des investissements.

M. K. PAVITT, membre du secrétariat général de l'O.C.D.E., exposa l'importance de la recherche et des innovations technologiques dans une économie moderne. L'orateur a souligné le fait que la compétitivité est fonction de la productivité du travail et du capital, mais surtout de la capacité du chef d'entreprise et de son équipe de développer la production d'un produit nouveau au bon moment.

Les performances peu spectaculaires réalisées en technologie en Europe depuis 1945 n'ont pas eu d'effets néfastes sur le taux de croissance de l'économie à cause de la rapide diffusion des innovations faites aux Etats-Unis, qu'elles soient importées par les investissements à l'étranger, le commerce extérieur ou l'octroi de licences.

Cependant, comme depuis 1945, l'Europe occidentale n'est plus le berceau des innovations et que l'existence de petits Etats séparés ne contribue certes pas à reconquérir cette position, une coopération entre Etats est nécessaire ainsi que l'adoption d'une politique de choix relatifs aux secteurs où la recherche sera la plus profitable.

M. J. DEFAY, chef du service des études au Conseil national de la politique scientifique, abordant le même problème, a regretté le peu d'initiative dont fait preuve le gouvernement belge en vue de remodeler la structure industrielle dominée par des industries de première génération.

Ce sont les investissements étrangers qui se font dans les secteurs de pointe, les entreprises américaines ayant trouvé en Europe une main d'œuvre scientifique et technique abondante et moins chère, des capitaux ainsi qu'un marché avide de produits nouveaux. Comme solution, M. DEFAY a préconisé la création de consortiums pour les secteurs de technologie avancée. Ces consortiums distribueraient les contrats de recherche et développement et réuniraient les commandes des différents Etats.

La concurrence resterait assurée grâce au stimulant provoqué par l'implantation des firmes américaines.

M. H. VERDIN, chef du service Recrutement-Sélection-Formation de la société Solvay, a montré l'importance des cadres dans les entreprises de dimension européenne. Ceux-ci étant fort rares sur le marché, des efforts doivent être entrepris tant par les entreprises que les universités.

Le second thème examiné à ce colloque était relatif aux secteurs en déclin et aux problèmes sociaux qu'ils engendrent. M. A. DELOURME, secrétaire général adjoint de la Fédération générale du Travail en Belgique, décrit la situation de l'industrie textile en Belgique, en la situant dans le cadre du Marché Commun. Bien qu'à l'intérieur de cette industrie certains secteurs progressent favorablement,

la contraction relative créera, sur le plan global, une réduction de l'emploi. Afin d'empêcher un chômage structurel dans les régions où l'industrie textile est concentrée, il faut favoriser et planifier la reconversion et poursuivre une politique européenne active de formation et de réadaptation des travailleurs.

Le déclin de l'industrie charbonnière suscite également des problèmes brûlants de reconversion et de reclassement, rendus particulièrement délicats en raison de la résistance des ouvriers mineurs devant les mesures de réadaptation. M. EVALENKO, président du Directoire de l'Industrie charbonnière, insista sur le fait que ces difficultés d'ordre social ne peuvent être résolues par l'improvisation mais qu'il faut organiser une régression ordonnée avec la collaboration des travailleurs.

Le problème économique de la sécurité des approvisionnements a été soulevé pendant le débat, M. Evalenko préconisant la diversification des différentes sources d'énergie plutôt que le maintien d'un noyau de production nationale de charbon non rentable.

Le thème suivant du colloque portait sur les **réglementations en tant qu'obstacle à l'eupéanisation**. Sous ce titre provoquant, les organisateurs ont voulu évoquer les problèmes de l'industrie alimentaire.

M. J. VANDER POORTEN, administrateur délégué de la Fédération belge des industries agricoles et alimentaires, M. J. RICHEL, secrétaire du Bureau européen des Unions de Consommateurs, et M. E. GAERNER, administrateur principal à la Direction générale de l'Agriculture de la Commission des Communautés européennes exposèrent respectivement leur point de vue.

L'activité de la Commission de la Communauté consiste à harmoniser les législations concernant les denrées alimentaires afin de favoriser la libre circulation de ces produits. Cependant, tant les industriels, que les consommateurs, déplorent la méthode pragmatique de la Commission, la lenteur avec laquelle ces travaux sont menés à cause de la procédure très lourde en vigueur au sein de la Communauté, ainsi que le faible pourcentage de produits concernés. Ceci explique que les Etats du Benelux ont élaboré parallèlement une procédure favorisant le libre échange des produits alimentaires et agricoles, qui est certes imparfaite, mais à l'avantage de pouvoir être appliquée rapidement.

Les problèmes régionaux considérés sous l'aspect du **déplacement des pôles industriels**, en l'occurrence la sidérurgie, furent examinés par M. P. MAILLET, directeur à la direction générale « Recherche générale et technologie » de la Commission des Communautés européennes. Après avoir tracé l'évolution passée et présente de la localisation de la sidérurgie, M. MAILLET a posé la question de savoir si l'Europe doit continuer à développer ses capacités de production, de façon à être capable d'exporter une part appréciable de sa production ou si elle

doit s'acheminer vers une situation où la production européenne ne couvrirait que les besoins internes. Des décisions rationnelles ne pouvant être prises qu'après comparaison des avantages relatifs de diverses activités industrielles dans la compétition internationale, M. P. MAILLET a souligné la nécessité d'étudier l'avenir de la sidérurgie dans le cadre d'une stratégie globale du développement technologique à long terme. A son avis, une réorientation de l'activité sidérurgique de la Communauté vers la fabrication de produits de plus en plus élaborés est souhaitable.

Les orateurs précédents ayant, à plusieurs reprises, souligné l'opportunité d'une **programmation européenne à l'échelle nationale et communautaire**, M. M. ALBERT, directeur à la Direction générale des Affaires économiques et financières de la Commission des Communautés européennes, a parlé de la politique économique à moyen terme de la Communauté, qui s'est traduite par l'adoption d'un premier programme. Un second est en cours d'élaboration.

Des plans quinquennaux, établis par le Comité de politique économique à moyen terme, et adoptés par le Conseil et par les gouvernements, contiennent des projections relatives aux principales grandeurs économiques pour la période, mais aussi des orientations précises dans des domaines plus particuliers comme celui de l'emploi.

M. ALBERT a souligné l'apport positif du Comité en insistant sur le fait qu'une réflexion au niveau communautaire sur des principes aussi essentiels que ceux conduisant la politique économique est un résultat non négligeable.

Enfin, Mme J. POELMANS, professeur à l'Université et directeur des recherches économiques à l'Institut d'Etudes européennes, s'est penchée sur les aides que les Etats accordent aux différents secteurs de l'économie. Une analyse statique ayant relevé que les subventions et transferts sont pour une part prépondérante dirigés vers les entreprises les moins rentables d'un pays, une réorientation de l'utilisation des deniers publics semble indispensable.

Puisqu'il s'agit ici d'un instrument de politique économique particulièrement flexible et pouvant être appliqué avec une grande sélectivité, Mme POELMANS a suggéré que lors de l'établissement des budgets ou des demandes de fonds, une étude coût-bénéfice de l'opération soit faite afin de répartir les sommes de manière à favoriser un développement optimum de l'économie.

Le colloque s'est achevé par quelques commentaires prononcés par M. P. DE GROOTE. La dimension du problème rend délicates des conclusions concrètes. Grâce à ce colloque on a pu, toutefois, récolter des matériaux nous permettant de réfléchir de façon plus précise et plus féconde sur le problème de la politique industrielle européenne.

C. DELEPIERRE, M. LISEIN.

AU JOURNAL OFFICIEL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(Dépouillement du « Journal Officiel », numéro L 265 du 29 octobre 1968 au numéro L 295 du 7 décembre 1968)

CONSEIL

REGLEMENTS.

Règlement (C.E.E.) n° 1703/68 du Conseil, du 29 octobre 1968, relatif au montant forfaitaire pour l'huile d'olive n'ayant pas subi un processus de raffinage, entièrement obtenue en Grèce et transportée directement de ce pays dans la Communauté (266, p. 1).

Règlement (C.E.E.) n° 1704/68 du Conseil, du 29 octobre 1968, portant conclusion et exécution d'un arrangement entre la Communauté et la Suisse en vue de maintenir provisoirement des droits de douane réduits sur certains tissus (266, p. 2).

Règlement (C.E.E.) n° 1705/68 du Conseil, du 30 octobre 1968, abrogeant la limitation de la durée de validité du règlement n° 213/67/C.E.E. établissant la liste des marchés représentatifs pour le secteur de la viande de porc dans la Communauté (267, p. 1).

Règlement (C.E.E.) n° 1706/68 du Conseil, du 30 octobre 1968, fixant le prix de base et la qualité type du porc abattu pour la période du 1^{er} novembre 1968 au 31 octobre 1969 (267, p. 2).

Règlement (C.E.E.) n° 1707/68 du Conseil, du 30 octobre 1968, fixant le prix de base et le prix d'achat pour les choux-fleurs pour la période du 1^{er} novembre au 31 décembre 1968 (267, p. 3).

Règlement (C.E.E.) n° 1717/68 du Conseil, du 30 octobre 1968, prorogeant la durée de validité du règlement n° 754/67/C.E.E. relatif à l'aide pour l'huile d'olive (268, p. 1).

Règlement (C.E.E.) n° 1719/68 du Conseil, du 30 octobre 1968, fixant les prix indicatifs, le prix d'intervention et le prix de seuil pour l'huile d'olive, pour la campagne de commercialisation 1968/1969 (268, p. 2).

Règlement (C.E.E., Euratom, C.E.C.A.) n° 1748/68 du Conseil, du 29 octobre 1968, modifiant les coefficients correcteurs dont sont affectées les rémunérations et les pensions des fonctionnaires (269, p. 1).

Règlement (C.E.E., Euratom, C.E.C.A.) n° 1749/68 du Conseil, du 26 octobre 1968, prorogeant la période d'attribution de l'indemnité forfaitaire temporaire visée à l'article 4 bis de l'annexe VII du statut des fonctionnaires (269, p. 2).

Règlement (C.E.E.) n° 1754/68 du Conseil, du 5 novembre 1968, portant suspension totale et temporaire du droit autonome du tarif douanier commun sur les peaux d'ovins, préparées, autres que celles des n° 41.06 à 41.08 inclus, autres peaux, simplement tannées de la sous-position 41.03 B I (270, p. 1).

Règlement (C.E.E.) n° 1755/68 du Conseil, du 5 novembre 1968, modifiant le règlement n° 973/67/C.E.E. en ce qui concerne la désignation tarifaire des agrumes originaires et en provenance de Turquie (270, p. 2).

Règlement (C.E.E.) n° 1756/68 du Conseil, du 5 novembre 1968, modifiant le règlement (C.E.E.) n° 253/68 en ce qui concerne la désignation tarifaire des agrumes originaires et en provenance de Turquie (270, p. 3).

Règlement (C.E.E.) n° 1837/68 du Conseil, du 19 novembre 1968, portant suspension partielle et temporaire du droit autonome du tarif douanier commun sur l'acrylonitrile manomère de la position ex 29.27 (281, p. 1).

Règlement (C.E.E.) n° 1873/68 du Conseil, du 5 novembre 1968, prorogeant la validité de la note complémentaire du chapitre 58 du tarif douanier commun (287, p. 1).

Règlement (C.E.E.) n° 1874/68 du Conseil, du 26 novembre 1968 portant ouverture, répartition et mode de gestion du contingent tarifaire communautaire de raisins secs, de la sous-position 08.04 B du tarif douanier commun, présentés en emballages immédiats d'un contenu net inférieur ou égal à 15 kg (287, p. 2).

Règlement (C.E.E.) n° 1875/68 du Conseil, du 26 novembre 1968, relatif à l'écoulement de produits du secteur de la viande de porc ayant fait l'objet de mesures d'intervention particulières (287, p. 4).

Règlement (C.E.E.) n° 1876/68 du Conseil, du 26 novembre 1968, complétant le règlement (C.E.E.) n° 1042/68 fixant le prix de base et le prix d'achat pour les pommes (287, p. 5).

Règlement (C.E.E.) n° 1877/68 du Conseil, du 26 novembre 1968, fixant le prix de base et le prix d'achat pour les mandarines (287, p. 6).

Règlement (C.E.E.) n° 1878/68 du Conseil, du 26 novembre 1968, fixant le prix de base et le prix d'achat pour les oranges douces (287, p. 7).

Règlement (C.E.E.) n° 1892/68 du Conseil, du 26 novembre 1968, portant dispositions complémentaires concernant le financement de la politique agricole commune dans le secteur du sucre (289, p. 1).

Règlement (C.E.E.) n° 1898/68 du Conseil du 26 novembre 1968, établissant les mesures affectant les quotas de base pour le sucre en cas de fusion ou d'aliénation d'entreprises et en cas d'aliénation ou de location d'usines (289, p. 2).

Règlement (C.E.E.) n° 1899/68 du Conseil, du 26 novembre 1968, relatif à l'organisation d'une enquête sur les salaires dans l'industrie, y compris la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau (289, p. 4).

Rectificatifs.

Rectificatif au règlement (C.E.E.) n° 1612/68 du Conseil, du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (« J. O. », n° L. 257 du 19.10.1968) (295, p. 12).

COMMISSIONS**REGLEMENTS.**

Règlement (C.E.E.) n° 1696/68 de la Commission, du 28 octobre 1968, modifiant le règlement n° 91/66/C.E.E. relatif à la sélection des exploitations comptables en vue de la constatation des revenus dans les exploitations agricoles (266, p. 4).

Règlement (C.E.E.) n° 1697/68 de la Commission, du 28 octobre 1968, portant modification du règlement n° 91/66/C.E.E. relatif à la sélection des exploitations comptables en vue de la constatation des revenus dans les exploitations agricoles (266, p. 7).

Règlement (C.E.E.) n° 1708/68 de la Commission, du 30 octobre 1968, modifiant le règlement (C.E.E.) n° 1164/68 de la Commission relatif aux coefficients d'adaptation à appliquer au prix d'achat pour les pommes (267, p. 5).

Règlement (C.E.E.) n° 1741/68 de la Commission, du 30 octobre 1968, arrêtant des mesures d'intervention pour l'ensemble de la Communauté dans le secteur de la viande bovine (268, p. 47).

Règlement (C.E.E.) n° 1743/68 de la Commission, du 31 octobre 1968, fixant les coefficients d'adaptation à appliquer au prix d'achat prévu pour les choux-fleurs par le règlement (C.E.E.) n° 1707/68 du Conseil (268, p. 53).

Règlement (C.E.E.) n° 1744/68 de la Commission, du 31 octobre 1968, modifiant le règlement n° 172/66/C.E.E. de la Commission portant fixation des coefficients d'équivalence pour l'huile d'olive (268, p. 54).

Règlement (C.E.E.) n° 1745/68 de la Commission, du 31 octobre 1968, modifiant le règlement n° 173/66/C.E.E. en ce qui concerne la détermination du prix caf et du prix franco frontière des huiles d'olive n'ayant pas subi un processus de raffinage (268, p. 56).

Règlement (C.E.E.) n° 1746/68 de la Commission, du 31 octobre 1968, modifiant le règlement n° 380/67/C.E.E. relatif aux modalités concernant l'aide pour l'huile d'olive (268, p. 57).

Règlement (C.E.E.) n° 1767/68 de la Commission, du 6 novembre 1968, relatif au régime des prix minima à l'exportation vers les pays tiers des bulbes, oignons et tubercules à fleurs (271, p. 7).

Règlement (C.E.E.) n° 1786/68 de la Commission, du 8 novembre 1968, autorisant les Etats membres à prendre des mesures dérogatoires à certains critères des normes de qualité applicables aux exportations vers les pays tiers des bulbes, oignons et tubercules à fleurs (273, p. 7).

Règlement (C.E.E.) n° 1787/68 de la Commission, du 8 novembre 1968, portant exemption partielle du prélè-

vement sur certaines quantités de cossettes séchées (273, p. 8).

Règlement (C.E.E.) n° 1788/68 de la Commission, du 8 novembre 1968, modifiant le règlement (C.E.E.) n° 457/68 en ce qui concerne la quantité définitive excédentaire de sucre italien à exporter (273, p. 10).

Règlement (C.E.E.) n° 1789/68 de la Commission, du 8 novembre 1968, fixant la somme des quantités à reporter à la campagne sucrière 1968/1969 (273, p. 11).

Règlement (C.E.E.) n° 1801/68 de la Commission, du 12 novembre 1968, modifiant le règlement n° 901/67/C.E.E. relatif au régime de préfixation de la restitution pour certaines exportations de graines oléagineuses (273, p. 6).

Règlement (C.E.E.) n° 1802/68 de la Commission, du 12 novembre 1968, relatif à certaines dispositions concernant les mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine (273, p. 7).

Règlement (C.E.E.) n° 1832/68 de la Commission, du 15 novembre 1968, relatif à la qualité du froment dur pouvant être pris en charge par l'organisme d'intervention en France pour la campagne 1968/1969 (L 279, p. 8).

Règlement (C.E.E.) n° 1849/68 de la Commission, du 20 novembre 1968, relatif à la vente par adjudication des produits ayant fait l'objet de mesures d'intervention dans le secteur de la viande de porc (282, p. 7).

Règlement (C.E.E.) n° 1769/68 de la Commission, du 6 novembre 1968, relatif aux frais de transport aérien à incorporer dans la valeur en douane (285, p. 1).

ANNEXE.

Frais de transport aérien à incorporer dans la valeur en douane	2
Pourcentage des frais de transport aérien à incorporer dans la valeur en douane :	
Liste I (Allemagne)	3
Liste II (Benelux)	13
Liste III (France)	23
Liste IV (Italie)	33

Règlement (C.E.E.) n° 1880/68 de la Commission, du 26 novembre 1968, relatif à une adjudication pour l'écoulement de beurre de stock détenu par l'organisme d'intervention français (287, p. 10).

Règlement (C.E.E.) n° 1894/68 de la Commission, du 27 novembre 1968, relatif aux déclarations des superficies utilisées pour la production de matériels de multiplication végétative de la vigne (288, p. 10).

Règlement (C.E.E.) n° 1895/68 de la Commission, du 27 novembre 1968, portant modification de la liste des entrepôts agréés pour le stockage de lait écrémé en poudre pendant la campagne laitière 1968/1969 figurant à l'annexe du règlement (C.E.E.) n° 1403/68 (288, p. 13).

Règlement (C.E.E.) n° 1896/68 de la Commission, du 27 novembre 1968, modifiant le règlement n° 785/67/C.E.E. relatif aux modalités d'achat de l'huile d'olive par les organismes d'intervention (288, p. 16).

Règlement (C.E.E.) n° 1897/68 de la Commission, du 27 novembre 1968, relatif à l'extension en France des mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine (288, p. 17).

Règlement (C.E.E.) n° 1947/68 de la Commission, du 2 décembre 1968, modifiant le règlement n° 118/66/C.E.E. relatif à la fiche d'exploitation du réseau d'information comptable agricole (291, p. 6).

Règlement (C.E.E.) n° 1960/68 de la Commission, du 4 décembre 1968, portant modification du règlement (C.E.E.) n° 1105/68 en ce qui concerne les modalités d'octroi des aides pour le lait écrémé destiné à l'alimentation des animaux soumis à un contrôle administratif (293, p. 7).

Règlement (C.E.E.) n° 1961/68 de la Commission, du 4 décembre 1968, modifiant le règlement (C.E.E.) n° 1306/68 relatif à la vente du beurre de stock public (293, p. 7).

Règlement (C.E.E.) n° 1962/68 de la Commission, du 4 décembre 1968, modifiant le règlement (C.E.E.) n° 1354/68 relatif à la vente à prix réduit de beurre de stock public à des industries transformatrices (293, p. 8).

Règlement (C.E.E.) n° 1974/68 de la Commission, du 5 décembre 1968, complétant le règlement n° 473/67/C.E.E. relatif aux certificats d'importation et d'exportation dans le secteur des céréales et du riz (294, p. 23).

Règlement (C.E.E.) n° 1977/68 de la Commission, du 5 décembre 1968, relatif à la vente à l'armée et aux unités assimilées de beurre à prix réduit (295, p. 1).

DECISIONS

Décision n° 68/392/C.E.E. de la Commission, du 14 novembre 1968, autorisant la France et l'Italie à procéder à des adjudications pour l'exportation de mélasse de betteraves (L 279, p. 9).

Décision n° 68/393/C.E.E. de la Commission, du 16 octobre 1968, relative au concours du F.E.O.G.A., section orientation, au titre de l'article 12 du règlement n° 159/66/C.E.E. (281, p. 12).

Décision n° 68/394/C.E.E. de la Commission, du 21 octobre 1968, autorisant la France et la Belgique à accorder des aides au stockage privé de certains fromages (281, p. 13).

Décision n° 68/397/C.E.E. de la Commission, du 30 octobre 1968, relative au recours des pays du Benelux à l'article 115 alinéa 1 du traité pour exclure du traitement communautaire certains carreaux de pavement ou de revêtement originaires du Japon et mis en libre pratique dans les autres Etats membres (281, p. 16).

Décision n° 68/398/C.E.E. de la Commission, du 31 octobre 1968, relative à la fixation du prix minimum du beurre pour l'adjudication visée au règlement (C.E.E.) n° 1593/68 (281, p. 17).

Décision n° 68/404/C.E.E. de la Commission, du 18 novembre 1968, portant augmentation du volume du contingent tarifaire octroyé au royaume des Pays-Bas pour les harengs frais, réfrigérés ou congelés, destinés à la transformation (position tarifaire ex 03.01 B 1 a) 2 aa) (286, p. 7).

Décision n° 48/405/C.E.E. de la Commission, du 20 novembre 1968, relative à la fin des mesures d'intervention pour les « Ochsen A » dans la région I en république fédérale d'Allemagne (286, p. 8).

Décision n° 68/406/C.E.E. de la Commission, du 4 décembre 1968, autorisant la République française à prendre certaines mesures de sauvegarde conformément à l'article 108 paragraphe 3 du traité (295, p. 10).

RECOMMANDATIONS

Recommandation n° 68/400/C.E.E. de la Commission, du 7 novembre 1968, modifiant la recommandation du 21 décembre 1967 adressée aux Etats membres en vertu des articles 115 et 155 au sujet du régime d'exportation à appliquer vers les pays tiers pour certains déchets et cendres de métaux non ferreux et des méthodes de coopération administrative entre les Etats membres (281, p. 21).

BIBLIOGRAPHIE

La competenza pregiudiziale della Corte di Giustizia delle Comunità Europee. (La compétence préjudicielle de la Cour de Justice des Communautés Européennes), par Roberto SOCINI, Milan, Giuffrè, 1967, 234 pages.

Contenu : Les 11 chapitres sont consacrés respectivement : 1) à la nature de l'ordre juridique communautaire et de la Cour de Justice des Communautés Européennes, 2) aux notions de question préjudicielle et de compétence préjudicielle en général, ce qui permet à l'auteur de comparer la Cour de Luxembourg avec les Cours constitutionnelles allemande et italienne, 3) à la compétence préjudicielle que la Cour exerce dans le cadre du Traité C.E.C.A., 4) à celle qu'elle exerce dans le cadre des Traités C.E.E. et C.E.E.A., 5) aux problèmes qui se posent au juge interne

pour le renvoi à la Cour, 6) à la procédure à suivre devant la Cour, 7) aux effets des arrêts rendus à titre préjudiciel, 8) à l'application des arrêts rendus à titre préjudiciel de la part du juge interne, 9) à la nature juridique de la Cour dans l'exercice de sa compétence préjudicielle, 10) à l'examen de la jurisprudence, 11) aux conclusions et aux propositions de réforme.

Observations : Pendant l'année 1967, 24 recours préjudiciels ont été examinés par la Cour de Justice des Communautés Européennes (1). Ce nombre dépasse celui des arrêts rendus à titre préjudiciel depuis la création de la Cour (1952) jusqu'en 1966. Les affaires de 1967 provenaient de tous les Etats membres, sauf de l'Italie. A défaut de litiges ce pays soumet à l'attention de tous ceux qui s'inté-

ressent au droit communautaire un ouvrage consacré à cette compétence spéciale de la Cour de Luxembourg dû à la plume de M. Socini.

Aux termes de l'article 177 du Traité de Rome, on le sait, les juridictions nationales de dernière instance sont obligées (alors que les autres juridictions en ont la faculté) de soumettre à la Cour de Luxembourg les questions d'interprétation du Traité et de validité et d'interprétation des actes des Institutions communautaires, lorsqu'une décision sur ces questions est nécessaire pour trancher les affaires qui se posent devant elles.

Si l'article 177 est assez clair, plusieurs problèmes se posent cependant pour son application et l'auteur en fait une exposition systématique. Le renvoi à la Cour de Luxembourg doit-il être demandé par une des parties au litige ou peut-il être décidé d'office ? Bien que la lettre de l'article 177 fasse pencher pour la première solution, l'auteur exprime sa préférence pour la deuxième en faisant valoir à juste titre que, si le renvoi n'était pas considéré d'ordre public, on n'aboutirait pas au résultat voulu, à savoir que le Traité soit interprété partout et toujours de manière uniforme.

L'obligation à la charge des juridictions de dernière instance de se dessaisir en faveur de la Cour de Luxembourg subsiste-t-elle dans les procédures d'urgence ? Et *quid* lorsqu'il s'agit d'un texte clair qui n'a aucun besoin d'être interprété ? *Quid* encore au cas où la Cour se serait déjà prononcée sur une question identique ? Quant à la première question l'auteur souligne la difficulté de parvenir à une définition uniforme des « procédures d'urgence » dans les six Etats et ne voit pas en outre de raison contraignante pour qu'il soit dérogé pour ces procédures à l'article 177. Il exprime également des doutes sérieux quant à l'acceptation de la théorie de l'acte clair. Quant à la troisième question elle aurait été réglée par la Cour dans le sens qu'il y aurait dans ce cas-là une faculté et non pas une obligation.

Ceci nous amène au problème plus général et encore plus important des effets des arrêts rendus par la Cour à titre préjudiciel : ces arrêts ont-ils un effet relatif (limité aux parties) ou valent-ils *erga omnes* ? L'auteur traite de ce problème dans un chapitre remarquable, où les différentes opinions sont exposées clairement avec leurs avantages et leurs inconvénients. On peut cependant se demander si l'auteur n'aurait eu avantage à distinguer deux questions qu'il semble considérer comme étant une seule : d'une part la question de savoir si une décision déterminée *dans son dispositif* s'applique seulement au litige dont il est question ou doit avoir des effets ultérieurs, de l'autre la question de la valeur des précédents qui, elle, concerne la *ratio decidendi* et non pas le dispositif.

M. Socini ne manque pas d'aborder le problème brûlant des interférences possibles entre la compétence préjudicielle de la Cour du Luxembourg et la compétence des Cours constitutionnelles, en particulier de la Cour constitutionnelle d'Italie. Ici aussi on aurait aimé une analyse plus approfondie ; on peut notamment se demander si une distinction ne s'imposait entre la question de la constitutionnalité d'une disposition communautaire et la question de la violation d'une disposition communautaire par une loi interne. Mais l'auteur ne manque pas de verser une contribution impor-

tante au dossier par une interprétation très intéressante de l'article 10 de la Constitution italienne.

Le moindre mérite de M. Socini n'est pas celui d'avoir consacré un long chapitre à la jurisprudence de la Cour et d'avoir rappelé cette jurisprudence tout au long du livre. S'il est vrai, comme le dit l'auteur, que le succès du système prévu par l'article 177 du Traité repose sur la coopération de plus en plus étroite et confiante entre les juges nationaux et les juges de Luxembourg, c'est en effet dans la jurisprudence que l'on peut suivre l'évolution de cette coopération.

Ce goût de la jurisprudence, le style simple et concret de l'auteur, loin des redoutables spéculations d'une certaine doctrine italienne, l'information précise font de ce livre un ouvrage honnête et d'un intérêt certain.

Au terme de son étude l'auteur regrette la réserve des cours supérieures à se dessaisir en faveur de la Cour de Luxembourg. Un an après on peut se réjouir de ce qu'un tel regret soit dépassé par les événements. De l'article du Président de la Cour, cité plus haut, on apprend en effet que parmi les juges s'étant adressés à la Cour de Justice des Communautés on compte désormais la Cour fiscale allemande, le Conseil d'Etat belge et les Cours de Cassation de France et de Luxembourg. Le livre de M. Socini nous rappelle que c'est par la prudence, la sagesse et l'équilibre raffiné de ses décisions que la Cour européenne a gagné la confiance croissante des juridictions nationales.

G. MARENCO.

Rechtsschutz gegenüber der Verwaltung in Deutschland, Frankreich und den Europäischen Gemeinschaften. (La protection juridique vis-à-vis de l'Administration en Allemagne, en France et dans les Communautés Européennes), par Michel FROMONT, Cologne, Carl Heymanns Verlag KG, 1967, 278 pages, prix : DM 29,50 (cahier 26 de la série des sciences juridiques et économiques des Annales Universitatis Saraviensis).

Contenu : 1^{re} partie : La délimitation du droit public vis-à-vis du droit privé par les tribunaux (en France et en Allemagne) (cette partie correspond à la troisième partie de l'étude « La répartition des compétences entre les tribunaux civils et administratifs en droit allemand » que l'auteur a publié en 1960 à la Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris) : Administration d'autorité et administration de gestion, la jurisprudence relative à l'application du droit public de la responsabilité, la répartition des compétences entre tribunaux civils et administratifs, les actes isolés de gestion privée, gestion administrative dans les formes du droit privé, la juridiction administrative : recours pour excès de pouvoir, recours et contentieux de pleine juridiction, annulabilité et inexistence juridique en droit allemand, actes administratifs.

2^e partie : Le contrôle juridictionnel des actes administratifs et réglementaires : Chap. 1^{er} : Contrôle juridictionnel des actes administratifs en Allemagne (étude publiée en français in *Actualité Juridique, Droit Administratif*, 1964, pages 604-612). Chap. 2 : Examen du fait par le juge administratif en France et en Allemagne : l'exactitude matérielle des faits, leur qualification juridique, qualification au regard de la loi et des règlements ainsi qu'au regard de la jurisprudence, rapports entre lois et administration. Chap. 3 : Protection juridictionnelle vis-à-vis des actes administratifs en Allemagne, en France et dans les Commu-

(1) V. l'article du Président de la Cour : LECOURT, Baromètre judiciaire de l'Europe, dans *Le Monde* du 14-15 janvier 1968, p. 7.

nautés Européennes : Conseil d'Etat et Cour de Justice Européenne, possibilités de recours contre des actes administratifs en France, en Allemagne et dans les Communautés Européennes, l'acte administratif individuel respectivement (en droit européen) la décision individuelle, manque de compétence (*ratione temporis, loci et materiae*), vice de forme et de procédure, détournement de pouvoir, violation de la loi et des autres règles de droit, illégalité relative aux motifs de fait.

Observations : Si le droit administratif comparé est — comme le fait remarquer l'auteur, autorité éminente dans ce domaine juridique aussi jeune que dynamique — la discipline qui permet de trouver dans un pays voisin les solutions aux problèmes qui surgissent dans son propre pays, M. Fromont sait également mettre en évidence la qualification de cette discipline comme source du droit européen, tant en ce qui concerne le statut et les règles de procédure de la Cour de justice que la jurisprudence émise par cette juridiction. Comme la version française des œuvres de M. Fromont a facilité aux lecteurs français la compréhension du système allemand de contrôle juridictionnel administratif, le présent ouvrage initie les juristes allemands aux différences et aux points communs de la protection juridique en France et en Allemagne, et ceci toujours dans l'optique du droit européen qui « intègre » continuellement des éléments des deux ordres juridiques. On n'a donc pas besoin de souligner l'utilité de cet ouvrage.

H. P.

Trusts, Cartels et Ententes, Législation et Jurisprudence des principaux pays industriels et de la Communauté Economique Européenne, par Charles CARABIBER, préface de Edgar FAURE, 2^e édition, Paris, 1967, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 298 pages, in-8°, prix : 33,30 F.

Das japanische Kartellrecht. (Le droit japonais des cartels), par Joseph Hiroshi IYORI, B.A., Cologne, Carl Heymanns Verlag KG, 1967, 214 pages, prix : DM 25,50 (cahier 41 du « Forschungsinstitut für Wirtschaftsverfassung und Wettbewerb » de Cologne).

Contenu : M. Carabiber traite la question des concen-

trations et fusions, y compris celle de l'implantation d'industries étrangères, celles des accords de concession exclusive, des cartels et ententes, du contrôle des monopoles (privés) et en examine les aspects législatifs, jurisprudentiels et de pratique administrative dans les pays suivants : Etats membres de la C.E.E., Etats-Unis (y compris le problème de l'application extraterritoriale des lois antitrust) et Suisse.

L'auteur expose ensuite le droit communautaire des ententes, notamment les articles 85 et 86 du Traité de Rome, tel qu'il se présente dans les actes d'application de la Commission et dans la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes et des tribunaux des Etats membres.

L'ouvrage de M. Carabiber comporte en annexe les principaux règlements d'application des articles 85 et 86 du Traité de Rome (Règlement n° 17 de 1962, règlement n° 19/25 concernant les exceptions par catégories, ce dernier assorti d'un commentaire de la commission des pratiques restrictives de la Chambre de Commerce Internationale). L'ouvrage est complété par une bibliographie.

L'étude de M. Carabiber est utilement complétée par la monographie de M. Iyori sur l'histoire, les principes et la pratique du droit antitrust japonais qui comporte en annexe les principaux textes législatifs, réglementaires et une sélection des arrêts rendus en la matière. Parmi les textes législatifs on note en particulier la loi de 1947 sur l'interdiction des monopoles privés et sur la concurrence loyale. Bibliographie anglaise et japonaise.

Observations : A l'époque où l'Europe cherche les justes dimensions pour ses entreprises — le sujet vient d'être discuté au colloque de Paris du 26 au 28 octobre 1967 du Centre Universitaire d'Etudes des Communautés Européennes sur les « Coopérations, Concentrations, Fusions d'Entreprises dans la C.E.E. » — il est fort utile d'avoir une vue d'ensemble des législations et des politiques des principaux pays industrialisés en matière de concurrence et de voir quel rôle ces législations et politiques jouent sur le plan du « concours international » pour la taille optimum des industries, concours pour lequel il paraît certain en Europe que le cadre à trouver doit être celui de la Communauté.

G. B.

LA VIE DES ENTREPRISES

GUIDE D'ACHATS DU PRÊT À PORTER

Diffusé avec la collaboration du Centre National du Commerce Extérieur le « Guide d'achats du prêt à porter » est parrainé par la Fédération Française des Industries du Vêtement Féminin. Cette publication est destinée à promouvoir l'industrie du prêt à porter féminin français à l'étranger. Son sommaire en quatre langues :

français, allemand, anglais et italien doit en assurer une large diffusion internationale.

Le « Guide d'achat du prêt à porter » est édité par l'Officiel Français des Guides d'Achats professionnels, B.P. 108.00, Paris - 8°.

18^e SALON DE L'EMBALLAGE, DU CONDITIONNEMENT ET DE LA PRESENTATION

Le caractère international de cette manifestation a été marqué par la présence de matériels en provenance d'Australie, d'Autriche, de Belgique, du Brésil, du Canada, du Danemark, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne,

de Hollande, d'Italie, du Japon, de Suède, de Suisse et des U.S.A. Les visiteurs étrangers sont venus plus nombreux qu'en 1966 (28 % de plus).

SCHNEIDER R. T.

(Division Electronique Professionnelle)

Cette société porte ses efforts sur le développement de nouveaux modèles dans la gamme des matériels de mesure numérique. L'appareil de base est le multimètre « Digitest » qui est produit depuis 18 mois en série.

Un accord de distribution a été conclu entre Schneider et la firme japonaise Yamatake. Celui-ci prévoit plus de 2 millions de francs d'exportation pour la première année contractuelle.

SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION

Le 3^e Salon International de l'Alimentation a eu lieu du 27 octobre au 4 novembre 1968 au Palais du C.N.I.T. Il a occupé une superficie totale de 53 000 m² affectés à peu près par moitié à la présentation des produits français et étrangers. La France comptait 1 300 exposants dans 378 stands et l'étranger 1 200 exposants répartis entre 34 pavillons, 16 firmes individuelles et 25 importateurs.

Nous avons noté :

1) L'importance prise en Europe par l'industrie alimentaire de surgélation.

2) Les micro-ondes dans l'Industrie alimentaire.

Thomson-Brandt et C.S.T. en cours de concentration ont présenté pour la première fois en commun, les réalisations obtenues dans le domaine du chauffage par micro-

ondes, utilisant des tubes électroniques du type magnétron fonctionnant en régime continu.

Ce mode de chauffage consiste à exposer les aliments dans un champ électro-magnétique très intense qui les chauffe « dans la masse ». De ce fait, l'échauffement est très rapide n'étant pas tributaire du temps de conduction nécessaire à la propagation de la chaleur comme dans les procédés conventionnels.

Cette activité a été développée plus particulièrement au sein du Groupement des Tubes Electroniques de la C.S.F. qui, après son regroupement avec celle de Thomson, comptera plus de 2 200 personnes dont plus de 200 ingénieurs.

Le nouveau groupe prend désormais la première place en Europe dans le domaine des tubes électroniques professionnels et se situe parmi les tout premiers sur le plan mondial.

CAHIERS DE L'INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉTUDES SOCIALES

Publication trimestrielle (cahier n° 6)

VIENT DE PARAÎTRE

LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET L'INFLATION

Compte rendu du Colloque de Genève organisé par l'Institut International d'Etudes Sociales
sous la présidence de M. Pierre MASSE

Préface, par Robert W. COX.

Auteurs de communications et participants.

Introduction, par A. D. SMITH.

I. — La portée du Colloque, par Pierre MASSE.

II. — Les aspects macro-économiques de la politique des revenus, par C. T. SAUNDERS.

III. — Fin des principes directeurs aux Etats-Unis, par Nat. WEINBERG.

IV. — Quelques mécanismes des substitutions à l'inflation salariale, par le Pr J. PEN.

Le cahier : France : 20 F — Etranger : 21,44 F

Cahiers déjà parus**Cahier n° 1 :**

LES MIGRATIONS DE TRAVAILLEURS EN EUROPE 15 F

Cahier n° 2 :

**LES PROBLEMES DU TRAVAIL ISSUS DE L'AUTOMATION A BORD DES
NAVIRES 15 F**

Cahier n° 3 :

LES NEGOCIATIONS COLLECTIVES DANS LES PAYS D'AFRIQUE 15 F

Cahier n° 4 et 5 :

RELATIONS PROFESSIONNELLES ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 18 F

BON DE COMMANDE

Veuillez adresser exemplaires. — N° du Cahier.....

Nom Adresse

Profession

Veuillez trouver ci-joint : C.C.P. - Chèque Bancaire - Mandat

LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE**3, rue Soufflot, Paris-5° - 033-23-42. - C.C.P. Paris 1738-10**

POUR LA RECHERCHE DES FOURNISSEURS

dans 11 PAYS en EUROPE pour 200 000 FIRMES

- France (2 vol. - 160 F)
- Belgique-Luxembourg (80 F)
- Danemark (80 F)
- Espagne (2 vol. - 120 F)
- Suède (fin 1968)
- Grande-Bretagne (3 vol. - 240 F)
- Italie (2 vol. - 240 F)
- Pays-Bas (80 F)
- Suisse (2 vol. - 120 F)
- Allemagne (ouvrage à paraître)

(+ T.V.A. et frais de port)

KOMPASS

RÉPERTOIRES ÉCONOMIQUES NATIONAUX

- Normalisés (20 000 nomenclatures d'articles ou services)
- Intégralement traduits en 4 langues
- Mis à jour chaque année (fichier I.B.M. sur ordinateur)

RÉPONDANT AVEC PRÉCISION A CES 2 QUESTIONS :

- QUI fabrique (ou négocie) tel ARTICLE précis ?
- QU'est exactement telle FIRME donnée ?

EN FRANCE

KOMPASS FRANCE (2 tomes) :

Répertoire Général de la Production
Française (Annuaire Industriel)
Tome I : par Fabrications
Tome II : par Firmes - Marques

KOMPASS PROFESSIONNELS :

- Electricité, Electronique, Nucléaire
- Textile, Habillement, Chaussure
- Alimentation
- Horlogerie
- Spécial-Services (secteur tertiaire)
- Bâtiment, Travaux publics
- Sidérurgie
- Chaudronnerie, Constructions métalliques
- Petite métallurgie

S. N. E. I.

Correspondant exclusif pour la France de l'organisation Kompass

22, avenue F. D. Roosevelt, PARIS-8^e - Tél : 359.99-44 +

POUR LE MARKETING INTERNATIONAL



Programme technologique

6 ans d'avance !

Six ans avant la mise en service du Concorde, Air France entraîne déjà 42 de ses meilleurs pilotes à la conduite des avions supersoniques — non pas seulement sur des simulateurs de vol, mais sur des avions volant réellement à M2.

7 milliards d'investissements.

Air France va investir plus de 7 milliards de NF au cours des 10 prochaines années pour offrir à sa clientèle les premiers services commerciaux du monde, en Concorde (1972), puis en Boeing SST (1974), qui mettront New York à 2 h 30, puis à 2 h de vol de Paris.

350 passagers + 30 tonnes de fret.

En outre, ces investissements vont permettre à Air France de s'assurer, dès leur sortie, les jets les plus modernes et les mieux adaptés aux moyennes

distances (Super B 727, et, plus tard, l'Air-bus) ou aux longues distances (le géant Jumbo 747 qui pourra dès 1970 transporter 350 passagers à 1.000 km/h sur 9.000 km !).

Le dernier-né des ordinateurs.

Enfin, pour offrir un service toujours plus parfait, 20 000 techniciens et ingénieurs Air France mettent en œuvre les techniques les plus nouvelles (par exemple le dernier-né des ordinateurs, l'Univac 1108 multi-processor, dont le prix dépasse 11 milliards anciens).

Les plus exigeants.

Toujours et partout à la pointe du progrès technologique, Air France s'honore d'être la compagnie préférée des passagers les plus exigeants et les mieux informés.

Une technique ultra-moderne, un certain style de service

La certitude d'un excellent voyage

à votre service



U&O